



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

AOUT SEPTEMBRE OCTOBRE 2022

N°215

TOME I



SOMMAIRE
RAA DES MOIS AOUT – SEPTEMBRE - OCTOBRE 2022
N°215
TOME I

TOME I

PARTIE 1 : DELIBERATIONS <i>(Conseil du 4 octobre 2022)</i>	2
--	----------

TOME II

PAGES

PARTIE 2 : DECISIONS <i>(Conseil du 4 octobre 2022)</i>	2
PARTIE 3 : ARRETES REGLEMENTAIRES <i>(Août – Septembre – Octobre 2022)</i>	595

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

	PAGES
AMENAGEMENT DURABLE	9
ANIMATION DU TERRITOIRE	147
ATTRACTIVITE	166
CYCLES DE L'EAU	190
ENVIRONNEMENT	229
HORS COMMISSION	236
RESSOURCES	275
SOLIDARITES	303

PARTIE I - DELIBERATIONS
SOMMAIRE

N°DELIB	AMENAGEMENT DURABLE	PAGE
M2022-381	Conventions de fonds de concours 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Prades-Le-Lez, Beaulieu, Vendargues, Saint Génès des Mourgues et Baillargues - Autorisation de signature	10
M2022-382	Commune de Cournonterral - Concertation préalable au titre du Code de l'environnement sur le projet et les impacts du lycée et des aménagements associés - Bilan de concertation préalable - Approbation	14
M2022-383	Commune de Cournonterral - Concertation préalable au titre du Code de l'urbanisme - Déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité de plan local d'urbanisme pour la réalisation des accès multimodaux au futur lycée et à la halle des sports - Bilan de la Concertation - Approbation	21
M2022-384	Commune de Cournonterral - Déclaration de projet portant sur l'intérêt général de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Cannabe - Approbation - Autorisation signature	26
M2022-386	Modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Juvignac - Dispense d'évaluation environnementale - Approbation	30
M2022-387	Commune de Lattes - Ode à la Mer - Procédure de Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme - Bilan de la concertation - Approbation	33
M2022-388	Renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Secteur du Grand Mail - Ville de Montpellier - Dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et parcellaire - Approbation	42
M2022-389	Commune de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté Parc 2000 2eme extension - Garantie d'emprunt à la SA3M - Autorisation de signature	46
M2022-390	Commune de Prades-le-Lez - Renonciation à acquérir - Droit de délaissement - Emplacement réservé n°28b du Plan Local d'Urbanisme grevant la parcelle cadastrée AO 48 propriété de la Ville de Prades-Le-Lez - Autorisation de signature	49
M2022-391	Commune de Saint Georges d'Orques - Instauration du droit de préemption urbain (DPU) et du droit de préemption urbain renforcé sur la zone du Mijoulan - Approbation	52
M2022-392	Projet de Parc d'Activités Économiques (PAE) Jules Rimet - Commune de Sussargues - Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU - Concertation au titre du code de l'urbanisme - Bilan de la concertation - Approbation	56
M2022-393	Modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Villeneuve-lès-Maguelone - Dispense d'évaluation environnementale - Approbation	61
M2022-394	Convention de financement de la gare nouvelle de Nîmes Pont du Gard - Avenant n°1 - Autorisation de signature	64
M2022-395	Réseau Express Métropolitain (REM) de Montpellier - Étude d'exploitation - Convention financière - Autorisation de signature	67
M2022-396	Délégation de Service Public (DSP) de Transport Urbain - Convention pour le versement d'une indemnité d'imprévision exceptionnelle au Subdélégué - Retrait de la délibération n°M2022-230 - Approbation - Autorisation de signature	70

PARTIE I - DELIBERATIONS
SOMMAIRE

M2022-415	Mandat SA3M pour la réalisation de la première tranche du cimetière métropolitain - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation	73
M2022-416	Communes de Castelnau-le-Lez et de Montpellier - Concession Eurêka - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°19 - Approbation - Autorisation de signature	76
M2022-417	Concession d'aménagement Le Frigoulet - Commune de Cournonsec - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation	79
M2022-418	Concession d'aménagement Ode à la Mer - Communes de Lattes et de Pérols - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°8 - Approbation - Autorisation de signature	82
M2022-419	Concession d'aménagement Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Descartes - Commune de Lavérune - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC)- Exercice 2021 - Approbation	85
M2022-420	Commune de Montferrier-sur-Lez - Concession d'aménagement Hameau de Baillarguet - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2020 - Approbation	88
M2022-421	Commune de Montpellier - Concession Cambacérès - SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°9 - Approbation - Autorisation de signature	91
M2022-422	Concession d'aménagement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M - Quartier des Cévennes - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°2 à la concession - Approbation - Autorisation de signature	94
M2022-423	Concession d'aménagement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M - Quartier de la Mosson - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°2 - Approbation - Autorisation de signature	98
M2022-424	Concession d'aménagement de la Lauze Est - Commune de Saint Jean de Védas - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation	102
M2022-425	Concession d'aménagement du parc d'activités économiques Marcel Dassault et première extension - Commune de Saint Jean de Védas - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°14 - Approbation - Autorisation de signature	105
M2022-426	Commune de Sussargues - Concession d'aménagement Jules Rimet - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°2 - Approbation - Autorisation de signature	108
M2022-427	Concession d'aménagement du Parc d'activités économique Charles Martel - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation	111
M2022-428	Zone d'Aménagement Concerté Cannabe - Commune de Cournonterral - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation	114
M2022-429	Commune de Grabels - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Euromédecine - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation	117

PARTIE I - DELIBERATIONS

SOMMAIRE

M2022-430	Commune de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté Port Marianne - Porte de la Méditerranée - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation	120
M2022-431	Commune de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté Garosud et Extension - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2021 (CRAC) - Avenant n°6 - Approbation - Autorisation de signature	123
M2022-432	Commune de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nina Simone - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°2 - Approbation - Autorisation de signature	126
M2022-433	Commune de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Hippocrate - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2021 - Approbation	129
M2022-434	Commune de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté Odysseum Est - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2021 - Approbation	132
M2022-435	Commune de Saint Jean de Védas - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Marcel Dassault 2ème extension - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°11 - Approbation - Autorisation de signature	135
M2022-436	Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Charles Martel Extension - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation	138
M2022-437	Commune de Montpellier - Zones d'activités Parc 2000 et Parc 2000 Extension - Concession entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation	141
M2022-438	Commune de Montpellier - Zones d'activités Parc 2000 2ème extension - Concession entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n° 5 - Approbation - Autorisation de signature	144
N°DELIB	ANIMATION DU TERRITOIRE	PAGE
M2022-360	Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie - Opéra Comédie - Convention d'occupation et d'utilisation du domaine public - Autorisation de signature	148
M2022-361	École Nationale Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD), État et Montpellier Méditerranée Métropole - Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens - Approbation - Autorisation de signature	151
M2022-362	Maison Louis Juvet et Théâtre du Hangar - Conventions d'occupation du domaine public avec l'association École Nationale Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD) - Subventions en nature - Autorisation de signature	154
M2022-363	Salle Victoire 2 - Convention d'occupation temporaire du domaine public entre l'association Stand'Art et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature	157
M2022-364	Ancien Evêché - Fixation du montant de la redevance pour l'occupation temporaire du domaine public - Approbation	160
M2022-365	Réseau des piscines - Opération Téléthon 2022 - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association Française contre les Myopathies (AFM) - Autorisation de signature	163

PARTIE I - DELIBERATIONS
SOMMAIRE

N°DELIB	ATTRACTIVITE	PAGE
M2022-358	Convention financière entre l'Association de Promotion des Flux Touristiques et Economiques (APFTE) et Montpellier Méditerranée Métropole - Remboursement des sommes reçues de Ryanair - Autorisation de signature	167
M2022-359	Contrat de destination marque internationale "Montpellier" entre Montpellier Méditerranée Métropole, Atout France, le Comité Régional de Tourisme et de Loisirs Occitanie, l'Agence Départementale de Développement Touristique de l'Hérault et l'Aéroport Montpellier Méditerranée - Autorisation de signature	170
M2022-397	Cité intelligente - Convention d'obtention de subvention être Montpellier Méditerranée Métropole et la Banque des Territoires pour l'appui à la mise en œuvre de solutions en faveur de l'inclusion numérique des Très Petites Entreprises (TPE) en Quartier Politique de la Ville (QPV) - Autorisation de signature	173
M2022-398	Cité intelligente - Projet HUT - Observatoire de l'Habitat Urbain en Transition - Convention de partenariat - Autorisation de signature	177
M2022-399	Convention de financement entre la Métropole et Occitanie Place Financière - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature	180
M2022-400	Convention de partenariat avec la French Tech Méditerranée - Avenant n°1 à la convention de partenariat - Mise à disposition de nouveaux locaux et actualisation du concours financier global - Approbation - Autorisation de signature	183
M2022-401	Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature	186
N°DELIB	CYCLES DE L'EAU	PAGE
M2022-352	GEMAPI - Mise en place d'une gouvernance littorale à l'échelle du golfe d'Aigues Mortes (GAM) - Création d'une entente entre Pays de l'Or Agglomération, la Communauté de communes Terre de Camargue, Sète Agglopol Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole - Convention cadre - Autorisation de signature	191
M2022-353	GEMAPI - Mise en place d'une gouvernance littorale à l'échelle du golfe d'Aigues Mortes (GAM) - Création d'une entente entre Pays de l'Or Agglomération, la Communauté de communes Terre de Camargue, Sète Agglopol Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole - Convention subséquente - Autorisation de signature	195
M2022-354	Protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac - Autorisation d'un système d'endiguement en application des articles L. 214-3 et R. 214-1 du Code de l'environnement - Déclaration de projet - Approbation	199
M2022-355	Convention de participation financière aux investissements nécessaires à l'aménagement du gué du Lez entre le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	203
M2022-368	Travaux de desserte et d'extension du réseau d'assainissement - Convention de participation pour la réalisation d'équipements publics exceptionnels entre l'entreprise Microphyt et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	206
M2022-369	Eau potable - Service de Sussargues - Convention technique et financière d'achat d'eau potable en gros entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des eaux et le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) - Avenant n°1 - Autorisation de signature	209

PARTIE I - DELIBERATIONS **SOMMAIRE**

M2022-370	Eau potable - Service de Saint-Brès - Convention d'achat d'eau potable en gros et de participation financière aux travaux d'adduction entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des Eaux et le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) - Avenant n°1 - Autorisation de signature	212
M2022-371	Projet de solidarité internationale - Projet "clés en main : les territoires face aux enjeux de la gestion durable de l'eau" - Convention de partenariat multipartite avec Occitanie Coopération - Convention d'attribution de subvention - Autorisation de signature	215
M2022-413	Service public de l'eau et de l'assainissement - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'eau potable et de l'eau brute - Exercice 2021	219
M2022-414	Service public de l'eau et de l'assainissement - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'assainissement - Exercice 2021	224
N°DELIB	ENVIRONNEMENT	PAGE
M2022-357	Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Suez pour le projet d'écologie industrielle et territoriale "Hub de l'Économie Circulaire et Solidaire" - Autorisation de signature	230
M2022-377	Appel à projets France-Sénégal 2022 - Coopération Décentralisée entre Montpellier Méditerranée Métropole, le Conseil Départemental de Rufisque, la Ville de Montpellier, le IRAD, le GRDR Migration-Citoyenneté-Développement, la SOMIMON (MIN Mercadis) et l'ASH - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature	233
N°DELIB	HORS COMMISSION	PAGE
M2022-350	Plan de sobriété et accélération de la transition énergétique du patrimoine métropolitain - Approbation	237
M2022-351	Patinoire Végapolis - Délégation de service public - Avenant n°1 - Adaptation des conditions financières du contrat en raison de l'augmentation du coût de l'électricité - Autorisation de signature	243
M2022-366	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique Sports - Exercice 2022 - Conventions d'attribution - Approbation - Autorisation de signature	246
M2022-367	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique Sports - Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole - Conventions d'attribution - Exercice 2022 - Autorisation de signature	249
M2022-378	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Développement économique et emploi" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	252
M2022-379	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A)" - Exercice 2022 - Approbation	255
M2022-380	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique Transition Énergétique et Écologique - Exercice 2022 - Approbation	259
M2022-385	Commune de Fabrègues - Site Hélios - Industries culturelles et créatives - Protocole d'accord - Approbation - Autorisation de signature	263

PARTIE I - DELIBERATIONS **SOMMAIRE**

M2022-410	Organismes Extérieurs - Société Publique Locale TaM - Cession de titres de participation au bénéfice de la Ville de Pérols - Approbation - Modification d'un représentant	267
M2022-412	Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation	270
M2022-439	Approbation des procès-verbaux des Conseils de Métropole du 31 mai 2022 et du 26 juillet 2022	273
N°DELIB	RESSOURCES	PAGE
M2022-402	Règlement du temps de travail au sein de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	276
M2022-403	Relations institutionnelles entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Modifications des conventions de services communs - Autorisation de signature	279
M2022-404	Projet d'animation sociale et culturelle - Convention de collaboration volontaire - Approbation - Autorisation de signature	282
M2022-405	Modifications du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation	285
M2022-406	Recours au dispositif d'apprentissage - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation	288
M2022-407	Extension des astreintes d'exploitation dans le cadre de la mutualisation de la Direction des Relations institutionnelles et de l'Événementiel - Approbation	291
M2022-408	Attribution de fonds d'équipement aux Communes - Conventions - Approbation - Autorisation de signature	294
M2022-409	Fonds National de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales (FPIC) - Répartition 2022 - Approbation	297
M2022-411	Apurement des régies 2022 - Approbation	300
N°DELIB	SOLIDARITES	PAGE
M2022-356	Rapport annuel politique de la ville 2021 - Approbation	304
M2022-372	Fonds métropolitain d'aide aux jeunes - Aides collectives - Attribution de subventions 2022	307
M2022-373	Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Participation de TotalEnergies pour l'année 2022 - Convention - Autorisation de signature	311
M2022-374	Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Participation de Mint Energie pour 2022 - Convention - Autorisation de signature	314
M2022-375	Construction de 70 logements sociaux dans les Communes de Baillargues, Lattes, Montpellier et Saint-Brès - Attribution de subventions à la SA d'HLM FDI Habitat - Conventions - Autorisation de signature	317
M2022-376	Intervention de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur de la rénovation de l'habitat privé - Règlement attributif - Modification de la délibération n°14553 du 29 mars 2017 - Approbation	321

AMENAGEMENT DURABLE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Conventions de fonds de concours 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Prades-Le-Lez, Beaulieu, Vendargues, Saint Génès des Mourgues et Baillargues - Autorisation de signature

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences, notamment en matière de voirie et d'espaces publics, des opérations qui contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants des communes et participent au développement et à l'aménagement du territoire de la Métropole.

En application des articles L.5217-7 et L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales, une commune peut prendre en charge une partie du financement de la réalisation d'une opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole. Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus au titre d'une opération ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Certaines communes des Pôles Territoriaux de la Métropole souhaitent apporter des fonds de concours pour la réalisation de divers aménagements (voirie, achat de mobilier urbain, réseaux secs et éclairage public). Les communes soumettront prochainement l'approbation de ces fonds de concours à leurs Conseils Municipaux respectifs.

Les montants de fonds de concours, établis en fonction des budgets prévisionnels nets de subvention de chacune des opérations envisagées, tels que définis dans les projets de convention sont les suivants :

Pôle Cadoule et Bérange

Vendargues :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Rue du 8 mai 1945	1 055 757€	879 797,50€	19,067%	167 750€

Saint Génès des Mourgues :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Rue du Bassin - Travaux	199 988,00€	166 656,70€	49%	81 661,78€
Rue du Bassin - Etudes	31 608,46€	26 340,38€	49%	12 906,79

Beaulieu :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Rue de la Croix de Mission	72 841,77 €	60 701,48€	24%	14 568,36€
Rue du Pic Saint Loup	2 191,80 €	1 826,50€	24%	438,36€
Route de Saint Drézéry	8 440,27 €	7 033,56€	24%	1 688,06€
Phase 2 Notre Dame (réseaux secs/éclairage)	172 416,58 €	143 680,48€	44%	69 561,54€

Baillargues :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Rue des Multipliants	154 865,44 €	129 054,53€	49,22%	63 520,64€
Parking des arènes	52 014,24 €	43 345,20€	49,22%	21 334,51€
Rue du petit bonheur	2 390,38 €	1 991,98€	49,22%	980,45€
Av et carrefour Deltheil	281 513,76 €	234 594,80€	49,22%	115 467,56€
Sécurisation Ralentisseurs	9 240,00 €	7 700,00€	49,22%	3 789,94€
Rue des Vignerons	39 600,00 €	33 000,00€	49,22%	16 242,60€
Rue Jean Moulin	128 446,00 €	107 038,33€	49,22%	52 684,27€
Rue du Pradas	42 001,61 €	35 001,34€	49,22%	17 227,66€
Divers voiries	7 320,00€	6 100,00€	49,22%	3 002,42€

Pôle Vallée du LezPrades-le-Lez :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Avenue des Barrones (phase 1)	596 302,98€	496 919,15€	30,19%	150 000€

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les versements des fonds de concours décrits ci-dessus ;
- D'approuver les termes des conventions définissant les modalités de versement des fonds de concours ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203964-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention FDC PLL 2022.pdf
- convention BEA 2022.docx.pdf
- Annexes FDC 2022 Beaulieu.pdf
- convention FDC SGM 2022.pdf
- Annexes FDC 2022 Saint Génies.pdf
- convention VEN 2022.pdf
- Annexes FDC 2022 Vendargues.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Commune de Cournonterral - Concertation préalable au titre du Code de l'environnement sur le projet et les impacts du lycée et des aménagements associés - Bilan de concertation préalable - Approbation

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

La Région Occitanie envisage la construction sur le territoire de la commune de Cournonterral d'un lycée d'une surface de plancher de l'ordre de 20 000 m². Ce projet s'accompagne de la réalisation, par la commune de Cournonterral, d'un gymnase et, par Montpellier Méditerranée Métropole, de travaux de voirie, de construction d'une aire de dépose-repose des transports scolaires, de création de voies nouvelles légères et de requalification des espaces de stationnement intégrant des fonctionnalités multimodales.

Le projet, qui doit être appréhendé de façon globale, est soumis à évaluation environnementale et doit faire l'objet d'une concertation préalable en application de l'article L.121-17 du Code de l'environnement.

Conformément à l'article L. 121-16 du Code de l'environnement, la concertation préalable associe le public à l'élaboration du projet. Quinze jours avant le début de la concertation, le public est informé des modalités et de la durée de la concertation par voie dématérialisée et par voie d'affichage sur le ou les lieux concernés par la concertation ainsi que, selon l'importance et la nature du projet, par voie de publication locale. Le bilan de cette concertation est rendu public. Le maître d'ouvrage ou la personne publique responsable indique les mesures qu'il juge nécessaire de mettre en place pour répondre aux enseignements qu'il tire de la concertation.

Par délibération du 28 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a défini les modalités de la concertation qu'elle envisageait de mettre en œuvre.

Par délibération du 25 janvier 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a déclaré son intention, au sens de l'article L. 121-18 du Code de l'environnement, d'engager la concertation préalable.

Elle a été publiée sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole et sur le panneau d'affichage à l'Hôtel de Métropole le 25 mars 2022. Elle a également été affichée en mairie de Cournonterral du 25 mars 2022 au 31 août 2022. Enfin, elle a été publiée sur le site internet de l'Etat du 22 mars 2022 au 23 mai 2022, ouvrant le délai de deux mois pour l'exercice du droit d'initiative permettant de solliciter l'organisation d'une concertation préalable au titre des articles L. 121-17 et L. 121-19 du Code de l'environnement.

Le droit d'initiative n'ayant pas été exercé, Montpellier Méditerranée Métropole a mis en œuvre les modalités de concertation définies dans la délibération du 28 juillet 2021.

La région Occitanie, désigné coordinateur des concertations pour Montpellier Méditerranée Métropole dans la délibération du 28 juillet 2021, a publié pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole un avis de concertation le 31 mai 2022 dans le *Midi-Libre* et le 02 juin 2022 dans la *Gazette de Montpellier* informant le public des modalités de la concertation et des dates de sa mise en œuvre.

Cet avis a également été affiché en mairie de Cournonterral à partir du 31/05/2022, et ce jusqu'au 17/07/2022, et publié sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole dédié à cette concertation à partir du 31/05/2022. La concertation s'est déroulée du 17 juin au 17 juillet 2022 inclus.

Les principaux éléments du bilan de la concertation sont les suivants :

I. Dispositif de concertation mis en œuvre

Les modalités de la concertation définies par Montpellier Méditerranée Métropole dans sa délibération du 28 juillet 2021 étaient les suivantes :

- Mise à disposition du public d'un dossier de concertation en mairie de Cournonterral sise 12, avenue Armand-Daney, aux heures d'ouverture au public et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Mise à disposition d'un registre permettant au public de formuler ses observations et propositions sous format papier en mairie de Cournonterral et sous format dématérialisé sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- Parution dans le journal d'information de Montpellier Méditerranée Métropole d'un article d'information.

Si les restrictions liées à la crise sanitaire l'autorisent, une réunion publique sera conjointement organisée sur le territoire de la commune, par la Région, la Métropole et la Commune.

Ces modalités ont été mises en œuvre de la manière suivante :

➤ **Mise à la disposition du public du dossier de concertation**

Le dossier de concertation préalable mis à la disposition du public présentait :

- La concertation préalable : ses objectifs, ses modalités, ses suites ;
- Le projet de desserte des lycée et gymnase : ses objectifs, sa localisation, ses caractéristiques ;
- Le coût estimatif de l'opération ;
- Les solutions alternatives envisagées ;
- Un aperçu des incidences potentielles sur l'environnement.

Le dossier de concertation préalable a été mis à la disposition du public selon les modalités suivantes :

- Mise à disposition en mairie de Cournonterral aux heures d'ouverture au public des bureaux, à l'adresse suivante : 12, avenue Armand-Daney, 34660 Cournonterral sous format papier relié, sur un pupitre dédié et en accès libre à tout public ;
- Mise à disposition du 17 juin 2022 au 17 juillet 2022 sur le site internet de la région, en libre téléchargement, à l'adresse électronique suivante : <https://participer.montpellier.fr> ;

➤ **Mise à la disposition du public du registre permettant au public de formuler ses observations et propositions :**

- Mise à disposition en mairie de Cournonterral aux heures d'ouverture au public des bureaux, à l'adresse suivante : 12, avenue Armand Daney, 34660 Cournonterral ; sous format papier, sur un pupitre dédié, avec un stylo à disposition et en libre d'accès à tout public souhaitant formuler un avis.
- Mise à disposition du 17 juin 2022 au 17 juillet 2022 sur le site internet de la région, sous forme d'un formulaire à remplir, sans restriction d'accès, à l'adresse électronique suivante : <https://participer.montpellier.fr> ;

➤ **Parution d'un article dans le journal d'information de la région n°13 de Montpellier Méditerranée Métropole** dénommé « *MONTPELLIER METROPOLE EN COMMUN* ». Cet article présentait le projet et les différentes concertations, les lieux où le public pouvait consulter les dossiers de concertation et renseigner les registres de concertation ainsi que la date, l'heure et le lieu de la réunion publique d'information. Ce journal a été distribué dans les boîtes à lettres au cours de la première quinzaine du mois de juin 2022.

➤ **Organisation d'une réunion publique le 29 juin 2022**

Les conditions sanitaires le permettant, une réunion publique a pu être organisée afin d'échanger avec le public.

- **Avis d'information : date de diffusion, support, objet**

La date et l'heure de la réunion publique ont été mentionnées dans l'avis de publicité réglementaire publié le 31 mai 2022 dans le *Midi-Libre* et le 02 juin 2022 dans la *Gazette de Montpellier*.

La date, l'heure et le lieu de la réunion publique ont été mentionnés sur le site internet dédié à la concertation de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que sur les sites dédiés de la Ville de Cournonterral et de la Région Occitanie.

Par ailleurs, s'agissant d'une réunion publique organisée conjointement par la Région Occitanie, Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Cournonterral, un avis d'information sur l'organisation de cette réunion a été publié dans le journal d'information de chaque collectivité : l'édition de juin 2022 distribuée en boîte aux lettres début juin pour la Région, l'édition de juin 2022 distribuée en boîte aux lettres à partir du 07 juin 2022 pour la Métropole, l'édition de juin 2022 distribuée en boîte aux lettres les 20 et 21 juin pour la mairie de Cournonterral.

Un avis d'information précisant le lieu et l'horaire de la réunion publique a également été affiché en Mairie de Cournonterral.

Un avis d'information précisant le lieu et l'horaire de la réunion publique a également été publié sur le

compte Facebook officiel de la Mairie de Cournonterral. Ce même avis a été publié sur le site info-flash.com de la commune de Cournonterral.

Enfin, un avis d'information précisant le lieu et l'horaire de la réunion publique a été affiché sur un panneau d'information implanté sur le site du projet visible depuis la RM 5, à partir du 22 juin 2022.

- Organisation de la réunion : lieu, horaire, participants, objet, nombre approximatif de participants

La réunion s'est tenue le 29 juin 2022 à 18h00, salle Victor-Hugo à Cournonterral, en présence notamment de Monsieur Kamel CHIBLI, Vice-Président de la Région Occitanie délégué à l'éducation, l'orientation, la jeunesse et aux sports, de Madame Patricia BELKADI adjointe au Maire, déléguée à l'urbanisme et à l'aménagement, de Monsieur Stéphane ESCOBAR, Directeur Délégué au pôle Proximités Espaces Publics de la Métropole, et de Monsieur Yannick JACOB, Directeur du pôle Mobilité de la Métropole.

Après une présentation générale du contexte et des objectifs des maîtres d'ouvrage, la réunion s'est structurée en deux temps. Une première partie dédiée à la présentation et aux échanges autour des enjeux environnementaux du projet, et une seconde partie portant sur la modification du PLU de Cournonterral pour le rendre compatible avec le projet.

La première partie de la réunion, objet de la concertation au titre du Code de l'environnement, s'est déroulée de 18h30 à 19h30 devant une cinquantaine de personnes. Après la projection d'un support présentant le contexte et les enjeux environnementaux du projet par le bureau d'étude Biotope, un échange avec le public a eu lieu pendant 30 minutes environ.

Le compte-rendu exhaustif de cette réunion retrace avec précision la présentation du bureau d'étude, ainsi que le contenu des échanges entre le public et les intervenants. Ces échanges ont porté principalement sur le thème des transports et de la mobilité. Dans une moindre mesure, les thèmes de la carte scolaire et de l'hydraulique ont également été abordés.

II. Enseignements tirés de la concertation

II.1. Observations recueillies

Le registre de concertation mis en place en mairie de Cournonterral a recueilli une observation demandant le maintien de l'accès au chemin de Carrierrasse depuis la RM114 pendant les travaux.

Le registre dématérialisé mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole a recueilli une observation : *« Ce lycée, c'est une bonne nouvelle pour les habitants du bout de la métropole. Mais, ce serait bien de penser à végétaliser au maximum ces gros complexes qui souffrent souvent de trop de béton et donc tenir compte de l'environnement à l'aune du réchauffement climatique ! J'espère également que l'on va enfin cesser de multiplier à outrance les éclairages nocturnes dans cette nouvelle zone urbanisée pour ne pas ressembler à ces entrées de ville comme Juvignac et sa porte du soleil ! »*

Par ailleurs, lors de la réunion publique, 16 personnes ont présenté des observations et échangé avec les maîtres d'ouvrage sur le projet.

II.2. Analyse des observations

Aucune observation défavorable au projet n'a été formulée à l'occasion de cette période de concertation. Les remarques et interrogations ont porté sur quatre thèmes principaux :

1/ Mobilité et transports :

Le premier point abordé par le public sur ce thème concerne les cheminements piétonniers entre le lycée et le centre-ville. Les interrogations ont porté en particulier sur la sécurisation des déplacements et notamment la traversée de la RM5.

L'objectif de la Région est de proposer des aménagements intérieurs qui incitent les élèves à rester dans l'enceinte du lycée et ainsi limiter les échanges vers l'extérieur. Dans cette perspective, une attention particulière sera portée sur la conception de l'espace de restauration, ainsi que sur le traitement qualitatif des

espaces (intérieurs et extérieurs) dédiés au temps libre des lycéens.

A l'extérieur de l'enceinte du lycée, le traitement des cheminements doux est de la compétence de Montpellier Méditerranée Métropole. Une réflexion étroite sur la conception des espaces publics extérieurs est menée conjointement avec les services de la Région et avec la Ville de Cournonterral.

De la même manière, la requalification de la RM5, l'aménagement d'itinéraires sécurisés pour les cyclistes et la prise en considération de la desserte du site par les transports en commun sont des sujets de préoccupation traités par la Métropole dans le cadre d'un travail collaboratif avec la Région et la Ville.

Le deuxième point abordé par le public sur ce thème concerne les transports scolaires et en particulier le besoin d'avoir une offre alternative aux transports en commun urbains pour les territoires qui ne disposent pas de ce service. Comme pour le volet infrastructure, Montpellier Méditerranée Métropole, compétente en matière de transport collectif urbain sur son territoire, et la Région travailleront conjointement à la mise en place d'une offre de transport mutualisée. Une réflexion est par ailleurs engagée pour améliorer l'offre de transport scolaire existante en attendant l'ouverture du nouveau lycée.

Enfin, le dernier point abordé sur ce thème concerne la perturbation de la circulation pendant la durée du chantier. Le plan de circulation liés aux travaux n'a pas encore été établi, mais de la même manière que les points précédents, les trois collectivités travailleront conjointement pour limiter autant que possible la perturbation pendant les travaux. En particulier pour répondre à l'observation figurant dans le registre mis en place en mairie de Cournonterral, le chemin de Carrierasse sera rétabli sur la RM114 en périphérie du lycée coté est selon le principe présenté dans le dossier de concertation en préservant les enjeux environnementaux (muret de pierre et oliveraie). Ce rétablissement sera préalable aux travaux de terrassement du lycée pour assurer la continuité des dessertes agricoles riveraines.

Pendant les travaux, selon le phasage retenu lors des études détaillées, la continuité pourra être ponctuellement interrompue (quelques jours le temps des terrassements nécessaires). Dans ce cas une information préalable sera organisée, des déviations mises en place et les accès riverains seront maintenus au travers du chantier pour ne pas enclaver les parcelles concernées.

2/ Carte scolaire :

Les interrogations portent sur la liste des communes qui seront rattachées au lycée de Cournonterral et sur les flux générés par cette nouvelle sectorisation. A ce stade, la sectorisation du lycée n'a pas été arrêtée ; une réflexion avec le rectorat sera engagée pour définir la cartographie des communes rattachées au lycée, avec l'objectif de désengorger d'autres établissements aujourd'hui saturés.

3/ Hydraulique :

L'interrogation porte sur la prise en considération des cours d'eau voisins du site et des impacts du projet sur les futurs écoulements. La connaissance du contexte hydraulique et la mesure des impacts générés par le projet sont des éléments déterminants dans la conception du projet. Ils ont été pris en considération dès le début des études opérationnelles et seront retranscrits dans l'étude d'impact menée à l'échelle globale du projet (lycée, voirie et gymnase), ainsi que dans les dossiers réglementaires spécifiques (dossier loi eau) que chaque maître d'ouvrage devra soumettre à l'administration concernée.

4/ Artificialisation et lutte contre le réchauffement climatique :

Pour répondre à l'observation déposée sur le registre dématérialisé mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, le projet de desserte et d'aménagement des espaces publics fera la part belle aux aménagements paysagers et végétalisés. Les espaces artificialisés et imperméabilisés seront réduits au maximum et les espaces déjà imperméabilisés tel que le parking du complexe sportif seront renaturés et désimperméabilisés.

L'éclairage public sera rationalisé et géré de manière raisonnée tel que mentionné dans le programme de l'opération. Des équipements de production photovoltaïque sont prévus au programme sur les espaces publics pour améliorer le bilan énergétique global du projet en phase exploitation.

D'autres thèmes particuliers, mais qui ne concernent pas directement le projet de desserte porté par Montpellier Méditerranée Métropole, ont fait l'objet d'observations durant la réunion publique (affectation du gymnase actuel, plan de circulation de Cournonterral, requalification des RM 114 et 185).

Ces points seront traités dans le bilan de concertation établi par la Ville de Cournonterral. S'agissant des requalifications des RM114 et RM185, des réponses ont été apportées en séance lors de la réunion publique. Elles ne concernent pas directement le projet de desserte des lycée et gymnase mais les politiques plus globales d'entretien et d'évolution du réseau routier de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'ensemble des observations recueillies par les 3 maitres d'ouvrage durant cette phase de concertation seront cependant prises en considération globalement pour la poursuite de la conception du projet.

Conclusion : Les modalités de la concertation avec le public ont été respectées par Montpellier Méditerranée Métropole. Le public a pu s'informer et s'exprimer sur le projet. Les observations recueillies ont permis de nourrir la réflexion de la collectivité et de conforter ses choix. A l'issue de la phase de concertation, l'organe délibérant doit tirer le bilan de la concertation,

L'opération est soumise à l'organisation d'une enquête publique au cours de laquelle le dossier de déclaration d'utilité publique – comportant le bilan de la concertation – sera mis à la disposition du public.

Outre les formalités de publicité de droit commun dont elle fera l'objet, la délibération tirant le bilan de la concertation sera publié sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole en tant que maître d'ouvrage, en application des dispositions de l'article R. 121-21 du Code de l'environnement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le bilan de concertation préalable au titre du Code de l'environnement du projet de lycée à Cournonterral ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203493-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2022-08-24 Annexe Délibération concertation préalable.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Commune de Cournonterral - Concertation préalable au titre du Code de l'urbanisme - Déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité de plan local d'urbanisme pour la réalisation des accès multimodaux au futur lycée et à la halle des sports - Bilan de la Concertation - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La Région Occitanie envisage la construction sur le territoire de la commune de Cournonterral d'un lycée d'une surface de plancher de l'ordre de 20 000 m². Ce projet s'accompagne de la réalisation, par la commune de Cournonterral, d'un gymnase et, par Montpellier Méditerranée Métropole, de travaux de voirie, d'une aire de dépose-repose des transports scolaires, de création de voies nouvelles légères et de requalification des espaces de stationnement intégrant des fonctionnalités multimodales.

La maîtrise foncière de l'ensemble des terrains nécessaires à la réalisation de l'opération n'étant pas acquise, des démarches d'acquisitions amiables auprès des propriétaires privés ont été engagées. Elles n'ont cependant pas abouti et une acquisition par voie d'expropriation doit être envisagée pour la réalisation du lycée et des travaux de desserte.

Par ailleurs, le site d'implantation envisagé étant classé au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Cournonterral en zones Nn, Nnsl et An, une procédure de mise en compatibilité du PLU doit en outre être mise en œuvre en application de l'article L.153-54 du Code de l'urbanisme. L'objectif est de modifier les dispositions du PLU afin de permettre la réalisation de l'opération.

Conformément aux nouvelles dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme, la mise en compatibilité d'un PLU soumise à évaluation environnementale doit faire l'objet d'une concertation préalable. Les modalités de la concertation doivent permettre pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, au public d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l'autorité compétente.

Par délibération du 22 mars 2022, le Conseil de Métropole a défini les modalités de la concertation et le 09 mai 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a publié un avis de concertation dans *Midi-Libre* informant le public des modalités de la concertation et des dates de sa mise en œuvre. Cet avis a également été :

- Affiché en mairie de Cournonterral à partir du 09/05/2022, jusqu'au 17/07/2022 ;
- Publié sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole dédié à cette concertation à partir du 09/05/2022.

La concertation s'est déroulée du 25 mai au 17 juillet 2022 inclus.

Les principaux éléments du bilan de la concertation sont les suivants.

I Dispositif de concertation mis en œuvre

Les modalités de la concertation définies par le Conseil de Métropole dans sa délibération du 22 mars 2022 étaient les suivantes :

« - Mise à disposition du public d'un dossier de concertation en mairie de Cournonterral et sur le site internet de la Métropole ;
 - Mise à disposition d'un registre papier en mairie de Cournonterral et d'un registre dématérialisé sur le site internet de la Métropole permettant au public de formuler ses observations et propositions ;
 - Parution dans le journal d'information de la métropole d'un article d'information.
 Si les restrictions liées à la crise sanitaire l'autorisent, une réunion publique sera conjointement organisée sur le territoire de la commune, par la Région, la Métropole et la Commune ».

Ces modalités ont été mises en œuvre de la manière suivante :

1.1 Mise à la disposition du public du dossier de concertation composé des pièces suivantes :

- Rapport de présentation ;
- Projet d'Aménagement et de Développement Durable ;
- Orientations d'Aménagement et de Programmation ;
- Règlement ;
- Plan de Zonage ;
- Annexe.

1.2 Le dossier de concertation a été mis à la disposition du public selon les modalités suivantes :

- Mise à disposition en mairie de Courdonterral aux heures d'ouverture au public des bureaux, à l'adresse suivante : 12, avenue Armand-Daney, 34660 Courdonterral, sous format papier relié, sur un pupitre dédié et en accès libre à tout public et mise à disposition du 25 mai 2022 au 17 juillet 2022 sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, en libre téléchargement, à l'adresse électronique suivante : <https://participer.montpellier.fr>.

- Mise à la disposition du public du registre permettant au public de formuler ses observations et propositions :

- En mairie de Courdonterral aux heures d'ouverture au public des bureaux, à l'adresse suivante : 12, avenue Armand Daney, 34660 Courdonterral ; sous format papier, sur un pupitre dédié, avec un stylo à disposition et en libre d'accès à tout public souhaitant formuler un avis ;
- Sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, sous forme d'un formulaire à remplir, sans restriction d'accès, à l'adresse électronique suivante : <https://participer.montpellier.fr>.

1.3 Parution en juin 2022 d'un article dans le journal d'information n°13 de Montpellier Méditerranée Métropole dénommé « *Montpellier Méditerranée En Commun* ». Cet article présentait le projet et les différentes concertations, les lieux où le public pouvait consulter les dossiers de concertation et renseigner les registres de concertation ainsi que la date, l'heure et le lieu de la réunion publique d'information. Ce journal a été distribué dans les boîtes à lettres à partir du 07 juin 2022.

1.4 Organisation d'une réunion publique le 29 juin 2022 : les conditions sanitaires le permettant, une réunion publique a pu être organisée afin d'échanger avec le public.

1.4.1 Avis d'information : date de diffusion, support, objet.

La date et l'heure de la réunion publique ont été mentionnées :

- Dans l'avis de publicité réglementaire publié le 5 mai 2022 dans le *Midi-Libre* ;
- Sur le site internet dédié à la concertation de Montpellier Méditerranées Métropole, ainsi que sur les sites dédiés de la Ville de Courdonterral et de la Région Occitanie ;
- S'agissant d'une réunion publique organisée conjointement par Montpellier Méditerranée Métropole, la ville de Courdonterral et la Région Occitanie, un avis d'information sur l'organisation de cette réunion a été publié dans le journal d'information de chaque collectivité : l'édition de juin 2022 distribuée en boîte aux lettres à partir du 07 juin 2022 pour la Métropole, l'édition de juin 2022 distribuée en boîte aux lettres les 20 et 21 juin pour la mairie de Courdonterral et l'édition de juin 2022 distribuée en boîte aux lettres début juin pour la Région Occitanie ;
- Par affichage en Mairie de Courdonterral ;
- Sur le compte Facebook officiel de la Mairie de Courdonterral ;
- Sur le site info-flash.com de la commune de Courdonterral.
- Sur un panneau d'information implanté sur le site du projet et visible depuis la RM 5, à partir du 22 juin 2022.

1.4.2 Organisation de la réunion

La réunion s'est tenue le 29 juin 2022 à 18h00, salle Victor-Hugo à Courdonterral, en présence notamment de Monsieur Kamel CHIBLI, Vice-Président de la Région Occitanie délégué à l'éducation, l'orientation, la jeunesse et aux sports, de Madame Patricia BELKADI adjointe au Maire, déléguée à l'urbanisme et à l'aménagement, de Monsieur Stéphane ESCOBAR, Directeur Délégué au pôle Proximités Espaces Publics de la Métropole, et de Monsieur Yannick JACOB, Directeur du pôle Mobilité de la Métropole.

Après une présentation générale du contexte et des objectifs des maîtres d'ouvrage, la réunion s'est structurée en deux temps. Une première partie dédiée à la présentation et aux échanges autour des enjeux

environnementaux du projet, et une seconde partie portant sur la modification PLU de Cournonterral pour le rendre compatible avec le projet. La deuxième partie de la réunion, objet de la concertation au titre du Code de l'urbanisme, s'est déroulée de 19h30 à 20h30 devant une cinquantaine de personnes.

Après la projection d'un support présentant le contexte et les enjeux liés à la mise en compatibilité du PLU par l'Agence d'architecture Robin et Carbonneau, un échange avec le public a eu lieu pendant 30 minutes environ.

Le compte-rendu exhaustif de cette réunion retrace avec précision la présentation de l'agence d'architecture, ainsi que le contenu des échanges entre le public et les intervenants. Les observations du public et les échanges qui en ont résulté ont porté exclusivement sur le thème de l'environnement et de la biodiversité.

II Enseignements tirés de la concertation

2.1 Observations recueillies

Le registre de concertation mis en place en mairie de Cournonterral n'a recueilli aucune observation. Le registre dématérialisé mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole n'a recueilli aucune observation. Par ailleurs, lors de la réunion publique, 7 personnes ont présenté des observations et échangé avec les maîtres d'ouvrage sur le projet.

2.2 Analyse des observations

Aucune observation défavorable au projet n'a été formulée à l'occasion de cette période de concertation. Les remarques et interrogations ont porté sur l'unique thème de l'environnement et de la biodiversité.

Le premier point abordé par le public concerne le traitement paysager du projet et en particulier la préservation des franges autour du lycée.

L'objectif des maîtres d'ouvrage est de maintenir les principaux éléments marquants du paysage sur le site et de les intégrer autant que possible au projet. Ainsi, la préservation de l'oliveraie et le maintien du chêne centenaire ont été fixés comme des éléments de programme à respecter par l'équipe de conception du lycée. La mise en compatibilité du PLU permettra également d'apporter une protection réglementaire à cet espace. De la même façon, la zone humide située en limite sud du projet sera totalement préservée ; elle sera par ailleurs confortée par la création d'une prairie humide qui permettra à la fois de gérer les eaux de ruissellement du lycée et de créer une zone favorable au développement de la biodiversité.

Le muret en pierres sèches qui borde l'oliveraie sera également maintenu pour préserver ce secteur où le lézard ocellé est présent.

Le deuxième point abordé par le public porte sur la mise en place d'aménagements et d'équipements spécifiques dans le lycée pour préserver la biodiversité. Il est suggéré, par exemple, la mise en place de ruches et de nichoirs. A ce stade du projet, ce type d'équipement n'est pas prévu, mais les maîtres d'ouvrage pourront engager une réflexion avec un prestataire spécialisé afin d'identifier les actions en faveur de certaines espèces qui pourraient être mises en œuvre au regard des caractéristiques du site et de la conception du lycée.

Le dernier point abordé concerne la localisation des terrains nécessaires à la compensation écologique.

La Région a engagé une démarche de recherche de terrains susceptibles d'être affectés à la mise en œuvre des mesures compensatoires générées par le projet. Comme l'impose la loi sur la reconquête de la biodiversité, ces terrains doivent être situés au plus près de la zone impactée.

Vingt-cinq hectares présentant des caractéristiques écologiques similaires à celles du site impacté ont été identifiés ; ils sont répartis sur la commune de Cournonterral et sur la commune de Pignan. Ces 25 ha sont présentés dans le dossier de dérogation pour destruction d'espèces protégées qui a été déposé auprès de la DREAL Occitanie en juin 2022.

2.3 Conclusion

Les modalités de la concertation avec le public ont été respectées par Montpellier Méditerranée Métropole. Le public s'est notamment fortement mobilisé lors de la réunion publique et a pu s'informer, et s'exprimer sur le projet. Les observations recueillies ont permis de nourrir la réflexion des collectivités, de conforter leur choix et percevoir une attente du public concernant l'arrivée du lycée, du gymnase et des aménagements des accès multimodaux connexes.

A l'issue de la phase de concertation, l'organe délibérant doit tirer le bilan de la concertation. De plus, la procédure de déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Cournonterral comporte l'organisation d'une enquête publique au cours de laquelle le dossier de déclaration d'utilité publique – comportant le bilan de la concertation – sera mis à la disposition du public.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le bilan de concertation ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 71 voix
Contre : 10 voix
Abstention : 1 voix
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20221004-203283-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe Délibération concertation préalable.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Commune de Cournonterral - Déclaration de projet portant sur l'intérêt général de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Cannabe - Approbation - Autorisation signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Située sur la commune de Cournonterral, la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Cannabe, sur 9,1 hectares, a pour objet l'aménagement d'un parc d'activités économiques (PAE) permettant de répondre aux nombreuses demandes d'installation de PME-TPE artisanales, de conforter l'agriculture de proximité en permettant l'implantation de sièges d'exploitations agricoles d'agriculteurs locaux, évitant ainsi le mitage du territoire agricole et de favoriser la protection de la ressource en eau par la renaturation d'une ancienne décharge en parc paysager et par l'accueil d'une aire de lavage des engins agricoles.

Alors que la quasi-totalité du foncier nécessaire aux aménagements est maîtrisée par l'aménageur de la ZAC (SERM), par Métropole ou par la commune, une seule parcelle privée reste nécessairement à acquérir (parcelle AV 245), justifiant la procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) initiée par la délibération du Conseil de Métropole du 14 décembre 2021.

L'aménagement de ce PAE revêt un caractère d'intérêt général au regard des motifs et considérations suivants :

- Le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) de 2006 prévoyait déjà l'urbanisation de ce secteur et le SCoT révisé en 2019 confirme la nécessité d'aménager ce secteur d'activités ;
- Les documents de planification (SCoT et Schéma d'Accueil des Entreprises – SAE) mettent en évidence un important déficit en matière de foncier économique à destination des entreprises. Pour les activités productives (artisanats, industrie) et de petite logistique, le besoin annuel est évalué entre 15,5 et 16,5 hectares, alors que le dernier inventaire foncier identifiait seulement 2.55 hectares de foncier cessible dans les parcs d'activité de la Métropole (donnée 2021). La ZAC Cannabe permettra de répondre en partie à ces demandes d'implantation d'entreprises ;
- La Métropole présente des taux de chômage et de pauvreté bien supérieurs à ceux de la moyenne nationale. La vocation productive de ce PAE favorisera l'emploi local avec la création d'emplois auprès de populations particulièrement touchées par le chômage. La création d'au moins 300 emplois est attendus sur le PAE de Cannabe ;
- Ce PAE permettra également le développement d'activités liées à l'agriculture (production agricole, transformation, vente directe éventuelle, ...) et accueillera des équipements publics bénéficiant à l'ensemble de la population et nécessaires au bon fonctionnement du territoire (aire de lavage de machines agricoles, caserne à destination du Service départemental d'Incendie et de Secours, centre technique municipal) ;
- Les secteurs présentant une richesse écologique sont préservés, l'aménagement limite fortement l'impact sur la biodiversité et les continuités paysagère et environnementale avec la zone agro-naturelle sont assurées ;
- Par sa localisation à proximité immédiate du centre-ville de Cournonterral et Cournonsec, ce PAE participe à la limitation des déplacements domicile/travail.

Ainsi, au regard de l'ensemble de ces considérations, l'aménagement de la ZAC Cannabe présente un caractère d'intérêt général.

Prescrite par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2022, l'enquête publique s'est déroulée du 19 avril au 6 mai 2022. Durant cette période, le dossier d'enquête était consultable en Mairie de Cournonterral (siège de l'enquête), à l'hôtel de Métropole (50 place Zeus) et sur le site internet de la Métropole. Le commissaire enquêteur désigné par le Tribunal Administratif a tenu trois permanences en Mairie de Cournonterral au cours desquelles il n'a eu aucune visite. Par ailleurs, aucune annotation n'a été formulée dans les registres et aucun courrier n'a été reçu.

Dans son rapport du 2 juin 2022, le commissaire enquêteur a rendu un avis favorable, à la fois sur la déclaration d'utilité publique de la ZAC de Cannabe et sur l'expropriation de la parcelle visée au dossier. Il conclut que *« l'information du public a été suffisante grâce à un dossier compréhensible, complet et fiable mis à disposition par moyen électronique et sur les lieux de permanence »*. Le commissaire enquêteur considère que l'*« absence de réaction du public éventuellement concerné par le projet ne peut pas être interprétée hâtivement comme une approbation du projet mais comme la constatation qu'il n'y a pas d'opposition à ce projet en raison d'un potentiel impact faible et d'une concertation préalable satisfaisante »*.

Sur le fond, le commissaire enquêteur considère que *« ce projet de ZAC est en adéquation avec les objectifs d'intérêt général inscrits dans le SCoT de la Métropole de Montpellier approuvé le 17 février 2006 et révisé le 18 novembre 2019 et dans le PLU de la commune de Cournonterral approuvé le 2 mai 2013 et révisé le 25 juin 2019 qui a classé cette zone en 4AU, secteur ouvert à l'accueil d'un parc d'activités économiques, point de vente de produits agricoles locaux et équipements collectifs. Il est d'intérêt général pour le développement économique et l'attractivité de la Métropole »*. Concernant les aspects liés à l'environnement, le commissaire enquêteur rappelle *« qu'après que le projet ait fait l'objet d'un examen au cas par cas préalable à une étude d'impact, le Préfet de Région a délivré le 2 janvier 2017, une dispense d'étude d'impact, le projet n'étant pas susceptible de provoquer des impacts notables sur l'environnement »*.

L'enquête publique étant achevée, il revient au Conseil de Métropole de se prononcer sur l'intérêt général de l'opération par une déclaration de projet. Au vu du résultat de l'enquête et de l'absence d'observation du public, il n'apparaît pas nécessaire d'apporter de modification au projet qui a été soumis à enquête publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prononcer la déclaration sur l'intérêt général du projet d'aménagement du parc d'activités économique Cannabe pour les motifs et considérations exposés ci-avant ;
- De dire qu'il n'y a pas lieu de modifier le projet au vu notamment des résultats de l'enquête publique et des conclusions du commissaire enquêteur ;
- De dire que le dossier d'enquête unique, accompagné de la présente délibération, sera consultable au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Direction de l'Aménagement Métropolitain (5^{ème} étage, pavillon Zeus, 50 place Zeus à Montpellier) ;
- De dire que cette délibération fera l'objet des mesures de publicité prévues ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour que soit pris l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique et de cessibilité ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Coralie MANTION, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204928-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 199385_Rapport signe.pdf

- 199387_VI. Plan perimetre DUP.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Juvignac - Dispense d'évaluation environnementale - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Juvignac a été approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 11 juillet 2012. Le document a fait l'objet de plusieurs procédures de mise à jour, d'une modification et de deux modifications simplifiées.

Il fait aujourd'hui l'objet d'une seconde procédure de modification soumise à enquête publique afin de permettre l'implantation d'un collège sur la commune, d'une capacité d'accueil de 720 élèves, en continuité des équipements publics du quartier des Constellations. Dans ce cadre et conformément aux dispositions des articles R.104-33 et -34 du Code de l'urbanisme, la personne responsable de la procédure (PPR), Montpellier Méditerranée Métropole a transmis, à la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe), un dossier dit de « *cas par cas* ».

La MRae, par décision n°2022DK0197 du 24 août 2022, a conclu à l'absence d'incidences notables sur l'environnement et a dispensé d'évaluation environnementale la modification n°2 du PLU de Juvignac, considérant que :

- Le site d'implantation est anthropisé, situé au sein de l'enveloppe urbaine, proche des transports en commun et que le projet prévoit de développer les déplacements doux et les mobilités actives ;
- Le secteur de projet du collège, en dehors du futur périmètre des abords (PDA) actuellement en cours d'élaboration, ne se situe pas en covisibilité avec le « Domaine de Caunelles » avec ses jardins et son parc ;
- Le choix des hauteurs maximales pour l'édification du collège permet d'assurer une transition douce entre le quartier d'habitat individuel en R+1 des Garrigues situé au sud du secteur UC1, et le quartier d'habitat collectif allant jusqu'à R+4 du quartier des Constellations situé au nord ;
- L'espace boisé classé (EBC) présent sur le secteur est maintenu et reste inconstructible ;
- Le projet est situé en dehors de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type I « Vallée de la Mosson de Grabels à Saint Jean de Védas » et ne devrait pas présenter d'incidences sur cette zone ;
- Le site n'est pas concerné par une zone de protection Natura 2000 ni par un plan national d'action (PNA).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De ne pas soumettre à évaluation environnementale le projet de modification n°2 du PLU de Juvignac conformément à la décision de la MRae ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203125-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Commune de Lattes - Ode à la Mer - Procédure de Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme - Bilan de la concertation - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Contexte et objectifs globaux de l'opération Ode à la Mer

Le projet Ode à la Mer est l'un des projets phare de Montpellier Méditerranée Métropole, emblématique de la volonté de reconstruire d'abord la ville sur la ville, de recycler le territoire et de contribuer activement à la transition écologique et énergétique à l'heure de l'urgence climatique qui nous impose de limiter l'étalement urbain et l'artificialisation des sols. Il vise un objectif de reconquête urbaine de la périphérie commerciale située le long de l'entrée sud de la métropole depuis les plages, constituée par l'avenue Georges-Frêche, dite « *avenue de la mer* » sur les communes de Lattes et Péroles.

Déjà inscrit au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de 2006 et précisé au SCoT de 2019 le projet Ode à la Mer s'étend sur 288 hectares et porte un vrai défi urbain, celui d'engager la mutation de la plus vaste périphérie commerciale de la Métropole, site mono-fonctionnel, conçu pour et autour de la voiture individuelle selon le modèle péri-urbain prévalant dans les années 1960 à 1980. Il s'agit de la faire évoluer vers un urbanisme plus mixte, plus compact et plus intense autour des stations de la ligne 3 de tramway, intégrant la réalisation d'environ 900 000 m² Surface de Plancher (SdP) diversifiés composés de logements, immobiliers d'entreprises, services publics et privés, ainsi que des formes commerciales renouvelées mieux adaptées aux nouveaux modes de consommation et à l'évolution des modes de distribution qui en résultent.

Le cadre opérationnel de l'opération Ode à la Mer s'inscrit dans une concession d'aménagement confiée en 2011 par la Communauté d'Agglomération de Montpellier (devenu aujourd'hui Métropole) à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM devenue SA3M). La mise en œuvre de cette opération d'envergure, par nature complexe, s'opère sur un temps très long selon un processus de mise en place d'outils et de procédures d'aménagement complémentaires, par secteurs opérationnels cohérents (sous forme de Zones d'Aménagement Concerté (ZAC), de Projet Urbains Partenariaux (PUP) ou secteurs à taxe d'aménagement majorée). Ainsi deux ZAC ont été créées en 2013 sur une partie du territoire de projet, la ZAC Ode Acte 1 couvrant notamment le secteur de l'Ecopole (12,5 Ha) destinée initialement à recevoir un projet comprenant des programmes tertiaires et à usage de commerces, et la ZAC Ode Acte 2 sur un secteur plus vaste intégrant une grande partie de la problématique de renouvellement urbain (111 Ha) de l'opération Ode à la Mer.

Le 28 juillet 2021, le Conseil de Métropole a délibéré pour engager une procédure de Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Lattes afin de rentrer dans une phase plus active de l'opération Ode à la Mer. Cette déclaration de projet vise à mener le renouvellement urbain des secteurs commerciaux Solis et Soriech ainsi que du secteur de l'avenue des Platanes, notamment pour permettre la réalisation du projet du Pôle Autonomie Santé (PAS), tourné vers le mieux vivre à tous les âges de la vie, au sein d'un programme de mixité urbaine (logements, bureaux, commerces).

Déclaration de projet et mise en compatibilité du PLU de Lattes - Objectifs poursuivis

Les études préalables ont mis en évidence que les règles d'urbanisme du PLU de la Commune de Lattes applicables aux secteurs mentionnés ne sont pas compatibles avec les intentions urbaines et le programme de construction du projet Ode à la Mer.

Une évolution du document d'urbanisme de Lattes, notamment la construction de programmes à vocation résidentielle dans les secteurs où elle n'est pas autorisée, est nécessaire pour permettre la réalisation de ce projet de renouvellement urbain. Ainsi, il est envisagé la mise en œuvre d'une procédure de Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du PLU de Lattes.

Les objectifs poursuivis par la mise en compatibilité du PLU résident en la modification du PLU de Lattes pour permettre la réalisation d'une partie du programme de construction de la ZAC Ode Acte 2, intégrée dans le projet Ode à la Mer, sur les secteurs du Solis, du Soriech et au Sud de l'avenue des Platanes.

Modalités de la concertation

Dès lors qu'elle est soumise à évaluation environnementale, la procédure de mise en compatibilité du PLU entre dans le champ d'application de la concertation obligatoire au titre des articles L.103-2 et suivants du Code de l'urbanisme. Cette concertation associe, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Lors du Conseil de Métropole du 28 juillet 2021, les modalités de concertation suivantes ont été définies et approuvées :

- Mise à disposition du dossier au fur et à mesure de son élaboration à la Mairie de Lattes et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole aux heures d'ouverture habituelles accompagné d'un registre en Mairie de Lattes et au siège de la Métropole, permettant au public de formuler ses observations ;
- Mise en ligne du dossier au fur et à mesure de son élaboration sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr/mise-a-disposition-du-public) et de la Mairie de Lattes (www.ville-lattes.fr) ;
- Pour que le public puisse adresser ses observations et propositions écrites durant toute la durée de la concertation :
 - o Mise en place d'une adresse postale : projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU pour l'opération ode à la Mer - Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus - CS 39556 – 34961 Montpellier cedex 2 ;
 - o Création d'une adresse électronique : lattedpode@montpellier3m.fr ;

Il a également été précisé lors de ce Conseil que la publicité de la concertation se ferait selon les moyens suivants :

- o Parution de l'information sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr/mise-a-disposition-du-public) et de la Mairie de Lattes (www.villelattes.fr) ;
- o Publication d'au moins un article dans le bulletin municipal et dans le journal de Montpellier Méditerranée Métropole.

La délibération du 28 juillet 2021 ayant prescrit ces modalités de concertation a été affichée au siège de la Métropole (50, place Zeus à Montpellier) du 07 août 2021 jusqu'au 08 octobre 2021, puis du 03 juin 2022 jusqu'à la clôture de la concertation.

Bilan de la concertation relative à la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de Lattes

Modalités de la concertation mise en place au titre des dispositions du Code de l'Urbanisme

La concertation relative à la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de Lattes s'est déroulée de la façon suivante :

- Un dossier de concertation a été mis à disposition au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Mairie de Lattes aux heures d'ouverture habituelles accompagné, dans chacune des collectivités, d'un registre destiné à recueillir les observations du public à partir du 20 juin 2022 et jusqu'au 11 septembre 2022 au soir. Ce dossier de concertation était accompagné d'un registre destiné à recueillir les observations du public ;
- L'ensemble de ces éléments ont également été mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr/mise-a-disposition-du-public) et sur le site Internet de la Mairie de Lattes (www.ville-lattes.fr) à partir du 20 juin 2022 et jusqu'au 11 septembre 2022.
- Une réunion publique, non prévue dans les modalités définies lors du Conseil de Métropole du 28 juillet 2021, s'est déroulée le 20 juillet 2022 à l'Espace Lattara à Lattes. Celle-ci a été annoncée selon les modalités suivantes :
 - o L'affichage d'un avis sur le site internet de la Métropole ;
 - o L'affichage d'un avis au Guichet Unique de la Métropole ;
 - o La parution de posts sur Facebook et Twitter de la Métropole les 8 juillet et 13 juillet 2022 ;
 - o La parution de posts sur le Facebook de la Mairie de Lattes les 7, 8 et 17 juillet 2022 ;
 - o Une parution dans le journal *Midi Libre* le lundi 11 juillet 2022.

Le 21 juillet 2022 le diaporama présenté lors de la réunion publique du 20 juillet 2022 a été ajouté sur le site Internet de la Métropole et de la Mairie de Lattes. Il a également été ajouté en version papier au siège de la Métropole et à la Mairie de Lattes.

Le 29 juillet 2022, les éléments suivants ont été ajoutés au dossier de concertation :

- Le compte-rendu de la réunion publique du 20 juillet 2022 ;
- Le projet de zonage du PLU modifié ;
- La synthèse du règlement projeté ;
- Le projet d'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) ;
- La synthèse des évaluations environnementales plan et projet.

Le public a pu, en plus des registres à sa disposition à la Métropole et à la Mairie de Lattes adresser ses observations et propositions écrites durant toute la durée de la concertation :

- Par voie postale au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Par courrier électronique à l'adresse suivante : lattesdpode@montpellier3m.fr.

Des articles présentant le projet et annonçant ces modalités de concertation ont été publiés dans l'édition de juillet-août 2022 du journal d'information de Montpellier Méditerranée Métropole (page 9) et dans le magazine *Lattitudes*, le magazine d'informations de la Ville de Lattes, dans son édition de juillet 2022 (page 5).

Trois annonces légales (en plus de celle annonçant la réunion publique du 20 juillet 2022 susmentionnée) présentant le projet et annonçant les modalités de concertation ont été publiées :

- Dans l'édition du *Midi Libre* du dimanche 5 juin 2022 pour annoncer l'ouverture de la concertation préalable ;
- Dans l'édition du *Midi Libre* du 11 juillet 2022 pour annoncer les compléments apportés au dossier de concertation ;
- Dans l'édition du *Midi Libre* du 1er septembre 2022 pour annoncer la clôture de la concertation le 11 septembre 2022 au soir.

La clôture de la concertation a également été annoncée par :

- L'affichage d'un avis sur le site internet de la Métropole accessible sur : <https://www.montpellier3m.fr/mise-a-disposition-du-public>, à partir du 30 août 2022 et jusqu'à la fin de la concertation le 11 septembre 2022 ;
- L'affichage de l'avis sur la Plateforme dématérialisée à l'entrée de l'Hôtel de Métropole à partir du 30 août 2022 et jusqu'à la fin de la concertation le 11 septembre 2022 ;
- L'affichage de l'avis au Guichet Unique de la Métropole à partir du 30 août 2022 et jusqu'à la fin de la concertation le 11 septembre 2022 ;
- Un post sur le facebook de la Ville de Lattes le 30 août 2022 ;
- Une parution sur le site Internet de la Ville de Lattes à partir du 30 août 2022 et jusqu'à la fin de la concertation le 11 septembre 2022 ;
- Un affichage à l'accueil de la Mairie de Lattes à partir du 30 août 2022 et jusqu'à la fin de la concertation le 11 septembre 2022.

Bilan quantitatif de la concertation

A l'issue de la concertation, 14 contributions ont été enregistrées :

- aucun courrier n'a été reçu par voie postale ;
- 14 courriers électroniques ont été reçus sur l'adresse électronique dont une pétition s'opposant au projet, comptabilisant, au 12/9/2022, 2435 signataires et 78 commentaires ;
- aucune observation n'a été inscrite sur le registre mis à disposition à la Mairie de Lattes ;
- aucune observation n'a été inscrite sur le registre mis à disposition à l'Hôtel de Métropole.

Environ 120 personnes étaient présentes lors de la réunion publique du 20 juillet 2022.

Les interventions des participants rejoignent les thématiques détaillées ci-dessous.

Bilan thématique des observations reçues et réponses qui peuvent être apportées

Un courrier électronique a été reçu sur l'adresse mail dédiée et a également été annexé au registre de concertation de la Mairie de Lattes. Il décrit les servitudes d'utilité publique liée à la présence de lignes

aériennes et souterraines de transport d'énergie électrique dans le périmètre de la déclaration de projet. Ces servitudes seront prises en compte dans les pièces du dossier de déclaration de projet.

Les autres observations et remarques formulées portent sur les thématiques détaillées ci-dessous.

1) La densité et la hauteur des constructions projetées

Beaucoup de contributions reçues font part de leur appréhension sur le nombre de logements prévus sur le secteur et sur les hauteurs envisagées (entre R+3 et R+10 avec une émergence à R+17). Des contributions ont également souligné le regret que le Pôle Autonomie Santé, bâtiment plus bas se situe le long de l'avenue Georges-Frêche et non à proximité des quartiers pavillonnaires.

Globalement, certaines interventions souhaiteraient que les bâtiments les plus hauts se situent le long de l'avenue, y compris sur le secteur du Solis, loin des quartiers pavillonnaires, plutôt que sur l'îlot des platanes.

Des inquiétudes sont apparues sur la certitude que ce bâtiment « *signal soit le seul* » et une appréhension est soulignée concernant la proximité de l'aéroport avec cet immeuble.

Pour rappel, il est important de souligner que l'opération Ode à la Mer est l'une des opérations majeures de la polarité métropolitaine qui se structure autour de la gare Montpellier - Sud de France et de l'aéroport international Montpellier Méditerranée. Aussi, le projet vise à tirer profit de cette situation par la localisation d'un cadre bâti dense et compact.

Il envisage également de proposer des fonctions urbaines diversifiées, comprenant notamment des programmes de niveau métropolitain, facteurs d'animation urbaine et d'intégrer une armature d'espaces publics favorisant les modes actifs et les rabattements tous modes vers les transports publics structurants (ligne 3 de tramway), tout en limitant la place de l'automobile.

Les typologies de constructions programmées sur le site sont des bâtiments collectifs en R+6 maximum sur la zone AUm2 et en R+10 maximum sur les secteurs de la zone AUm1 en accroche des stations de tramway existantes ou à créer.

Une seule émergence est identifiée au droit de la station Boirargues en R+17, le long de l'avenue George-Frêche et donc éloigné des quartiers pavillonnaires de Boirargues.

Quant au Pôle Autonomie Santé, bâtiment effectivement plus bas que les futurs immeubles, il nécessite, du fait de sa vocation, une très bonne accessibilité en transports en commun ainsi qu'un accès PMR confortable, d'où son positionnement envisagé.

Ces typologies de constructions, combinées à l'objectif d'atteindre un pourcentage d'espaces perméables significatif proposeront un quartier urbain dense mais avec un cadre de vie qualitatif car la répartition des bâtiments sur le secteur de projet sera harmonieuse.

L'implantation des bâtiments est réfléchi de façon à ce que les logements collectifs soient implantés sous forme d'îlots fermés ou semi-fermés. Sur un même îlot, les constructions devront être implantées les unes par rapport aux autres selon une distance suffisante pour favoriser l'éclairement des façades. Les îlots devront être traités de manière à participer au confort de vie des résidents.

Des cœurs résidentiels pourront être aménagés entre les îlots, formés par un espace collectif sur lequel les bâtis sont ouverts. Ces cœurs résidentiels seront l'occasion d'aménager des îlots de fraîcheur complémentaires aux îlots perméables et plantés.

Concernant les inquiétudes relatives à la proximité de l'aéroport avec l'immeuble en R+17 projeté, il est nécessaire de préciser que la servitude T5 (servitude aéronautique dite « de dégagement pour la protection de la circulation aérienne »), impose une hauteur maximale pour les constructions égale à 55 m NGF au droit du secteur de projet. Le règlement envisagé sur cette zone (hauteur maximale de ce bâtiment fixé à 49 m NGF) prend en compte cette servitude.

2) Désimperméabilisation/arbres plantés/abattus

Des inquiétudes se sont manifestées concernant la désimperméabilisation des parcelles et la sanctuarisation des « zones vertes » du projet.

Des questionnements ont également été posés sur le nombre d'arbres plantés et abattus et sur la raison de la suppression du recul de 40 m existant au PLU actuel de la commune de Lattes sur l'axe Georges Frêche.

Rappelons que l'un des objectifs principaux de cette vaste opération qu'est Ode à la Mer est de réinvestir l'espace existant qui présente aujourd'hui une très forte imperméabilisation, un risque naturel hydraulique, une mono-fonctionnalité et des formes commerciales obsolètes, désuètes et/ou en perte de vitesse.

Cette reconquête urbaine permettra de créer une nouvelle polarité métropolitaine résiliente, apportera une réponse aux enjeux de renaturation indispensables à la réparation d'une artificialisation excessive des sols, pour redonner ses droits à la nature : retrouver et sécuriser les écoulements hydrauliques naturels et les continuités écologiques.

Ainsi, le projet Ode à la Mer prévoit, sur 288 ha aménagés, plus de 50 ha d'espaces naturels préservés ou renaturés. Il faut notamment citer le projet de reconquête, après acquisition et démolition de bâtiments commerciaux existants, d'un corridor écologique et d'écoulement hydraulique (12 Ha) sur la partie sud du secteur du Fenouillet, ainsi que l'acquisition effective dans le cadre de la concession Ode à la Mer et la sanctuarisation d'une réserve naturelle de biodiversité, le Marais de l'Estanel à Lattes (12.5 Ha).

Plus spécifiquement sur le secteur de la déclaration de projet un taux d'espace perméable d'au moins 35% sera recherché à l'échelle du périmètre de l'OAP. Les espaces libres permettront de conserver des espaces collectifs généreux et une part importante d'espaces végétalisés dans les îlots.

Concernant les arbres, aujourd'hui le secteur objet de la présente déclaration de projet, est peu arboré ; la majorité des sujets se situe le long de l'avenue Georges Frêche, sous fond public, et seront conservés. Le recul graphique de 40 mètres existant au PLU de Lattes sera supprimé pour permettre le développement d'une façade urbaine qualitative sur l'avenue Georges Frêche.

Des aménagements paysagers qualitatifs seront réalisés en accompagnement des voiries selon les profils établis permettant la transformation des fossés des routes de Boirargues et Figuières « en noues paysagères ».

Le corridor paysager jouxtant le sud du périmètre sera également conforté.

3) La répartition des logements sociaux

Des inquiétudes ont été exprimées par rapport à la répartition future des logements sociaux sur le secteur de projet. Les habitants souhaiteraient que cette répartition soit harmonieuse et répartie sur l'ensemble des futurs bâtiments du secteur de projet plutôt que sur certains immeubles seulement.

Dans un premier temps, le projet envisagé propose une mixité fonctionnelle appuyée sur la station de tram Boirargues.

Au nord de cette avenue, axe structurant du projet, sur l'îlot situé entre l'avenue Georges-Frêche et l'avenue des Platanes, il s'agira de créer une première tranche du pôle d'activités, de services, de recherches et d'emplois dédié à l'autonomie des personnes au travers du Pôle Autonomie Santé. En accompagnement et complémentarité, sur ce même secteur, la réalisation de résidences de logements familiaux et d'hébergements, de commerces de proximité et services permettra de créer un pôle de vie multifonctionnel, multigénérationnel et vivant. Sur cet îlot, il est programmé la réalisation d'environ 40 000 m² de surface de plancher, soit environ 650 logements.

Dans un second temps, les secteurs Solis et Soriech seront réinvestis avec une programmation mixte sur le secteur du Solis et majoritairement résidentielle sur le secteur du Soriech sud. Des linéaires commerciaux seront aménagés en rez-de-chaussée, le long de l'Avenue Georges Frêche et des autres

voies structurantes (RD189 notamment). Le quartier résidentiel et d'activités du Solis constituera à la fois un lieu de vie et d'échanges.

Sur ces secteurs, environ 163 000 m² de surface de plancher sont programmés en faveur d'un quartier à forte mixité fonctionnelle (logements et commerces) permettant la construction d'environ 2 700 logements. Cette programmation permettra d'assurer une mixité sociale à l'échelle des 3 secteurs, conformément aux objectifs du Programme Local de l'Habitat de la Métropole car :

- Au moins 33% des logements en nombre et au moins 25% de la surface de plancher seront des logements locatifs sociaux ;
- Une part minimale de 20 % de logements en accession abordable sera également développée.

Les logements sociaux et en accession abordable seront répartis sur les ilots et les secteurs de projet présentés ci-dessus.

4) Les répercussions sur le trafic routier

Des inquiétudes ont été énoncées sur l'impact automobile sur ce secteur considéré par ses habitants comme déjà encombré. Le fait de rajouter des logements et des équipements génère des appréhensions en terme de circulation et de stationnement. Les habitants souhaiteraient, en plus de l'arrêt de tramway supplémentaire programmé au Mas Rouge, une augmentation des capacités des routes et des accès directs de l'îlot des Platanes à l'avenue Georges-Frêche afin de limiter l'engorgement.

Le secteur de projet est traversé par la RM189 qui connaît effectivement, à certaines heures, des points de congestion de circulation sur un axe Est-Ouest plus large.

Il est rappelé que la Métropole souhaite développer les mobilités durables dans le cadre du projet Ode à la Mer. De manière générale, il s'agira de proposer une alternative au « tout voiture » actuel par un système efficace et incitatif d'intermodalité entre tramway et vélo.

Le tramway représentera l'artère centrale du projet, autour de laquelle le projet urbain viendra s'articuler. L'urbanisation en extension de certains sites s'accompagnera aussi de la création de nouvelles stations de tramway (Mas Rouge et Hauts de Lattes).

Afin de faciliter et d'initier les déplacements à pieds ou à vélo, un réseau de voies adaptées aux mobilités douces sera progressivement mis en place. Sur les axes de mobilités structurants « est/ouest » (ex : Avenue de Figuières) et « nord/sud » (ex : chemin de Soriech) des pistes cyclables et des trottoirs seront aménagés afin de favoriser les mobilités douces. Ceux-ci desserviront notamment les stations de tramway, les espaces de loisirs aux abords de la Lironde, le centre historique de Lattes, le quartier de la Gare TGV, ... et favoriseront l'émergence de la ville des courtes distances.

5) Protection de la zone humide de l'Estanel

Une association a transmis ses observations concernant l'enjeu écologique fort du Marais de l'Estanel et a demandé à ce que le corridor écologique figurant sur le projet d'Orientation d'Aménagement et de Programmation soit conforté par une zone non constructible au PLU modifié. Elle souhaiterait également qu'une zone non constructible soit intégrée à l'emplacement de l'ancien camping à l'Est du marais de l'Estanel.

Concernant le corridor écologique, l'orientation d'aménagement et de programmation proposée prévoit la création d'une trame paysagère entre l'espace boisé du parc du Mas de Soriech et le marais de l'Estanel. Il s'agira de reconstituer une trame végétale au travers notamment de la plantation d'arbres de haute tige et de noues paysagères en accompagnement des espaces publics viaires et de leurs abords.

Sur la demande de classement en zone non constructible des parcelles situées sous le corridor paysager, il convient de préciser que ce secteur est hors périmètre d'intervention de la déclaration de projet. Aucune modification de zonage ne peut donc être réalisée dans le cadre de cette DP.

Sur la demande de classement en zone non constructible de l'est du Marais, ce secteur est également hors périmètre d'intervention de la déclaration de projet. Aucune modification de zonage ne peut

donc être réalisée dans le cadre de cette DP. La zone AU0 présentée par l'association figure dans le PLU de Lattes actuellement en vigueur.

6) Equipements publics (station d'épuration, réseau pluvial, espaces verts...)

Les contributions reçues font état d'un manque de lisibilité du projet par rapport aux équipements publics générés par le projet. Des inquiétudes sur la construction des écoles et des équipements publics en général se sont faites exprimer, soulignant que si les équipements ne sont pas prévus, la ville du quart d'heure ne pourra pas être réalisée et les déplacements automobiles seront inévitables.

Des contributions posent également des questions relatives aux futurs espaces verts du projet et souhaitent obtenir la garantie que ceux-ci ne seront pas des cours d'immeubles fermées et inaccessibles au public.

Une personne s'inquiète du risque inondation, par remontée de nappe notamment.

Enfin, une question est posée sur la capacité de la station Maera à gérer tous les effluents du projet.

L'opération Ode à la Mer a été inscrite au SCoT de 2006 et au SCoT de 2019. Elle porte une vraie ambition urbaine : celle d'engager la mutation de ce secteur monofonctionnel vers un urbanisme mixte, compact et intense. L'opération d'aménagement permettra à terme l'accueil d'environ 6 000 à 8 000 habitants. Cela transformera un espace commercial et professionnel vers un espace de vie mixant emploi et habitat.

Le règlement, le zonage et l'OAP envisagés dans le cadre de la DP traduisent cette ambition car ils permettent la construction de logements, de commerces, d'activités, d'équipement publics de superstructure, etc...

La mise au point de la programmation des équipements publics est en cours dans le cadre de la concession d'aménagement dont la SA3M est le concessionnaire. Ce programme répondra aux besoins futurs des usagers de la ZAC. Sont d'ores et déjà à l'étude le renforcement des réseaux permettant de desservir les nouvelles constructions (adduction en eau potable et en eau brute, défense extérieure contre l'incendie, traitement des eaux usées, gestion des eaux pluviales, adduction en énergie électrique, mobilités,...) Plus globalement, l'aménagement d'espaces publics paysagers et végétalisés en accompagnement de l'opération sont aussi à l'étude, tout comme la construction de classes de maternelles et de primaires ainsi que d'autres équipements publics de superstructure.

Concernant les éventuelles remontées de nappe, les études préalables n'ont, pour l'instant, pas identifié ce sujet sur le périmètre de la présente Déclaration de Projet. Sur le risque inondation, la DP prend en considération les études relatives au schéma directeur hydraulique du Nègue Cats, respecte le Plan de Prévention des Risques Inondations de Lattes et intègre le risque inondation par ruissellement via une modélisation en 2 dimensions.

Au sujet de la capacité de la station d'épuration Maera à gérer les effluents du projet, il faut savoir que la collecte et le traitement des eaux sont des enjeux de service public. Maera est la station qui dessert la majorité des communes de la Métropole, de par sa capacité, son dimensionnement et son système d'assainissement des plus modernes. C'est un équipement adapté et sophistiqué pour traiter les eaux usées et les rejeter dans les milieux naturels à un niveau d'épuration supérieur à 95%.

Cependant, aujourd'hui la station est à saturation. Elle présente des dysfonctionnements, des problèmes ponctuels de nuisances et il a, en effet, été observé des dépassements de charge hydraulique et organique en temps de pluie. Ainsi, certains événements pluvieux entraînent des déversements d'eaux usées brutes ou partiellement traitées au Lez.

Des travaux pour améliorer la gestion des effluents en temps de pluie en augmentant la capacité de traitement et d'évacuation de la station afin de protéger le milieu naturel sont prévus et démarreront au deuxième semestre 2023. L'objectif de la modernisation de Maera est de tendre vers le « zéro nuisance », pour l'environnement immédiat du site, pour protéger le cadre de vie des riverains.

Les travaux de requalification et de restructuration de la filière de traitement seront l'occasion d'adapter la capacité nominale de la station mais aussi de répondre aux besoins du territoire. Il est estimé à l'horizon 2040-2050, que la population raccordée à la station Maera atteindra 624 091 habitants. Les documents d'urbanisme supérieurs (SRADDT, SCoT, PLUi en cours d'élaboration laissent présager une croissance continue du territoire de l'ordre de 1% soit un nombre total

d'habitants compris entre 570 000 et 590 000 en 2040. Ces chiffres prennent bien évidemment en compte le nombre d'habitants supplémentaires sur le périmètre de l'opération Ode à la Mer. A cet horizon, la station sera suffisamment dimensionnée pour prendre en compte l'augmentation de la population et des activités sur les périmètres raccordés à la station.

Bilan de la concertation

A l'issue de la concertation au titre des dispositions de l'article L. 103-2 du Code de l'urbanisme, le bilan doit être arrêté par délibération du Conseil de Métropole.

Ce bilan sera joint au dossier d'enquête publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le bilan de la concertation relative à la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de Lattes ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 16 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Joëlle URBANI.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-205988-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Secteur du Grand Mail - Ville de Montpellier - Dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et parcellaire - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Situé au nord-ouest de Montpellier, bordé au nord par la Commune de Grabels, et à l'ouest par la Commune de Juvignac, le quartier de la Mosson a été construit dans les années 60. Il accueille à ce jour environ 30 000 habitants répartis dans 9000 logements principalement en copropriétés. Il a bénéficié entre 2007 et 2013 du premier Programme National de Renouvellement Urbain tourné vers la requalification de l'habitat et des équipements. La partie sud du quartier de la Mosson semble être le secteur à avoir tiré le moins parti des évolutions du quartier. Les interventions n'ont pas suffi à inverser structurellement les dynamiques de paupérisation du quartier. Pour poursuivre les efforts entrepris lors de la première opération de renouvellement urbain, le quartier a été inscrit en 2014 sur la liste des 236 projets d'intérêt national du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain.

Par délibération n°M2021-104 en date du 29 mars 2021, le Conseil de Métropole a approuvé les termes de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, signée par l'ensemble des partenaires locaux et nationaux le 23 juillet 2021.

Par délibération n°M2019-698 en date du 18 décembre 2019, la Métropole a confié la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre d'une concession d'aménagement notifiée le 21 janvier 2020.

Le projet de requalification du secteur du Grand Mail, s'inscrit dans le cadre global du projet de renouvellement urbain, dont les enjeux prioritaires sont :

- L'éducation ;
- La mixité sociale ;
- La diversification socio-économique et l'attractivité du quartier ;
- La qualité du cadre de vie et de l'environnement ;
- La relation aux habitants et la mobilisation des forces vives du quartier, pour que chacun devienne acteur de la transformation urbaine.

Le Grand Mail coupe physiquement le quartier d'est en ouest. Dans un environnement complexe de grands ensembles résidentiels peu sécurisant, les accès piétons sont peu visibles. En effet, long de 630 mètres et situé en surplomb des voiries voisines, il complexifie les différents usages entre les logements et les polarités urbaines (commerces, services, parc, ...). Ainsi, les commerces situés sur la dalle du Grand Mail fonctionnent difficilement par rapport à ceux situés au niveau de la rue, plus visibles et accessibles. De même, les parkings situés sous la dalle sont en mauvais état et très peu fréquentés, voire pour certains condamnés depuis de nombreuses années.

Les objectifs fondateurs du projet se structurent autour des grands principes suivants :

- Requalifier les avenues de Louisville et de Barcelone et offrir des lieux d'usage dans les poches d'espaces publics le long des avenues et de la rue de Leyde ;
- Créer une place centrale, la Place Paillade, permettant de mailler le quartier d'est en ouest, de relier les équipements publics et faciliter les parcours piétons au niveau du sol ;
- Requalifier l'espace public en podium nord en offrant des usages plus ouverts en liaison avec le marché, les écoles, les commerces et les jardins partagés ;
- Requalifier les espaces sur dalle en îlots de fraîcheur et pérenniser la gestion des podiums ;
- Offrir des usages résidentiels sur la dalle au sud ;
- Redescendre les usages publics au niveau de la rue et du terrain naturel ;
- Adresser les entrées piétonnes des résidences au niveau des rues ;
- Restructurer les parkings du Grand Mail pour les rendre attractifs et sécurisés.

Ainsi, l'objectif sur le secteur Grand Mail est d'améliorer la qualité de vie des habitants au quotidien en requalifiant les espaces publics, en adressant l'habitat existant au niveau des rues, en maillant les espaces résidentiels par de nouvelles voies publiques, en facilitant les cheminements piétons, et en requalifiant le patrimoine bâti.

Le projet de renouvellement urbain du secteur du Grand Mail porte sur une superficie d'environ 9 hectares et concerne notamment les parcelles cadastrées LR 3, LR 262, LR 296, LR 293, LR 294, LR 295, LR 8, LR 12, LR 15, LR 133, LR 134, LR 48, LR 33, LR 34, LR 79, LR 81, LR 271, LR 7, LR 68, LR 72 incluant tout ou partie des copropriétés Hortus, Espérou, Pic Saint Loup, Font del Rey, Barcelone 2000, Plein Ciel dont 351 logements doivent être démolis ainsi que les parcelles cadastrées LR 4, LR 13, LR 67, LR 70, LR 73, LR 78, LR 80, LR 84, LR 92, LR 98, LR 100, LR 121, LR 122, LR 125, LR 128, LR 130, LR 268, LR 273, LR 275, LR 277, LR 278, LR 279, LR 319, LR 321, LR 325 propriétés de la Ville de Montpellier et LR 263, LR 264, LR 269, LR 292, LR 336, propriétés de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par convention du 25 février 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie (EPF) l'acquisition des copropriétés Espérou et Pic Saint-Loup qui doivent faire l'objet d'une opération spécifique du NPNRU portant « recyclage des copropriétés dégradées » compte tenu de leur très mauvais état aboutissant à une démolition des deux copropriétés.

Compte tenu de la structure foncière complexe des propriétés sur lesquelles repose le projet urbain, l'acquisition amiable de l'ensemble des propriétés correspondant au périmètre retenu n'apparaît pas envisageable. Il est aujourd'hui proposé d'engager la procédure de déclaration d'utilité publique (DUP) et de cessibilité aux fins de maîtrise foncière complète du périmètre.

La SA3M, concessionnaire de la Métropole, ayant notamment pour mission d'assurer par tous moyens, la maîtrise foncière des propriétés nécessaires à la réalisation du projet de renouvellement urbain, il est proposé qu'elle soit bénéficiaire de la DUP et mène l'ensemble des procédures en vue de la réalisation des acquisitions par voie d'expropriation si nécessaire, hors du périmètre sur lequel la Métropole a contractualisé avec l'EPF. En effet, la Métropole souhaiterait que l'EPF poursuive sa mission sur ces deux copropriétés et soit bénéficiaire de la DUP et mène l'ensemble des procédures en vue de la réalisation des acquisitions par voie d'expropriation si nécessaire. Cependant, ce périmètre fera l'objet d'un dossier d'enquête parcellaire complémentaire qui sera approuvé ultérieurement.

Cette opération étant susceptible d'affecter l'environnement, l'enquête publique préalable à la DUP et l'enquête parcellaire conjointe, s'inscrivent notamment dans le cadre des dispositions des articles L.1 et L.110-1 du Code de l'expropriation et L.123-1 et suivants du Code de l'environnement.

Conformément aux dispositions du Code de l'expropriation et du Code de l'environnement, le dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique comporte la notice explicative, le plan de situation, le plan périmétrique de DUP, le plan général des travaux, les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants, l'appréciation sommaire des dépenses, le cadre juridique et administratif de la procédure, le résumé non technique de l'étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale et le bilan de concertation. Le dossier d'enquête parcellaire est composé d'un plan parcellaire réguliers des terrains et bâtiments concernés ainsi qu'un état parcellaire indiquant la liste des propriétaires concernés, conformément à l'article R131-3 du Code de l'expropriation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique dont les bénéficiaires sont la SA3M et l'EPF ;
- D'approuver le dossier d'enquête parcellaire portant sur le périmètre d'intervention de la SA3M, en vue de l'acquisition, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, des biens nécessaires à l'opération de renouvellement urbain du secteur du Grand Mail situé dans le quartier de la Mosson à Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à demander à Monsieur le Préfet de l'Hérault :
 - . De prescrire l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire ;
 - . De déclarer l'utilité publique de l'opération et la cessibilité des parcelles et des droits réels immobiliers au profit de la SA3M et de l'EPF, tels qu'ils figurent sur le plan parcellaire et l'état parcellaire ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à saisir le juge de l'expropriation auprès du Tribunal judiciaire en vue de la fixation des indemnités dues ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à déposer toute demande d'autorisation administrative et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 21 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Joëlle URBANI.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avis ESG Grand Mail 30 aout 2022 (2).pdf
- notice Grand Mail version au 15 sept 2022.pdf
- DELIBERATION N°MD2022-388.pdf
- DOSSIER TAMPONNE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUŁ.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté Parc 2000 2eme extension - Garantie d'emprunt à la SA3M - Autorisation de signature

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Située sur la Commune de Montpellier dans le prolongement des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) Parc 2000 et parc 2000 extension, la ZAC Parc 2000 2^{ème} extension a été créée par délibération du Conseil du 21 avril 2011. A la suite de la délibération du 29 septembre 2011, la SA3M est désormais titulaire d'une concession d'aménagement.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CARC) de la ZAC Parc 2000 2^{ème} Extension sur l'année 2020, qui a fait l'objet d'une délibération du Conseil de Métropole en date du 2 décembre 2021, prévoit un bilan de concession équilibré à 7 552 000 € HT en dépenses et en recettes. Le montant total de la participation prévisionnel du concédant s'élève désormais à 588 866 €, dont 188 866 € ont été versés en 2014, 400 000 € restent à verser jusqu'en 2023.

Par ailleurs, ce CRAC prévoit un emprunt total de 4 000 000 € dont 2 500 000 € ont déjà été emprunté par la SA3M. Tel que prévu par le CRAC afin de garantir l'équilibre financier de l'opération, la SA3M. souhaite contracter un emprunt supplémentaire de 2 000 000 €.

A la suite d'une consultation lancée par la SA3M., cet emprunt est envisagé auprès de la Caisse d'Epargne selon les modalités suivantes :

- Capital : 2 000 000 € ;
- Durée totale : 36 mois maximum ;
- Taux fixe : 0.68% ;
- Pas de différé d'amortissement ;
- Amortissement linéaire ;
- Echéances trimestrielles ;
- Pas de frais de dossier ;
- Garantie à hauteur de 80% de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Remboursement anticipé : indemnité actuarielle.

Les taux proposés sont conditionnés par une garantie d'emprunts de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 80% soit 1 600 000 €. Dans l'hypothèse où la SA3M., pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De garantir 80 % de l'emprunt de 2 000 000 euros sollicité par la S.A.3.M. auprès de la Caisse d'Epargne, soit un montant garanti de 1 600 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 30 voix

M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Joëlle URBANI.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203551-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Proposition de financement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Commune de Prades-le-Lez - Renonciation à acquérir - Droit de délaissement - Emplacement réservé n°28b du Plan Local d'Urbanisme grevant la parcelle cadastrée AO 48 propriété de la Ville de Prades-Le-Lez - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La Ville de Prades-le-Lez a acquis récemment la parcelle cadastrée AO 48 située 201 rue de la Ducque pour construire un relais d'assistantes maternelles. Cette parcelle fait l'objet en partie d'un emplacement réservé (ER) n°28b au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Prades-le-Lez afin de permettre l'élargissement du parking des Mélias contigu, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par courrier du 15 juillet 2022 et conformément aux dispositions des articles L 152-2 et L 230-1 du Code de l'urbanisme, la Ville de Prades-le-Lez a mis en demeure la Métropole d'acquérir l'emprise concernée par cet emplacement réservé sur sa parcelle cadastrée AO 48.

Les travaux du parking ayant été réalisés et ne nécessitant pas d'emprise complémentaire, il est proposé de renoncer à l'acquisition de l'emprise concernée sur la parcelle cadastrée AO 48, objet de la mise en demeure de la Ville de Prades-le-Lez.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De renoncer à l'acquisition de l'emprise de la parcelle cadastrée AO 48, située 201 rue de la Ducque sur la Commune de Prades-le-Lez, appartenant à la Ville de Prades-le-Lez, concernée par l'emplacement réservé n°28b inscrit au PLU de la Commune,
- De prendre acte que la renonciation d'acquérir emporte inopposabilité définitive de l'emplacement réservé n°28 b du PLU de Prades-le-Lez relatif à « l'élargissement du parking des Mélias », sur la parcelle cadastrée AO 48,
- D'autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20221004-205370-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- visuel.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Mathilde BORNE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Commune de Saint Georges d'Orques - Instauration du droit de préemption urbain (DPU) et du droit de préemption urbain renforcé sur la zone du Mijoulan - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération du 30 juin 2016, le Conseil de Métropole a créé une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) sur le site de Naussargues – Bel Air d'une surface de 486 hectares, située sur les Communes de Juvignac et Saint Georges d'Orques, dans l'attente de la définition d'un projet d'Eco Techno Pôle à dominante économique, souhaité sur l'entrée Ouest de la Métropole. La ZAD, créée pour une durée de 6 années, est arrivée à expiration le 13 juillet 2022.

Après analyses et études portant sur la faune et la flore, il a été constaté que ce secteur était doté d'une qualité environnementale à préserver et qu'aucun développement urbain n'était souhaitable sur le plateau Naussargues Bel Air. Au contraire, un travail sur la préservation du site en développant des actions environnementales et/ou agricoles visant à préserver cette richesse naturelle existante au service du territoire est lancé.

Cependant, le périmètre de la ZAD portait également sur la zone urbaine existante que sont la zone d'activités du Mijoulan et la résidence « *l'Orée de Montpellier* ». Ces deux sites présentent également des enjeux pour la Métropole et la Commune de Saint Georges d'Orques.

La zone d'activités du Mijoulan comporte 210 établissements domiciliés, générant 300 à 450 emplois, avec un tissu dominé par les activités artisanales et largement composé de TPME de moins de 10 salariés. Une réflexion est en cours sur la requalification de ce parc d'activités (notamment voirie et réseaux, traitement de la façade sur la RN 119) pour permettre l'émergence de nouvelles potentialités liées à la densification des unités foncières et déterminer les interfaces à l'Est et à l'Ouest de la zone, entre le parc d'activités et les espaces naturels.

La résidence « *l'Orée de Montpellier* », ensemble immobilier construit entre 2006 et 2008 comme résidence de tourisme et étudiants, se compose de 17 bâtiments sur une emprise de plus de 8 hectares, soit 376 logements. La situation de cette copropriété s'est dégradée, la mettant en difficulté financière et technique. Des études sont en cours et des actions mises en places pour résorber la situation. Sur le fondement de l'article L.302-9-1 du Code de la construction et de l'habitation, un arrêté préfectoral de carence a été pris le 18 décembre 2020 pour la Commune de Saint Georges d'Orques. L'Etat et l'Etablissement Public Foncier (EPF) Occitanie interviennent, en matière de droit de préemption urbain, directement sur la Commune au titre d'une « *convention opérationnelle – Arrêté de carence* » approuvée par le Conseil de Métropole le 28 juillet 2021 et signée par les parties le 21 janvier 2022. La résidence « *l'Orée de Montpellier* », zone de logements, est comprise dans ce champ d'intervention.

Sur ces deux zones, un nouvel outil d'action foncière doit être mis en place afin de pouvoir procéder aux acquisitions foncières nécessaires à la réalisation des projets.

Les communes dotées d'un plan d'occupation des sols rendu public ou d'un plan local d'urbanisme approuvé peuvent, par délibération, instituer un droit de préemption urbain sur tout ou partie des zones urbaines et des zones d'urbanisation future délimitées par ce plan, lorsqu'il n'a pas été créé de zone d'aménagement différé ou de périmètre provisoire de zone d'aménagement différé sur ces territoires. Or conformément à l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole, établissement public à fiscalité propre, est compétent pour instaurer le droit de préemption urbain au titre de sa compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.

Le droit de préemption urbain est exercé en vue de la réalisation, dans l'intérêt général, des actions ou opérations répondant aux objets définis à l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme. Ces actions ou opérations

ont pour objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels. Il peut être également exercé pour constituer des réserves foncières, en vue de permettre la réalisation des opérations et actions d'aménagement énumérées ci-dessus.

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint Georges d'Orques classe en zone urbaine UE la zone d'activités du Mijoulan et la résidence « *L'Orée de Montpellier* ». Le droit de préemption urbain, prévu par l'article L.211-1 et suivants du Code de l'urbanisme, peut donc être instauré sur ces deux secteurs. Il est donc proposé de procéder à son instauration à la suite de la ZAD de Naussargues - Bel Air dont le droit de préemption associé est désormais caduque. Ce droit sera renforcé, comme le permet l'article L.211-4 pour être étendu notamment aux aliénations des locaux en copropriété, aux cessions de parts sociales, aux immeubles bâtis datant de moins de 4 ans.

La résidence « *L'Orée de Montpellier* » est régie par le statut de la copropriété depuis plus de 10 ans, toute action sur cet ensemble nécessitera l'acquisition de lots de copropriété. S'agissant de la zone d'activités du Mijoulan une application du droit de préemption urbain renforcé est tout autant nécessaire, cette zone voyant des structures à usage d'activités se scinder en copropriété, se transformer tout ou partie en logement en petite copropriété et les entreprises étant susceptibles de procéder à des cessions d'actions ou de parts sociales.

Il est donc proposé également d'instaurer un droit de préemption urbain renforcé sur le périmètre qui couvre la zone d'activités du Mijoulan (zone UEa du PLU) et de la résidence « *L'Orée de Montpellier* » (zone UEb du PLU). La Métropole sera titulaire du droit de préemption sur ces secteurs. S'agissant de la résidence de « *L'Orée de Montpellier* », l'Etat sera de fait titulaire du droit de préemption au titre des articles L.302-9-1 du Code de la construction et L.210-1 du Code de l'urbanisme et de l'arrêté de carence préfectoral pris en 2020, pour la durée de la période de carence. Une fois cette période révolue, le titulaire du droit de préemption urbain sera à nouveau la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'instauration du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé sur le périmètre portant sur la zone d'activités du Mijoulan et la résidence « *L'Orée de Montpellier* » ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-195734-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan instuaration DPU & DPUR _ MIJOULAN _ ST GEORGES.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Mathilde BORNE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Projet de Parc d'Activités Économiques (PAE) Jules Rimet - Commune de Sussargues - Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU - Concertation au titre du code de l'urbanisme - Bilan de la concertation - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le projet de parc d'activités économiques (PAE) Jules-Rimet est situé au Nord-Est du territoire de la Métropole, et plus précisément à l'entrée Sud de la commune de Sussargues. Ce futur PAE d'environ 4 hectares est envisagé sur deux îlots distincts situés de part et d'autre de l'actuel complexe sportif Jules-Rimet (stades de football). A terme, ce projet proposera une offre immobilière de qualité, accessible et flexible (locaux de tailles modulables, petites surfaces ...) pour des activités productives et artisanales.

La faisabilité de ce projet nécessite l'adaptation du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Sussargues. C'est la raison pour laquelle, une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU a été engagée. Conformément aux dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme, les procédures de mise en compatibilité de PLU soumises à évaluation environnementale comme dans le cas présent, font l'objet d'une concertation associant, les habitants, les associations locales et les acteurs concernés par ce projet.

Par délibération du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2021, les objectifs poursuivis et les modalités de cette concertation avec le public ont été définis. Pour rappel, les objectifs poursuivis durant cette phase étaient :

- De porter à la connaissance du public le périmètre de l'opération tel qu'il résulte de la prise en compte des sensibilités environnementales du secteur ;
- D'informer le public des enjeux de ce projet à l'échelle de la commune ;
- De présenter au public le projet et les adaptations du PLU nécessaires à sa faisabilité ;
- De recueillir les observations du public et l'inviter à faire part de ses propositions

Les modalités de concertation mises en place ont consisté :

- En l'insertion d'un avis par voie dématérialisée sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr) et de la commune de Sussargues (www.ville-sussargues.fr), informant notamment le public de la durée de cette concertation ;
- En l'insertion de trois avis dans les éditions du journal Midi libre du 02 mars 2022 (avis de concertation) du 15 avril 2022 (avis de prolongation de concertation) et du 07 juillet 2022 (avis de clôture de concertation) ;
- En une réunion publique (dont le compte-rendu est annexé à la présente délibération) qui s'est déroulée le vendredi 29 avril 2022 à 18h30 à la salle polyvalente du foyer rural de Sussargues ;
- En la mise à disposition de 2 exemplaires du dossier de concertation aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, le premier à l'Hôtel de Métropole et le second à la Mairie de Sussargues. Ce dossier était composé du dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU au format papier et d'un registre de concertation permettant de recueillir les observations et propositions du public ;
- En la mise à disposition d'une version dématérialisée du dossier de concertation sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr/concertation) et celui de la commune de Sussargues (www.ville-sussargues.fr) ;
- En la mise à disposition d'une adresse mail destinée à recevoir les observations et contributions du public par voie électronique (sussargues.concertation.PAERimet@montpellier3m.fr) ;
- En la possibilité laisser au public d'adresser ses observations par voie postale à l'adresse suivante : Montpellier Méditerranée Métropole - 50, place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier Cedex 2.

La durée initiale de cette phase de concertation était de 36 jours, et devait se dérouler du lundi 28 mars 2022

au lundi 02 mai 2022, mais elle a dû être prolongée jusqu'au 08 août 2022 en raison de la nécessité de réaliser une étude de risque feu de forêt sur le site du projet suite à la parution de la nouvelle carte départementale d'aléa feu de forêt. Cette étude a donc été réalisée en cours de concertation et a été jointe au dossier de concertation et mise à disposition du public le 1^{er} juillet 2022.

Outre une remarque, non hostile au projet, mais déplorant la disparition de foncier initialement destiné à des activités sportives qui aurait pu accueillir une halle des sports, aucun participant à la réunion publique du 29 avril 2022 n'a manifesté d'opposition à la réalisation de ce projet très attendu à l'échelle communale. Néanmoins, les demandes des participants ont notamment porté sur les points suivants :

- L'impact du projet de PAE sur la circulation et la sécurisation des accès sur la RM54 :

Plusieurs participants font état de la dangerosité de la circulation sur la RM54, en raison de la vitesse excessive pratiquée, de l'incivilité mais aussi de dysfonctionnements dans la configuration de l'accès existant au stade (carrefour à feu). Il est demandé le réaménagement de l'accès existant, ainsi que la mise en place de dispositifs de régularisation de la vitesse.

Par ailleurs, un participant fait état de l'encombrement de la RM54 aux heures de pointe, sur le carrefour de la route de Sommières (RM610) et fait part de sa crainte que le PAE accentue ce phénomène. Il demande à ce qu'un aménagement soit réalisé à l'intersection de la RM54 et de la RM610.

Réponse :

Une étude de mobilité a été réalisée dans le cadre du projet de PAE, qui a évalué les flux générés par ce dernier. Les résultats de modélisation ont montré que le surcroît de trafic est faible du fait de la petite taille du projet et de la répartition en deux accès Nord et Sud, et ne sera pas de nature à saturer la RM 54.

L'étude a permis par ailleurs de qualifier le danger et de proposer les aménagements les plus adaptés aux accès du PAE sur la RM54. Ces aménagements veilleront à la sécurisation des carrefours (plateaux surélevés, amélioration du carrefour à feux du stade). Ils permettront de réduire la vitesse et participeront à sécuriser le linéaire. Les dispositifs adéquats choisis seront précisés dans l'AVP suite aux compléments d'études.

Madame le Maire précise qu'un ralentissement et un panneau de priorité à droite seront aménagés au niveau du hameau des Garrigues Basses pour sécuriser l'accès sur la RM54.

Montpellier Méditerranée Métropole étudiera la question de l'aménagement du carrefour RM54/RM610, mais il dépasse la question du Projet de PAE et concernera davantage l'opération d'aménagement à caractère d'habitat (les Capitelles) située plus au nord.

- Le stationnement :

L'utilisation mutualisée du parking du stade de football avec le futur village d'entreprises artisanales et de services (VEAS) au sud pose question. Le président du club de football craint que les utilisateurs du stade ne puissent plus disposer de places le soir ou le mercredi après-midi.

Réponse :

Montpellier Méditerranée Métropole a fait réaliser une étude de stationnement qui montre la non saturation du parking en cas d'utilisation mutualisée. La mutualisation du stationnement vise à optimiser l'occupation du sol en vue de préserver l'espace.

- Types d'entreprises accueillies, densité et modalités de sélection :

Les entrepreneurs présents souhaitent connaître le type d'entreprises autorisées.

Réponse :

Tous les types d'entreprises artisanales sont admis. Mais, en raison de l'offre mise à disposition, ce seront des entreprises de taille modeste qui seront intéressées, des TPE, et de l'artisanat local intervenant plutôt sur un marché de proximité.

Les commerces de vente de détail ne sont pas autorisés. Les restaurants n'y auront pas leur place, en vue de favoriser leur présence dans les centres villageois. Cependant, un traiteur peut s'y implanter car il s'agit bien d'une activité de production (sans vente sur place).

- **Y a-t-il un minimum de densité à respecter pour les lots à bâtir ?**

Réponse :

La densité est établie à l'échelle du PAE. Il y aura une certaine densité, avec un panel d'offres variées pour répondre aux différents besoins.

- **Est-ce qu'une priorité sera accordée aux Sussarguois ? Quel est le processus mis en place pour retenir une entreprise ?**

Réponse :

Un des objectifs du projet est de répondre à une demande locale et de réduire les déplacements domicile/travail. Mais d'autres critères seront étudiés : location, petite taille de locaux, capacité de faire, création d'emploi et/ou de valeur utile au territoire ou pour l'environnement, la viabilité de l'établissement, etc.

- **Coût et date de commercialisation des terrains :**

Réponse :

Le coût des terrains à bâtir aménagés sera proposé autour de 95 €/m². Le dépôt des dossiers de demande d'installation pourra se faire fin 2023 auprès de Montpellier Méditerranée Métropole. Une première commercialisation est envisagée en 2023 et 2024 (en fonction des typologies d'offres).

Durant cette concertation prolongée (du 28 mars au 08 août 2022) seules 3 observations ont été émises via l'adresse mail mise à disposition. Deux d'entre elles par des entrepreneurs qui cherchent à implanter leur activité. La troisième émane d'une personne qui s'interroge sur l'impact de ce futur PAE sur les flux de circulation au niveau de l'intersection entre la RM 54 et la RM 610 et à terme sur l'aménagement de ce carrefour.

Le tableau ci-dessous dresse l'ensemble des contributions par dispositifs de concertation :

Registre de concertation mis à disposition à l'hôtel de Montpellier Méditerranée Métropole	Aucune contribution
Registre de concertation mis à disposition à la Mairie de Sussargues	Aucune contribution
Adresse mail dédiée sussargues.concertation.PAErimet@montpellier3m.fr	3 mails reçus
Adresse postale de Montpellier Méditerranée Métropole	Aucun courrier reçu

Quel que soit le dispositif de concertation mis à disposition du public (registres de concertation, adresse mail, adresse postale, réunion publique) il n'a été enregistré aucune réaction hostile à ce projet de PAE. Par conséquent, cette phase de concertation préalable n'engendre pas d'évolution du projet de mise en compatibilité du PLU de Sussargues, et conforte la nécessité de cette opération d'aménagement à vocation économique dans ce secteur du territoire de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le bilan de la concertation relative à la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Sussargues ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204599-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PAE Jules RIMET - MEC- Bilan de concertation - Annexe - VD.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Mathilde BORNE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Villeneuve-lès-Maguelone - Dispense d'évaluation environnementale - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone a été approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 29 mars 2013. Le document a fait l'objet de plusieurs procédures de mise à jour, d'une mise en compatibilité et d'une modification simplifiée. Il fait aujourd'hui l'objet d'une première procédure de modification soumise à enquête publique afin d'adapter la servitude de mixité sociale et l'article 13 du règlement écrit relatif à la compensation des arbres coupés.

Dans ce cadre et conformément aux dispositions des articles R.104-33 et -34 du Code de l'urbanisme, la personne responsable de la procédure (PPR), Montpellier Méditerranée Métropole a transmis, à la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe), un dossier dit de « *cas par cas* ».

Considérant le caractère mineur de la modification et considérant que ce projet de modification vise également à préserver l'ambiance végétale, la MRAe, par décision n°2022DK0189 du 22 août 2022, a conclu à l'absence d'incidences notables sur l'environnement et a dispensé d'évaluation environnementale la modification n°1 du PLU de Villeneuve-lès-Maguelone.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De ne pas soumettre à évaluation environnementale le projet de modification n°1 du PLU de Villeneuve-lès-Maguelone conformément à la décision de la MRAe ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203129-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Convention de financement de la gare nouvelle de Nîmes Pont du Gard - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Après la mise en service du Contournement de Nîmes et Montpellier (CNM) en décembre 2017 pour le trafic fret puis en juillet 2018 pour les voyageurs avec l'ouverture de la gare Montpellier Sud de France, la Gare Nîmes Pont du Gard (NPDG) a été inaugurée en décembre 2019, achevant la réalisation du CNM. Cette gare nouvelle présente la particularité d'être positionnée au croisement du CNM et de la ligne historique Tarascon – Sète. Elle offre donc une desserte par les Trains à Grande Vitesse (TGV) empruntant le CNM (gare haute) et une desserte par les Trains Express Régionaux (TER) et Intercités (IC) circulant sur l'axe Nîmes-Tarascon (gare basse).

Cependant, la correspondance entre les trains TER liant les deux gares et les TGV desservant Nîmes Pont du Gard n'est pas satisfaisante. En effet, il a été observé un temps d'attente supérieur à 30 minutes pour plus de 60 % des interconnexions TER-TGV. De ce fait, les partenaires historiques du projet (Etat, Région, Département du Gard, Nîmes Métropole, Montpellier Méditerranée Métropole) souhaitent engager des études visant à identifier les pistes d'amélioration de la qualité des correspondances à Nîmes Pont-du-Gard.

Un avenant doit ainsi être apporté à la convention de financement et de réalisation de la gare nouvelle de Nîmes-Pont-du-Gard car ces études n'étaient pas incluses dans le programme initial et, d'autre part, depuis la Loi d'Orientations des Mobilités, SNCF Réseau ne peut plus contribuer au financement d'investissements de développement du réseau ferré national (en application des dispositions du Code des transports et notamment son article L.2111-10-1).

En conséquence, le programme initial et la répartition des financements doivent être modifiés.

Le présent avenant a pour objet de permettre l'engagement de 4 études complémentaires :

- Etude de l'amélioration de la signalisation comprenant deux volets (gare basse et gare haute) avec l'estimation des coûts et l'identification des gains envisageables sur la qualité de la desserte en correspondance entre Nîmes Pont du Gard et Nîmes-centre ;
- Etude d'exploitation visant à identifier les aménagements d'infrastructures susceptibles d'améliorer la qualité des correspondances entre les TGV et les TER Nîmes-centre < Nîmes Pont du Gard, dont notamment la réalisation d'une troisième voie à quai à la gare de Nîmes Pont du Gard, ainsi qu'une estimation de leurs coûts ;
- Etude de trafic visant à déterminer la zone de chalandise de la gare NPDG afin d'identifier les besoins et enjeux de correspondances TER/TGV à NPDG ;
- Enquête en gare afin d'affiner les données d'entrées de l'étude de trafic.

Toute décision prise sur la correspondance, à Nîmes Pont du Gard, entre le réseau TER et le réseau TGV a notamment une incidence sur le service de la ligne entre Nîmes et Béziers, et en particulier la régularité du cadencement en gare Saint-Roch. Ainsi, il est opportun que Montpellier Méditerranée Métropole continue à s'investir dans les études préparant des futurs choix pour l'exploitation du doublet de ligne.

Le projet « gare » a été achevé et a laissé apparaître une économie de l'ordre de 14,65 millions d'euros aux conditions économiques de juillet 2011. Avec l'accord de l'ensemble des partenaires, le reliquat subsistant va permettre de financer les études précitées.

Le délai prévisionnel de réalisation de ces études complémentaires est estimé à 12 mois et le besoin de financement est évalué à 1 M€ HT courants dont 15 800 € courants de la part de la Métropole, soit 1,58% de l'enveloppe totale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 de la convention de financement et de réalisation de la gare nouvelle de Nîmes Manduel (rebaptisé Nîmes Pont du Gard) ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204655-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOSSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Réseau Express Métropolitain (REM) de Montpellier - Étude d'exploitation - Convention financière - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

En 2018, dans la perspective de mise en service du Contournement ferroviaire de Nîmes-Montpellier, de ses gares nouvelles et de la réalisation de la phase 1 Montpellier-Béziers de la LNMP (Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan), l'État, la Région Occitanie, le Département du Gard, Montpellier Méditerranée Métropole, Nîmes Métropole et SNCF Réseau se sont associés pour que soient menées des études visant à « *l'amélioration du fonctionnement du doublet de lignes entre les nœuds de Nîmes et Montpellier* ».

Grâce à la mise en service de la ligne nouvelle et des deux nouvelles gares, le Service Annuel 2020 a connu un accroissement substantiel de service pour les gares principales (Baillargues, Montpellier, Frontignan et Sète) avec 4 trains par heure en heure de pointe.

Spécifiquement sur l'Aire Urbaine de Montpelliéraine, compte tenu de l'absence d'étoile ferroviaire en service, les partenaires se sont engagés à étudier, en complément de l'optimisation de l'axe ferroviaire existant, les services routiers de transports collectifs structurants à mettre en place pour desservir les quadrants dépourvus d'emprises ferroviaires. Cette démarche a abouti à la conception du schéma directeur de déplacement multimodal de l'étoile montpelliéraine. Cette étoile est composée de 9 branches dont 2 ferroviaires et 7 routières.

Concernant les branches ferroviaires, en direction de Sète, ce schéma directeur a identifié le besoin d'accroître l'offre à court/moyen terme pour rechercher notamment une amélioration de la fréquence de la desserte en heure de pointe du soir sur Villeneuve-lès-Maguelone. A l'horizon de la LNMP, il s'agirait d'évaluer dans quelle mesure cette halte peut être le pendant Ouest du Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) très attractif de Baillargues à l'Est de Montpellier.

En direction de Nîmes, quand la phase 1 de la LNMP sera mise en service, le schéma directeur identifie l'opportunité de créer une nouvelle halte (Sablassou) pour assurer une fonction de diffusion des pendulaires dans la partie Est du Cœur de métropole (diffusion en direction du Salaison, d'Euréka, du Millénaire et Antigone par la Bustram 1, diffusion le long de l'ancienne route de Nîmes par la ligne 2 de tramway). Les partenaires notent la nécessité de mettre à jour les anciennes études de faisabilité technique de ce nouvel arrêt et d'évaluer les impacts sur l'exploitation ferroviaire de la ligne; la présente convention s'attachera uniquement à la question de l'exploitation.

Parallèlement à cette étude, la loi d'Orientation des Mobilités du 24 décembre 2019 a créé un dispositif pour enclencher une démarche de Service Express Métropolitain afin d'accroître la part modale du train dans les déplacements du quotidien.

Sur le périmètre d'influence de la Métropole, cette démarche se décline sur l'axe Lunel-Montpellier-Sète, et, plus largement, entre Narbonne et Nîmes. Cette étude sera conduite par SNCF-Réseaux et financée à parts égales entre l'Etat, la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole, le besoin de financement étant évalué à 300 000 € courants HT. La participation de la Métropole l'élève à 33%, soit 100 000 €.

Ainsi, l'objectif de cette étude d'exploitation est d'identifier les différents leviers permettant :

- D'améliorer la robustesse et la régularité de la ligne, de renforcer les heures creuses, d'améliorer le cadencement avant la mise en service de la LNMP ;
- De renforcer l'offre sur Villeneuve-lès-Maguelone à court terme (2025) et à l'horizon LNMP ;
- D'insérer une nouvelle halte à Sablassou à l'horizon LNMP.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de financement de l'étude d'exploitation du Réseau Express Métropolitain (REM) de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204616-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention REM Montpellier.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Délégation de Service Public (DSP) de Transport Urbain - Convention pour le versement d'une indemnité d'imprévision exceptionnelle au Subdélégataire - Retrait de la délibération n°M2022-230 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération n°M2018-210 en date du 31 mai 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le choix de la société anonyme d'économie mixte TaM pour la gestion de la Délégation de Service Public (DSP) portant sur les services de transport public urbain pour la période 2018-2024. Ce contrat de DSP, qui a été signé le 27 juin 2018, est opérationnel depuis le 1^{er} juillet 2018 pour une période de 6 ans.

Par délibération n°M2018-667 en date du 21 décembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°1 au contrat de DSP, visant à acter la création de la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole (T3M) et approuver le contrat de subdélégation entre la société TaM et la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole, pour la période 2019-2024.

Par délibération n°M2019-754 en date du 18 décembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°2 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en œuvre du nouveau réseau de bus urbains et suburbains au 1^{er} septembre 2019 et à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du Délégataire et d'investissements du délégant.

Par délibération n°M2020-468 en date du 17 décembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°3 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la crise sanitaire de la Covid-19 d'une part, et de la mise en place de la 1^{ère} phase de la gratuité d'autre part.

Par délibération n°M2021-322 en date du 28 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°4 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en place de la 2^e phase de la gratuité et d'une optimisation de l'offre du réseau, et à mettre à jour les programmes d'investissements du délégant.

Par délibération n°M2021-630 en date du 14 décembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°5 au contrat de DSP, visant principalement à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du délégataire et à prendre en compte les impacts techniques et financiers de plusieurs dispositions relatives au contrat de DSP et à l'exploitation du réseau de transports collectifs.

Par délibération n°M2022-230 en date du 31 mai 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°6 au contrat de DSP, visant principalement au versement d'une indemnité d'imprévision exceptionnelle s'élevant à 450 K€ pour le subdélégataire T3M, au titre de l'année 2021. Lors de l'exercice du contrôle de légalité exercé par la Préfecture de l'Hérault, cette dernière a estimé, dans un recours gracieux reçu le 30 juin 2022, que le versement à une indemnité d'imprévision exceptionnelle telle que prévue à l'article L6 3° du code de la commande « *n'a pas pour finalité de modifier un contrat mais de venir en compensation de la part de déficit liée aux circonstances imprévisibles* ». A ce titre, cette indemnité ne peut donc faire l'objet d'un avenant mais d'une convention. La Préfecture demande donc le retrait de l'avenant n°6 et de la délibération visant à sa signature ainsi que la formalisation du versement d'une indemnité d'imprévision par une convention liée au contrat.

La Métropole prend acte du recours gracieux de la Préfecture de l'Hérault et prend cette présente délibération en réponse, afin de formaliser l'indemnisation du subdélégataire T3M par l'intermédiaire d'une convention liée au contrat sous la forme d'un protocole transactionnel d'indemnisation et non plus de celle d'un avenant.

Il est rappelé que le subdélégataire a subi une baisse de 32% de son chiffre d'affaires en 2021, par rapport à l'année 2019 de référence, soit près de 900 K€ ; par ailleurs, son déficit d'exploitation est estimé à près de 600 K€. La situation nette de la société se trouve ainsi fortement déficitaire et dégradée, en s'affichant à environ -685 K€. Il est ainsi proposé le versement d'une indemnité d'imprévision exceptionnelle s'élevant à 450 K€ pour le subdélégataire T3M, au titre de l'année 2021, étant précisé que ce dernier conserve une part

de risque dans la gestion de son exploitation, à hauteur d'environ 23% de son déficit prévisionnel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De retirer la délibération n°M2022-230 visant à la signature d'un avenant n°6 à la convention de DSP de transport urbain ;
- D'approuver les termes de la convention valant protocole transactionnel 1 visant à formaliser le versement d'une indemnité d'imprévision exceptionnelle s'élevant à 450 K€, au bénéfice du subdélégataire T3M et au titre de l'année 2021 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

Mme Mathilde BORNE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-206918-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DSP transport_version protocole transactionnel.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Mandat SA3M pour la réalisation de la première tranche du cimetière métropolitain - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Par délibération en date du 26 mars 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de confier à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) un mandat de travaux d'une durée de quatre ans pour faire réaliser, au nom et pour le compte de la Métropole, les études et travaux en vue de la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain, pour un coût global arrêté à 21 317 298 € HT, hors rémunération de la SA3M.

Le programme de la phase 1 du cimetière métropolitain prévoit notamment les éléments suivants : la création d'une première tranche de concessions (environ 4 500 places soit 40% du projet global) dans un espace paysager de qualité et respectueux de l'environnement du site, l'aménagement de l'ossuaire et de deux jardins du souvenir, l'amélioration de l'accès au site par le réaménagement de l'entrée principale avec la construction d'une nouvelle conciergerie, l'amélioration de l'offre de stationnement avec la création d'une aire de stationnement de 44 places.

Dans le cadre de la préparation de ce chantier, les autorisations suivantes ont été sollicitées et obtenues : dépôt d'une demande anticipée pour un diagnostic archéologique préventif en 2019, réalisé au cours du premier trimestre 2020, récépissé de dépôt d'un dossier de déclaration au titre de la loi sur l'eau le 23 décembre 2019, dépôt d'une déclaration préalable en vue des travaux prévus en septembre 2019, obtenue le 27 janvier 2020, dépôt d'un permis de démolir la conciergerie le 28 octobre 2019, obtenu le 12 décembre 2020, dépôt des permis de construire pour l'ossuaire et la nouvelle conciergerie le 28 octobre 2019, obtenus le 19 mars 2020, dépôt d'un permis de construire précaire pour la loge temporaire le 19 février 2020, obtenu le 2 juin 2020.

Les travaux ont débuté en janvier 2020 par le réaménagement de l'entrée et la création du parking livré au premier semestre 2020.

Après diagnostic archéologique et procès-verbal de libération d'emprises en février 2020 et attribution des marchés de travaux en avril 2020, les travaux relatifs à la réalisation des concessions, de l'ossuaire, à la construction de la nouvelle conciergerie, du bassin de rétention, des aménagements paysagers et des 4 500 places d'inhumation.

Une adaptation du périmètre des travaux a eu lieu au printemps 2021 afin de modifier la distribution de certains carrés, d'ajouter des concessions et de finaliser les caveaux par la pose de stèles personnalisables.

L'économie générale et la conduite de l'opération ont permis de faire face aux aléas inhérents à ce chantier malgré le contexte sanitaire impactant le planning des travaux et entraînant un décalage de la livraison partielle pour une mise en service effective en mai 2021.

La livraison de la tranche 1c est prévue en octobre 2022.

L'optimisation des dépenses du mandataire a permis de supprimer l'avance de 1 800 000 € TTC prévue en 2022 et de ne retenir que celle de janvier 2021 à hauteur de 3 500 000 € TTC et de prévoir une provision permettant d'intégrer l'arbitrage de la Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI) (réduction de 500 000 € TTC) réalisé en 2021.

Le bilan financier de l'opération proposé au terme de l'année 2021, soit 26 701 000 € TTC est inchangé par rapport au dernier bilan approuvé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le compte rendu annuel de l'opération présenté par SA3M ;
- D'approuver le montant prévisionnel inchangé de l'opération de 26 701 000 € TTC ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203360-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Communes de Castelnau-le-Lez et de Montpellier - Concession Eurêka - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°19 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

Le périmètre de la concession d'aménagement Eurêka couvre une superficie d'environ 95 ha, en prolongement du Parc Millénaire, à l'Est de Montpellier et à cheval entre les communes de Castelnau-le-Lez et Montpellier. La concession Eurêka inclut les opérations de la ZAC Parc Eurêka, de la ZAC Extension Eurêka et du lotissement Jean-Mermoz. La concession d'aménagement a été signée avec Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) le 26 février 1999.

Le dossier de création de la ZAC Parc Eurêka a été approuvé par le District de l'agglomération de Montpellier, devenu Montpellier Méditerranée Métropole, le 19 juin 2000 et le dossier de réalisation le 27 avril 2021. Son programme prévisionnel prévoit 170 000 m² de surface de plancher (SDP), de locaux d'activités tertiaires et ateliers de production.

Le permis de lotir du lotissement Jean-Mermoz a été délivré le 15 décembre 2005 par Monsieur le Maire de Castelnau-le-Lez. Ce lotissement d'activités tertiaires compte environ 128 000 m² de terrains à viabiliser.

Les objectifs de la ZAC Extension Eurêka ont été fixés par délibération du 24 mai 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Cette ZAC a été créée le 29 octobre 2013 et le programme des équipements publics ainsi que le dossier de réalisation ont été approuvés par délibération du 27 janvier 2017. Cette ZAC prévoit la réalisation d'un quartier mixant logements, locaux tertiaires et de production et équipements publics, avec un total d'environ 260 000 m² de SDP.

La concession d'aménagement inclut en outre la construction par la SERM de l'hôtel d'activités tertiaires Montpellier International Business Incubator (MIBI). Cet immeuble a été cédé au concédant le 12 décembre 2012. La concession intègre aussi la mission d'exploitation de deux hôtels d'entreprises présents sur le quartier.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM concessionnaire de l'opération Eurêka, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 96 351 000 € HT, dont 3 027 000 € HT en 2021, consistant essentiellement à la fin des travaux de viabilisation de la phase 4 de la ZAC Extension Eurêka. Les recettes perçues à la même date s'élèvent à 75 977 000 € HT, dont 8 646 000 € HT en 2021, correspondant à la commercialisation de deux lots de logements sur la ZAC Extension Eurêka, totalisant 15 609 m² de surface plancher. La ZAC Extension Eurêka est commercialisée à 46 %, tandis que la ZAC Parc Eurêka l'est à 85 % et le lotissement Mermoz à 80 %.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 138 002 000 € HT, en baisse de 441 000 € HT.

L'abandon de la démarche Métropole Connectée nécessite la signature d'un avenant n°19 à la concession afin d'actualiser les missions du concessionnaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2021 de concession Eurêka, établi par SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°19 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Coralie MANTION, M. Jacques MARTINIER, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204302-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 01163_CRAC_2021_VD.pdf

- 01163C BILAN SYNTHESE.pdf

- Tableau cessions

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Concession d'aménagement Le Frigoulet - Commune de Cournonsec - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La concession d'aménagement Le Frigoulet est située sur la commune de Cournonsec. Cette opération est destinée à la fois à réinvestir un site à vocation économique actuellement occupé et à développer un second Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) pour répondre à une très forte demande dans un secteur où l'offre foncière et immobilière est limitée.

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération le Groupement Didier LANDEMAINE / Emmanuel NEBOUT pour la conception de ce parc d'activités économiques (PAE) et NICOLAS et MAURIN pour la conception du VEAS.

L'aménagement de ce parc a été confié à la Société d'Equipement de la Région de Montpellier (SERM) par une concession d'aménagement signée le 18 décembre 2003.

Cette opération d'aménagement couvre une superficie d'environ 9 hectares, partiellement construite. Son réaménagement doit permettre l'accueil d'activités artisanales, industrielles et d'activités tertiaires, d'ingénierie et de services. Une première étape est aujourd'hui réalisée avec la construction et l'exploitation du VEAS Hannibal, ensemble immobilier de 2 000 m² dont 1 243 m² d'ateliers et 667 m² de bureaux locatifs. Une seconde étape consistant à engager une opération d'aménagement d'ensemble par le transfert des Etablissements JOULIE, propriétaire du site est aujourd'hui suspendue.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire de la concession d'aménagement « Le Frigoulet », propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 3 569 000 € HT, dont 210 000 € HT en 2021, correspondant exclusivement à des travaux d'amélioration dans le VEAS. Au 31 décembre 2021, les recettes perçues s'élevaient à 3 071 000 € HT, dont 214 000 € HT en 2021 issues des différents loyers et charges.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 5 315 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 270 000 €, reste inchangé et a été entièrement versé par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la concession d'aménagement Le Frigoulet établi par SA3M ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que les tableaux des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203198-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 01550C BILAN SYNTHESE.pdf

- 01550_CRAC_2021_VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Concession d'aménagement Ode à la Mer - Communes de Lattes et de Pérols - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°8 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

Entre Montpellier et la mer, la Communauté d'Agglomération de Montpellier aujourd'hui devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a défini, au travers de son Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé par délibération n°6663 du 17 février 2006, des sites stratégiques d'enjeu communautaire parmi lesquels figure celui situé le long de l'axe constitué par la troisième ligne de tramway sur la Route de la Mer. Ce site est situé de part et d'autre de l'avenue Georges-Frêche sur les communes de Lattes et Pérols.

Montpellier Méditerranée Métropole a créé, par délibération du conseil communautaire n° 10387 en date du 29 novembre 2011, l'opération d'aménagement d'ensemble « Ode à la Mer », dans le cadre des dispositions du Code de l'urbanisme. Celle-ci porte sur un périmètre d'environ 250 hectares et le programme global prévisionnel des constructions comprend 900 000 m² de Surfaces de Plancher (SdP) nouvelles réparties comme suit :

- 6 000 à 8 000 logements ;
- 75 000 m² de bureaux et activités ;
- 100 000 m² de commerces, en renouvellement des surfaces existantes (+/- 5%) ;
- 45 000 m² d'équipements publics.

Ensuite, par délibération n° 10480 du 29 novembre 2011, Montpellier Méditerranée Métropole a concédé l'aménagement de cette opération à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M). La concession d'aménagement comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Le cadre opérationnel de renouvellement urbain d'ensemble de ce territoire est opéré selon un processus de mise en place d'outils et de procédures d'aménagement successives par secteurs opérationnels cohérents (sous forme de ZAC, PUP, ou secteurs à taxe d'aménagement majorée, ...).

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire de l'opération Ode à la Mer propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élèvent à 77 801 000 € HT dont 5 196 000 € HT en 2021 et les recettes perçues par la concession d'aménagement s'élèvent à 35 275 000 € HT, dont 6 322 000 € HT en 2021.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération intègre une baisse égale à 612 000 € HT en dépenses et recettes et s'équilibre à 271 985 000 € HT.

Le montant de la participation du concédant reste inchangée et s'élève à 55 671 000 €.

Concernant les produits de la part intercommunale de la Taxe d'Aménagement Majorée mise en place sur le secteur de l'Avenue des Platanes, en 2022 Montpellier Méditerranée Métropole reversera 714 362 € à la SA3M.

Un avenant n°8 au traité de concession doit être conclu pour :

- Acter la suppression de la rémunération de l'aménageur en ce qui concerne les missions de développement et de mise en œuvre de la plateforme numérique ;
- Modifier le bilan financier prévisionnel de la concession d'aménagement ;
- Modifier les modalités et l'échéancier de versement de la participation du concédant sans en changer le montant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de l'opération d'aménagement Ode à la Mer annexé à la présente délibération, établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération, intégrant le plan de trésorerie, établi par la SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions effectuées en 2021 par le concessionnaire, annexés à la présente délibération ;
- D'approuver les termes de l'avenant au traité de concession n°8 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 27 voix

M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, M. Julien MIRO, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-205048-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Bilan financier prévisionnel de la concession au 31 12 2021.pdf
- Tabelau des cessions et acquisitions effectuées en 2021 par l'aménageur.pdf
- 1930CRAC 2021VD.pdf
- AVENANT 8 VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Concession d'aménagement Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Descartes - Commune de Lavérune - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC)- Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le parc d'activités économique (PAE) Descartes est situé sur la commune de Lavérune. Ce parc d'activités répond aux enjeux majeurs du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de restreindre les extensions urbaines aux espaces situés dans le prolongement des tissus existants et de créer les conditions d'un développement équilibré du territoire, notamment en assurant un renforcement de l'offre de sites économiques sur l'Ouest du territoire de la Métropole. Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération, le cabinet Coste Architectes pour la conception de ce PAE.

L'aménagement de ce PAE Descartes a été confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par une concession d'aménagement signée le 26 avril 2010. Le dossier de création de la ZAC (Zone d'aménagement concerté) a été approuvé le 23 mars 2009. Le dossier de réalisation et le programme des équipements publics correspondants ont quant à eux été approuvés le 11 avril 2013.

Cette ZAC couvre une superficie de 6 hectares pour environ 46 200 m² de terrains cessibles. Elle répond à une partie de la demande d'implantation des entreprises dans un secteur offrant une faible disponibilité foncière pour les activités productives (artisanat, négoce, petites industries, petite logistique).

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M concessionnaire de la ZAC Descartes, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 5 717 000 € HT, dont 82 000 € HT pour l'année 2021 correspondant essentiellement à des travaux de finition. Ces travaux sont achevés et la remise d'ouvrage a été transmise à Montpellier Méditerranée Métropole en septembre 2021 pour leur reprise en gestion. Au 31 décembre 2021, les recettes perçues s'élevaient à 6 098 000 € HT, dont aucune n'est intervenue en 2021.

Le dernier lot cessible de la ZAC a fait l'objet de la signature d'une cession avec la société SCI ISO PLUS (ISO GAZ) en 2022. La densification de ce projet a permis d'augmenter les recettes de cession de 41 000 €.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 6 259 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre, s'élevant à 2 059 000 €, reste inchangé et a déjà été entièrement versé par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Descartes établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203196-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1900 CRAC 2021 BILAN SYNTHESE.pdf

- 01900_CRAC_2021_vd.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Commune de Montferrier-sur-Lez - Concession d'aménagement Hameau de Baillarguet - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2020 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Des études préalables à l'aménagement du hameau de Baillarguet à Montferrier-sur-Lez ont été réalisées au cours de l'année 2016, sous la conduite de Montpellier Méditerranée Métropole, en lien avec la commune de Montferrier-sur-Lez.

Sur cette base, par décision n°D2017-669 en date du 5 septembre 2017, un mandat d'études préalables a été confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par Montpellier Méditerranée Métropole afin de définir le programme et les orientations d'aménagement de l'opération envisagée sur le hameau de Baillarguet.

Par délibération M2019-704 en date du 27 décembre 2019, le conseil de Métropole a confié la réalisation de cette opération d'aménagement à la SA3M via une concession d'aménagement. Le contrat de concession a été signé le 7 février 2020 et notifié à la SA3M le 20 février 2020. Cette opération couvre un tènement foncier d'un hectare environ et le programme prévisionnel prévoit la réalisation d'une centaine de logements dont 40 % logements locatifs sociaux.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire de l'opération Hameau de Baillarguet, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 78 000 € HT, dont 63 000 € HT en 2021, et les recettes perçues à 0 € HT. De plus, aucune acquisition ou cession foncière n'a été effectuée par le concessionnaire au 31 décembre 2021.

Le programme a fait l'objet en 2020 d'une demande de réexamen du principe de non-conservation du patrimoine existant, élément fondateur du projet. Cette réorientation programmatique, susceptible de modifier substantiellement les équilibres de l'opération tant du point de vue du volume de logement envisagé que de l'équilibre financier de ce dernier, est à l'étude et fera l'objet d'un arbitrage lors du prochain exercice.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération est inchangé et s'équilibre en recettes et en dépenses à 3 667 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de l'opération Hameau de Baillarguet, établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération intégrant le plan de trésorerie ainsi que l'absence d'acquisitions et de cessions effectuées par le concessionnaire, au 31 décembre 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-202784-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 01948_CRAC_2021_VD.pdf

- 01948 BILAN SYNTHESE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Concession Cambacérès - SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°9 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

L'opération Cambacérès, localisée dans le prolongement de Port Marianne, au Sud-Est de la commune de Montpellier et au Nord de Lattes, vise à créer le quartier destiné à accueillir notamment la gare Montpellier Sud-de-France mise en service en juillet 2018.

Par délibération du 24 septembre 2013, le Conseil Communautaire a approuvé la réalisation du projet urbain dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble, son périmètre et son programme et a décidé d'en confier la réalisation à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Le dossier de création de la ZAC Cambacérès a été approuvé le 29 octobre 2013 sur un périmètre de 60 hectares. Le dossier de réalisation et le Programme des Equipements Publics de la ZAC ont été approuvés le 31 juillet 2014. Le programme de la ZAC prévoit la réalisation de 400 000 m² de Surface de Plancher (SDP), mixant locaux tertiaires, d'enseignement supérieur et de services aux entreprises. En outre, Montpellier Méditerranée

Métropole a confié à la SA3M, dans le cadre de cette opération d'aménagement, la réalisation et le portage, d'un cluster-hôtel d'entreprises, la Halle de l'Innovation, fer de lance et vitrine de la filière numérique sur le territoire.

A l'issue d'une procédure de dialogue compétitif, l'agence d'architecture et d'urbanisme XDGA s'est vue confier la conception et la mission d'architecte en chef du quartier. La maîtrise d'œuvre des espaces publics du quartier est confiée au groupement ILEX et INGEROP et celle du Parc de la Mogère à la paysagiste Jacqueline OSTY. La maîtrise d'œuvre de la Halle de l'innovation a été confiée au Studio d'architecture Muoto.

Aujourd'hui, conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire, présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2021, l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 76 416 000 € HT, dont 19 612 000 € HT en 2021, consistant essentiellement en des travaux de viabilisation, de paysagement du Parc de la Mogère, ainsi qu'en travaux de construction de la Halle de l'innovation, et les recettes perçues à 32 263 000 € HT, dont 14 368 000 € HT en 2021. Ces recettes proviennent essentiellement de la signature de deux compromis de vente et de cinq actes de vente sur l'année.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 205 630 000 € HT, en baisse de 1 142 000 euros, grâce à des choix d'optimisation. Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 6 850 000 €, auxquels s'ajoutent 6 775 000 € HT de participations aux équipements d'infrastructures, soit un total inchangé de 13 625 000 €.

L'abandon de la démarche Métropole Connectée nécessite la signature d'un avenant n°9 à la concession afin d'actualiser les missions du concessionnaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Cambacérès et de la Halle de l'innovation, établi par SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°9 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 27 voix

M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, M. Julien MIRO, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-200398-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CRAC_2021.pdf
- BILAN CONSOLIDE SYNTHESE.pdf
- CESSIONS 2021.pdf
- Avenant 9.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Concession d'aménagement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M - Quartier des Cévennes - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°2 à la concession - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

Le quartier des Cévennes est situé à l'Ouest de Montpellier entre le quartier de la Mosson et le centre historique. Ce quartier résidentiel comporte de nombreuses copropriétés, dont la copropriété Cévennes, ensemble immobilier construit entre 1964 et 1975. Elle s'étend sur une emprise foncière unique, et a vu, au fil du temps, son mode de gestion se déliter occasionnant des tensions entre les copropriétaires et donnant naissance à plusieurs copropriétés secondaires. Leur libre administration, sans fond juridique et sans cohérence en matière de gestion des espaces extérieurs (qui dépendent de la copropriété principale), a conduit au cloisonnement et à l'enclavement d'une partie des bâtiments.

Le quartier des Cévennes et celui de la Mosson, figurent parmi les douze quartiers de la politique de la ville identifiés à Montpellier, au titre de la nouvelle géographie prioritaire. Dans la mesure où ils concentrent à la fois des problèmes spatiaux et des difficultés sociales, ces quartiers ont été retenus par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour faire partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), en tant que quartier d'intérêt régional pour les Cévennes et quartier d'intérêt national pour la Mosson.

Par délibération en date du 29 mars 2021, le Conseil de Métropole a approuvé les termes de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain Mosson et Cévennes, signée par l'ensemble des partenaires locaux et nationaux le 23 juillet 2021. Par ailleurs, le comité d'engagement de l'ANRU du 24 janvier 2022 a acté 49,3 M€ de concours financiers supplémentaires, pour conforter l'ambition de la collectivité et la cohérence du projet urbain du quartier de la Mosson. Le projet de transformation urbaine et sociale du quartier des Cévennes s'inscrit dans la volonté de ré-équilibrer la ville (socialement et économiquement) vers le nord-ouest.

Pour redresser la situation de la copropriété, la désenclaver et améliorer les conditions de vie des habitants, le projet de renouvellement urbain prévoit :

- De reconfigurer les espaces publics majeurs en accroches urbaines ;
- Des démolitions ponctuelles pour ouvrir le quartier sur son environnement et rendre possible sa desserte par des futures voies publiques ;
- D'affirmer un maillage public majeur de perméabilités douces ;
- De revoir la localisation des équipements publics, groupe scolaire et Maison pour tous ;
- De mobiliser les copropriétaires, les syndicats et favoriser les initiatives locales.

La scission du syndicat principal de copropriété jouera un rôle fondamental dans la définition des nouvelles domanialités et l'engagement des différents volets du projet.

Par délibération en date du 18 décembre 2019, le Conseil de Métropole a confié la réalisation du projet de renouvellement urbain à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) via une concession d'aménagement, notifiée le 21 janvier 2020. Cette concession a été passée pour une durée totale de 15 ans, jusqu'en 2034.

Des évolutions du projet, ayant un impact sur le traité de concession, sont proposées dans un avenant n°2 à la concession de renouvellement urbain :

- Modifier le programme de construction, en sortant la réalisation d'un nouveau groupe scolaire prévu initialement au sein de l'opération et à proximité immédiate de la copropriété des Cévennes. L'objectif est en effet de relocaliser ce nouvel équipement scolaire dans le secteur des Cévennes, mais hors du périmètre de la copropriété et de la concession, pour favoriser la mixité sociale entre les différents quartiers ;
- Dans le cadre des actions de redressement de la gestion des copropriétés, mettre en cohérence le contenu des objectifs de portage ciblé du traité de concession de renouvellement urbain Cévennes avec les modalités de financement de portage ciblé de l'ANAH définies dans l'Instruction du 9 juillet 2019 relative à l'évolution du régime d'aide afférent au portage ciblé en copropriété ;

- Actualiser le projet urbain rue Paul-Rimbaud, a la suite de la concertation avec les copropriétaires.

Au regard des dispositions prévues dans cet avenant n°2 à la concession, la participation de la Ville de Montpellier prévue initialement à hauteur de 18 800 000 € pour la réalisation d'un nouveau groupe scolaire au sein du périmètre de l'opération, est supprimée. La participation de la Métropole demeure inchangée.

Ainsi, le bilan de l'exercice 2021 est diminué en dépenses et en recettes de 18 647 000 € : il s'établit à 99 386 000 € en dépenses et en recettes, dont 4 701 000 € réalisés en dépenses et 2 981 000 € réalisés en recettes, au 31 décembre 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021, de la concession d'aménagement du nouveau projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes mis en œuvre par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), concessionnaire de la Métropole ;
- D'approuver les bilans prévisionnels de l'opération établis par la SA3M à la date du 31 décembre 2021 ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°2 à la concession d'aménagement ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 27 voix

M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, M. Julien MIRO, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203887-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 01991C_CRAC Cévennes 2021_ BILAN SYNTHESE.pdf
- Bilan acquisition PRIR Cevennes 1991.pdf
- Rapport spécial PRIR Cévennes 1991.pdf
- CRAC Cévennes_2021.pdf
- CRAC Cévennes 2021_avenant 2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Concession d'aménagement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M - Quartier de la Mosson - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°2 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

Le quartier de la Mosson comprend environ 9 000 logements pour près de 24 000 habitants. Véritable ville dans la ville, il garde une vocation résidentielle prononcée. Son image architecturale est celle d'un quartier de tours et de barres, à l'exception des Hauts de Massane, au nord, où sont présentes des formes d'habitat individuelles plus diversifiées. C'est aujourd'hui le plus grand quartier d'habitat collectif locatif social de la Métropole.

Le quartier de la Mosson, comme celui des Cévennes, figurent parmi les douze quartiers de la politique de la ville identifiés à Montpellier, au titre de la nouvelle géographie prioritaire. Dans la mesure où ils concentrent à la fois des problèmes spatiaux et des difficultés sociales, ces quartiers ont été retenus par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour faire partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), en tant que quartier d'intérêt national pour la Mosson et quartier d'intérêt régional pour les Cévennes.

Le projet de transformation urbaine et sociale du quartier de la Mosson s'inscrit dans la volonté de rééquilibrer la ville (socialement et économiquement) vers le nord-ouest, en lien avec Med Vallée et les Communes de Grabels et Juvisy. Ainsi, l'affirmation de l'ambition du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson s'inscrit à l'échelle de la Métropole, avec pour objectif de changer l'image du quartier et d'en faire un véritable lieu de destination, attractif et à une échelle de proximité, en améliorant la qualité de vie des habitants.

Les enjeux prioritaires auxquels le projet de renouvellement urbain doit principalement répondre sont :

- L'éducation ;
- La mixité sociale ;
- La diversification socio-économique et l'attractivité du quartier ;
- La qualité du cadre de vie et de l'environnement ;
- La relation aux habitants et la mobilisation des forces vives du quartier, pour que chacun devienne acteur de la transformation urbaine.

Par délibération en date du 29 mars 2021, le Conseil de Métropole a approuvé les termes de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain Mosson et Cévennes, signée par l'ensemble des partenaires locaux et nationaux le 23 juillet 2021. Par ailleurs, le comité d'engagement de l'ANRU du 24 janvier 2022 a acté 49,3 M€ de concours financiers supplémentaires (subvention ANRU et prêts bonifiés Action Logement), pour conforter l'ambition de la collectivité et la cohérence du projet urbain du quartier de la Mosson, notamment la transformation du secteur Saint Paul, le recyclage de nouvelles copropriétés dégradées, la construction de nouveaux groupes scolaires et la poursuite des interventions sur le grand mail.

Pour mettre en œuvre le projet, le Conseil de Métropole a confié, par délibération en date du 18 décembre 2019, la réalisation du projet de renouvellement urbain à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) via une concession d'aménagement, notifiée le 21 janvier 2020. Cette concession a été passée pour une durée totale de 15 ans, jusqu'en 2034.

Les évolutions du projet à intégrer dans l'avenant n°1 à la convention initiale de renouvellement urbain, représentent un investissement supplémentaire d'environ 220 000 000 €, tous maîtres d'ouvrage confondus (Métropole, Ville, bailleurs sociaux, EPF). Ainsi, les opérations complémentaires portées par la concession d'aménagement, bénéficieront d'une subvention de l'ANRU à hauteur de 34 000 000 €, sur les 43 000 000 €

accordés. Aussi, pour prendre en compte l'impact financier de ces nouveaux secteurs d'intervention du projet urbain, il est proposé d'inscrire ces évolutions dans un avenant n°2 à la concession d'aménagement, pour notamment :

- Modifier le programme de construction des équipements publics en intégrant deux nouveaux groupes scolaires : un sur le secteur Saint-Paul (dénommé Hypatie) et un au sud du quartier en interface avec le collège Arthur-Rimbaud ;
- Poursuivre l'action volontaire de la collectivité dans la lutte contre l'habitat indigne, par le recyclage total de la copropriété Font Del Rey et partiel de la copropriété Hortus ;
- Aménager les espaces publics des nouveaux secteurs d'intervention Saint-Paul et Place Paillade ;
- Mettre en cohérence, dans le cadre des actions de redressement de la gestion des copropriétés, le contenu des objectifs de portage ciblé du traité de concession de renouvellement urbain Mosson avec les modalités de financement de portage ciblé de l'ANAH définies dans l'Instruction du 9 juillet 2019 relative à l'évolution du régime d'aide afférent au portage ciblé en copropriété.

Cela a pour conséquence :

- L'augmentation de la participation de la Métropole de 62 123 000 €, passant de 139 140 000 € à 201 263 000 €, principalement liée aux évolutions du projet urbain et à l'intervention sur le parc privé dégradé ;
- La diminution de la participation de la Ville de Montpellier de 8 954 000 €, passant de 66 573 000 € à 57 619 000 €. Cela s'explique par la subvention accordée par l'ANRU à la construction du groupe scolaire Hypatie et au rachat de l'Espace Gisèle-Halimi par la Métropole et non la Ville.

Ainsi, le bilan de l'exercice 2021 est augmenté en dépenses et en recettes de 105 825 000 € : il s'établit à 394 731 000 € en dépenses et en recettes, dont 14 066 000 € réalisés en dépenses et 10 122 000 € réalisés en recettes, au 31 décembre 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021, de la concession d'aménagement du nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson, mis en œuvre par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), concessionnaire de la Métropole ;
- D'approuver les bilans prévisionnels du mandat établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2021 ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°2 à la concession d'aménagement ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 27 voix

M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, M. Julien MIRO, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203888-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 01990C CRAC 2021 Mosson_bilan synthèse.pdf
- rapport special NPRU mosson 1990.pdf
- Bilan acquisition 2021 NPRU mosson 1990.pdf
- CRAC Mosson 2021.pdf
- CRAC 2021 Mosson_avenant 2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Concession d'aménagement de la Lauze Est - Commune de Saint Jean de Védas - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le parc d'activités économiques (PAE) Lauze Est est situé sur la commune de Saint Jean de Védas, dans le prolongement des parcs d'activités de la Lauze et de Marcel-Dassault. Ce projet vient renforcer le pôle d'activités rayonnant que constitue l'ensemble « Lauze – Dassault » et profite d'une situation stratégique en entrée de métropole le long d'axes routiers à forte fréquentation (A9/A709 et RM 612) au contact immédiat du nouvel échangeur prévu sur le COM.

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef, le cabinet POLYPTYQUE pour la conception de ce PAE.

L'aménagement de ce nouveau parc d'activités économiques a été confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par une concession d'aménagement signée le 15 juin 2019.

Les premières études initiées en 2014 ont permis d'arrêter les objectifs de ce nouveau parc d'activités économiques par une délibération du 25 octobre 2016. A la suite d'une concertation menée en 2017 et 2018, son bilan a été tiré le 31 janvier 2019.

Cette ZAC couvre une superficie d'environ 33 hectares (100 000 m² cessibles estimés) et se développera de part et d'autre de la RM 612, avec la Petite Lauze à l'Ouest et la Grande Lauze à l'Est. Cette opération vient répondre à la très forte demande d'implantation des entreprises dans un secteur très bien desservi pour développer des activités productives (artisanat, négoce professionnel, petites industries et logistique urbaine/centre de distribution urbain).

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire du parc d'activités de la Lauze Est, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 366 000 € HT, dont 97 000 € HT en 2021, et les recettes perçues à 1 800 000 € HT, correspondant au versement d'une première participation de la Métropole en 2021. L'année 2021 a été marquée par la finalisation des dossiers de ZAC, de déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et d'autorisation environnementale (loi sur l'eau) préalable au lancement des enquêtes publiques.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 16 102 000 € HT et intègre des fonds de concours d'un montant total de 3 110 000 €. Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 4 376 000 € et reste inchangé par rapport au précédent bilan.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 du parc d'activités économiques de la Lauze Est, établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que les tableaux des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203200-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1985 CRAC 2021 BILANSYNTHESE.pdf

- 01985_CRAC_2021_VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Concession d'aménagement du parc d'activités économiques Marcel Dassault et première extension - Commune de Saint Jean de Védas - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°14 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

Le parc d'activités économiques (PAE) Marcel-Dassault et sa première extension est situé sur la Commune de Saint Jean de Védas en bordure de la RM 612. Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération, le cabinet Guy REYNES pour la conception de ce PAE.

L'aménagement du PAE Marcel-Dassault et sa première extension a été confié à la Société d'Equipement de la Région de Montpellier (SERM) par une concession d'aménagement signée le 15 avril 1992. Son aménagement a été engagé selon deux procédures distinctes : une procédure de ZAC dont le dossier de création a été approuvé le 15 avril 1992 et le dossier de réalisation le 27 juillet 1992 et une procédure de lotissement dont l'autorisation de lotir a été délivrée le 3 décembre 2007.

Le PAE Marcel-Dassault et sa première extension couvre une superficie de 35,64 ha pour environ 27,2 ha de terrains cessibles. Il répond à une partie de la demande d'implantation des entreprises dans un secteur très attractif mais offrant une faible disponibilité foncière pour les activités productives (artisanat, négoce, petites industries, petite logistique).

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire du PAE Marcel-Dassault et sa première extension, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 11 896 000 € HT, dont 27 000 € HT en 2020, et les recettes perçues s'élevaient à 12 051 000 € HT, dont aucune recette en 2021. Le dernier lot (lot 16) a fait l'objet d'un pré-agrément en 2019 à la société Galzin. Cette dernière après un premier permis de construire a décidé de revoir son projet pour l'adapter au mieux à son activité.

Compte tenu de l'évolution du planning et pour permettre le versement partiel de la rémunération de liquidation, un avenant n°14 est aujourd'hui proposé.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération générera un résultat positif de 25 000 € (12 358 000 € HT en dépenses et 12 383 000 € HT en recettes) et intègre un fonds de concours de 150 000 €, déjà versé à Montpellier Méditerranée Métropole en 2020 pour assurer le financement d'une partie de la voie de liaison entre le récent giratoire de l'A709 et l'ensemble du secteur d'activités Lauze-Dassault. Le montant de la participation d'équilibre s'élevant à 1 441 000 €, reste inchangé et a déjà été entièrement versé par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la concession d'aménagement du PAE Marcel-Dassault et sa première extension établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ainsi que les tableaux des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°14 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Coralie MANTION, M. Jacques MARTINIER, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203677-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1411 CRAC 2021 Synthèse.pdf

- 01411 CRAC 2021_VD.pdf

- 1411 AVENANT 14_VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Commune de Sussargues - Concession d'aménagement Jules Rimet - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°2 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

Le projet de parc d'activités économiques (PAE) Jules-Rimet est situé au Nord-Est du territoire de la Métropole, et plus précisément à l'entrée Sud de la commune de Sussargues. Ce futur parc d'activités est envisagé sur deux îlots distincts respectivement situés au Nord et au Sud de l'actuel complexe sportif Jules-Rimet (stades de football). Cette opération d'aménagement est considérée au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) comme une polarité économique de proximité à dominante d'activités qui a pour vocation d'accueillir des activités du « quotidien » qui accompagnent la vie des villes et des villages.

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération le groupement Studio Méditerranée d'Urbanisme (SMU) / ORTA Paysage pour la conception de ce PAE. L'aménagement de ce futur PAE a été confié à la SA3M par un traité de concession signé le 07 février 2020.

Le site de l'opération d'aménagement couvre une superficie d'environ 4 hectares pour environ 1,8 hectares de terrains cessibles. Le programme prévisionnel des constructions prévoit une surface de plancher (SDP) totale d'environ 9 000 m² destinés à du bâti à usage d'activités économiques à dominante artisanale et à destination des PME-TPE. Le « secteur Sud » sera consacré à la réalisation d'un village d'entreprises artisanales et de services (VEAS) d'environ 2 900 m² de SDP, et le « secteur Nord » pourra accueillir une dizaine de lots à bâtir destinés à des constructions dont les surfaces de plancher pourront varier de 400 à 1 000 m².

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M concessionnaire de cette opération d'aménagement, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 130 000 € HT correspondant essentiellement à des études et à la rémunération de la SA3M dont 78 000 € HT en 2021. La recette perçue de 200 000 € HT correspond au versement d'une première participation de la Métropole en 2021.

Compte-tenu de l'allongement du délai de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Sussargues, une partie du montant de la participation de Montpellier Méditerranée Métropole au coût de cette opération, initialement prévue en 2023, a été reporté d'une année. Cette évolution de l'échéancier des versements de cette participation d'équilibre conduit à proposer un avenant n°2 au traité de concession, tel qu'annexé à la présente délibération.

Le bilan prévisionnel de l'opération reste inchangé et s'équilibre en recettes et en dépenses à 3 613 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre s'élevant à 1 500 000 € HT est sans modification par rapport au bilan précédent.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 du futur parc d'activités économiques Jules-Rimet établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°2 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 27 voix

M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, M. Julien MIRO, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203245-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1953 CRAC 2021 BILAN SYNTHESES.pdf

- 01953 CRAC 2021 TEXTE VD.pdf

- 01953 Avenant n2 concession VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUŁ.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Concession d'aménagement du Parc d'activités économique Charles Martel - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le parc d'activités économique Charles Martel est situé sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, dans le prolongement du parc d'activités existant du Larzat qui s'est achevé dans les années 80. Cette opération qui s'inscrit dans une polarité économique d'équilibre, bénéficie d'une très bonne connexion aux infrastructures de transports et vient compléter le pôle d'activités majeur constitué par les secteurs « Dassault – Lauze ».

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef, le cabinet Guy REYNES pour la conception du parc d'activités économiques (PAE).

L'aménagement de ce parc d'activités a été confié à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) par une concession d'aménagement signée le 6 août 2003. Son aménagement a été engagé selon une procédure de lotissement dont l'autorisation de lotir a été délivrée le 14 septembre 2005.

Cette opération couvre une superficie aménagée de 7 hectares dont 5 hectares cessibles dédiées aux activités productives, aux activités de transport et de petite logistique.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire du parc d'activités économiques Charles-Martel, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 2 061 000 € HT, dont 54 000 € HT en 2021, et les recettes perçues s'élevaient à 2 139 000 € HT, dont aucune n'est intervenue en 2021.

La viabilisation du parc étant terminée, seuls quelques travaux d'entretien préalables aux remises d'ouvrage sont intervenus en 2021. Le dernier lot à commercialiser fait l'objet d'un pré-agrément délivré à la Société IGUAL. Cette acquisition prévue en 2022 permettra à l'entreprise d'accroître son activité.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'établit à 2 330 000 € HT en dépenses et à 2 415 000 € HT en recettes, représentant un résultat d'opération excédentaire de 85 000 € HT. Aucune participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole n'est prévue.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 du parc d'activités économiques Charles-Martel établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ainsi que les tableaux des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203195-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1350 CRAC 2021 BILAN SYNTHESE.pdf

- 01350 CRAC 2021 VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Zone d'Aménagement Concerté Cannabe - Commune de Cournonterral - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le parc d'activités économiques (PAE) Cannabe est situé sur la commune de Cournonterral. Il permettra notamment de répondre aux très nombreuses demandes d'implantation des PME (Petites et Moyennes Entreprises) et TPE (Très Petites Entreprises) artisanales situées sur la plaine Ouest du territoire de la Métropole ainsi qu'aux agriculteurs locaux. Cette opération contribuera à renforcer, sur l'Ouest du territoire de la Métropole, le maillage de parcs d'activités mixtes dits de « proximité ».

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération le Groupement ROBIN et CARBONNEAU / Urban Project pour la conception de ce PAE.

L'aménagement de ce nouveau parc a été confié à la SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) par une concession d'aménagement signé le 27 juin 2018. Le dossier de création de la ZAC a été approuvé le 20 décembre 2017. Le dossier de réalisation a été approuvé le 18 décembre 2019 et le programme des équipements publics a été approuvé le 23 novembre 2020.

La ZAC couvre une surface de 9,1 hectares dont 45 000 m² de terrains cessibles destinés à accueillir des activités productives artisanales et industrielles, un hameau agricole permettant l'accueil de sièges d'exploitations et un équipement mutualisé à destination des agriculteurs (aire de lavage).

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire de la ZAC Cannabe, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 2 288 000 € HT, dont 1 449 000 € HT en 2021, correspondant essentiellement aux travaux de viabilisation du PAE. Au 31 décembre 2021, les recettes perçues s'élevaient à 926 000 € HT, dont 32 000 € HT en 2021.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 5 186 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 926 000 €, reste inchangé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Cannabe établi par SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que les tableaux des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203158-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1325 CRAC 2021 BILAN SYNTHESE.pdf
- 01325_CRAC_2021_VD.pdf
- CESSIONS 2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Commune de Grabels - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Euromédecine - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Euromédecine est située au Nord du territoire de la Métropole, sur les communes de Montpellier et de Grabels. Cette opération a démarré en 1986 avec pour objectif d'accueillir essentiellement des activités à caractère médical et de recherche, des industries spécialisées dans le secteur bio-médical, et des activités para-médicales.

Une consultation engagée en 2003 a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération, le cabinet GARCIA-DIAZ.

L'aménagement de cette ZAC a été confié à la Société d'Équipement de la Région de Montpellier (SERM) par un traité de concession signé le 25 mars 1988 et le dossier de création de la ZAC a été approuvé par le conseil du District de Montpellier le 6 novembre 1986. Le plan d'aménagement de zone de la ZAC, le dossier de réalisation et le programme des équipements publics correspondants ont quant à eux été approuvés par délibération du conseil de District de Montpellier le 24 février 1988.

Cette ZAC couvre une superficie de 92 hectares pour environ 65 hectares de foncier cessible et un programme de constructions de 570 000 m² dédié principalement aux activités médicales et paramédicales mais également à des activités tertiaires et de services aux entreprises, et de l'habitat à proximité du quartier de la Valsière sur la commune de Grabels.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM concessionnaire de la ZAC Euromedecine, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 107 651 000 € HT, dont 3 075 000 € HT pour l'année 2021 et correspondent essentiellement à des travaux de voiries et réseaux divers sur les rues Pasteur (reprise de la voie) et Ranchin (travaux de finition) situées sur la partie grabelloise de la ZAC.

Au 31 décembre 2021, les recettes perçues s'élevaient à 107 652 000 € HT, dont 1 884 000 € HT pour l'année 2021, résultant essentiellement des loyers du Biopole.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 109 784 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre s'élevant à 12 898 000 € HT reste inchangé et a déjà été presque intégralement versé par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Euromedecine établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203321-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1403C CRAC 2021 BILAN SYNTHESE.pdf

- 01403_CRAC_2021_VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté Port Marianne - Porte de la Méditerranée - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La ZAC Port Marianne – Portes de la Méditerranée, à l'est de Montpellier, accueille sur environ 50 hectares notamment le complexe ludico-commercial Odysseum. Outre les commerces et activités ludiques, elle a aussi pour vocation l'accueil d'activités tertiaires, sièges sociaux et d'équipements et de services privés et publics (l'aquarium PlanetOcéan, la patinoire Végapolis, le planétarium Galilée). Elle a été concédée à la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) en 1996, et la ZAC Port Marianne - Portes de la Méditerranée a été créée le 27 juin 1996. Son Programme des Équipements Publics (PEP) ainsi que son dossier de réalisation ont été approuvés le 13 février 2007.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente aujourd'hui à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération d'aménagement pour l'exercice 2021 et l'évolution des bilans financiers prévisionnels et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2021, le cumul des dépenses réalisées sur l'ensemble de l'opération s'élève à 112 887 000 € HT, dont 413 000 € HT réalisés en 2021, correspondant essentiellement à des études de fiches de lots et aux travaux de finitions des voiries et réseaux de la ZAC. Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2021 s'élève à 107 291 000 € HT, inchangé par rapport à l'exercice précédent.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération consolidée s'équilibre en dépenses et en recettes à 116 638 000 € HT. La participation de la Collectivité à l'opération reste inchangée à 5 734 000 € HT et a déjà été versée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Porte de la Méditerranée, établi par SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204105-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- BILAN SYNTHESE.pdf

- CRAC_2021_vd.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté Garosud et Extension - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2021 (CRAC) - Avenant n°6 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

Les parcs d'activités Garosud et Garosud Extension sont situés sur les territoires communaux de Montpellier et de Lattes à la sortie de l'autoroute A 709 Montpellier Sud, sur un périmètre représentant une superficie totale de 114 hectares. L'objectif principal des ZAC Garosud et Garosud Extension est l'accueil d'entreprises industrielles, artisanales et de logistique urbaine. Un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a permis de désigner comme urbaniste en chef de cette opération le Cabinet E. Nebout.

Par délibération du 20 Juin 1991, le conseil du district de l'agglomération de Montpellier approuvait le dossier de création, puis par délibération en date du 30 janvier 1992 approuvait le dossier de réalisation et le Programme des Equipements Publics (PEP), et enfin confiait l'aménagement à la SERM. Le dossier de création sera modifié en avril 1997, et le dossier de réalisation en février 2000, portant la superficie de la ZAC à 87.2 Ha. Par la suite, la délibération du conseil de la communauté d'agglomération du 21 juillet 2006, a entériné la création de la ZAC Garosud extension d'une superficie de 27 Ha, située sur les communes de Lattes et de Montpellier, puis le dossier de réalisation en date du 23 juillet 2007.

Un avenant n°2 à la convention publique d'aménagement approuvé par le conseil de la communauté d'agglomération de Montpellier du 23 juillet 2003 prend en compte l'extension du périmètre de la concession englobant la ZAC Garosud extension. La partie Nord de la RD 132 représente une superficie totale de 87,2 ha dont 49 ha cessibles. Ce périmètre a été élargi au foncier situé entre la RD 132 et l'autoroute A 709 représentant une surface totale de 27 ha dont 14 ha cessibles. Cette extension s'est voulu exemplaire en matière environnementale en adéquation avec la démarche volontariste de la Métropole, engagée et désormais généralisée notamment en matière de maîtrise de l'énergie (solarisation). Les travaux de la ZAC Garosud sont aujourd'hui entièrement réalisés. Les travaux d'aménagement de la 2ème et dernière tranche de Garosud extension permettant la viabilisation de l'ensemble de la ZAC sont également achevés. A la suite de nouveaux redécoupages de lots, des travaux de raccordements supplémentaires aux réseaux restent à réaliser.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire de la ZAC Garosud et extension, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

A cette date, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élèvent à 63 042 000 € HT, dont 655 000 € HT en 2021, et les recettes perçues à 58 382 000€ HT, dont 1 658 000€ HT en 2021.

Le bilan global de l'opération enregistre une augmentation de 543 000€ HT, justifiée par une augmentation du coût des travaux liés à la remise d'ouvrage, une légère augmentation du coût des impôts fonciers, des frais financiers et de la rémunération de l'aménageur. Cette augmentation de charges est entièrement compensée par l'augmentation du montant des recettes de cessions attendues et consécutives à une optimisation de la surface de SDP commercialisée. Cette augmentation du bilan n'impacte donc pas la participation du concédant déjà entièrement versée.

Le montant de la participation de Montpellier Méditerranée Métropole reste inchangé à 15 008 000€. Elle a été entièrement mobilisée.

Compte tenu de la modification du planning des dépenses et recettes, le remboursement de l'avance de trésorerie doit être revu, un avenant n°6 est donc proposé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Garosud et extension établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°6 à la convention d'avance de trésorerie ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Coralie MANTION, M. Jacques MARTINIER, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203880-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 01312_CRAC_2021_VD.pdf

- 1312 CRAC 2021 BILAN SYNTHESE.pdf

- 01312_AVENANT 6_2021_VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nina Simone - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°2 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

L'opération Nina-Simone est située à l'est de Montpellier et fait partie intégrante du projet urbain de Port Marianne. Les premières études engagées dans les années 2010 ont permis d'arrêter les objectifs de ce nouveau quartier par une délibération du Conseil de Métropole du 19 juillet 2018. L'agence d'architecture d'urbanisme Bruno FORTIER a été désignée comme architecte en chef et concepteur de ce projet.

L'aménagement de ce quartier a été confié à la SA3M (Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) par une concession d'aménagement signée en 2019, et le dossier de création de la ZAC (Zone d'aménagement concertée) a été approuvé par le Conseil de Métropole le 7 juin 2021. Ce projet se développe sur une superficie d'environ 8 hectares. Son aménagement doit permettre la réalisation d'un programme mixte comprenant environ 30 000 m² de surface de planchers affectée aux activités, environ 400 logements, et des locaux pour services et commerces en pieds d'immeuble.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme et à l'article L.1523-2 du Code général des collectivités territoriales, la SA3M présente à la Métropole le compte rendu financier de l'opération Nina-Simone pour l'exercice 2021 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2021, le cumul des dépenses réalisées, dans le cadre de cette concession en démarrage, s'élève à 213 000 € HT, consistant essentiellement en frais d'études, fouilles archéologiques, rémunération du concessionnaire et frais divers. Le total des recettes perçues s'élève à 930 000 € HT, dont 630 000 € HT de participation du concédant reçue en 2021.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 15 274 000 €. Il a été revu à la hausse de 512 000 € HT, essentiellement du fait d'une réévaluation des travaux de voiries, réseaux divers et espaces publics après mise au point du plan de composition. Les dépenses prévisionnelles incluent 3 000 000 € d'acquisitions de réserves foncières auprès du concédant en 2022, 2023 et 2024. Parallèlement les recettes de cessions sont réévaluées à la hausse de 905 000 €.

Ainsi la participation du concédant est revue à la baisse de 189 000 € HT, et s'établit à 1 980 000 € HT. Elle est versée entre 2020 et 2023 et en partie couverte par le fonds de concours à percevoir par la collectivité de 1 668 000 € provenant de la concession Hippocrate (en 2022). Cette participation vise notamment la requalification des rues du Mas de Barlet et de la Cavallade.

Un avenant n°2 est aujourd'hui proposé tel qu'annexé à la présente délibération afin, d'une part, d'acter cette baisse de la participation du concédant et, d'autre part, d'abandonner la mission de mise en œuvre et de gestion d'une plateforme numérique confiée au concessionnaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Nina-Simone établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°2 à la concession d'aménagement ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 28 voix

M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Julien MIRO, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204109-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1921 CRAC 2021 BILAN SYNTHÈSE.pdf
- Avenant n 2 concession VD.pdf
- 01921_CRAC_2021 VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Hippocrate - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

L'opération Port Marianne – Hippocrate est située à l'Est de Montpellier et fait partie intégrante du projet urbain Port Marianne. Les premières études engagées à la fin des années 1990, ont permis à la Ville de Montpellier d'arrêter les objectifs de cette opération le 25 mai 2000. Le dossier de création de la ZAC (Zone d'aménagement concertée) a été approuvé le 29 septembre 2000. Le dossier de réalisation et le programme d'équipements publics correspondant ont été approuvés le 12 octobre 2001.

Déclarée d'intérêt communautaire, l'opération a été transférée de la Ville de Montpellier à la Communauté d'Agglomération, puis à Montpellier Méditerranée Métropole, suivant des modalités financières et patrimoniales fixées par délibérations respectives en date des 27 mai et 27 juin 2003. Initialement confiée à la SERM, elle a été concédée à la SA3M (Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) par délibération du 21 avril 2011.

La ZAC se développe sur une superficie d'environ 7,3 hectares. Elle a pour vocation l'accueil d'activités tertiaires, notamment dans le domaine de la santé, en offrant une surface constructible maximale de 48 000 m², dont 24 000 m² affectés à des établissements médicaux et paramédicaux, 22 000 m² à des activités tertiaires liées à ces établissements et à d'autres activités professionnelles d'accueil, de services, de résidences ou équipements hôteliers, et enfin 2 000 m² affectés à une centrale thermo-frigorifique. Elle est aujourd'hui entièrement commercialisée. Des permis de construire ont été délivrés sur les deux derniers lots, qui doivent être bâtis prochainement.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme et à l'article L.1523-2 du Code général des collectivités territoriales, la SA3M présente à la Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2021 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2021, le cumul des dépenses réalisées dans le cadre de cette concession, s'élève à 4 215 000 € HT, dont 227 000 € sur l'année 2021. Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2021 s'élève à 6 385 000 € HT, dont 1 237 000 € en 2021 correspondant aux recettes de cessions foncières.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 7 265 000 €, sans évolution. Aucune participation du concédant n'est prévue. Un fonds de concours à verser au concédant de 1 668 000 € est prévu en 2022 afin de contribuer à la requalification des rues du Mas de Barlet et de la Cavalade.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Hippocrate, établi par SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-200393-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1920 CRAC 2021 BILAN SYNTHESE.pdf

- 01920_CRAC_2021_vd.pdf

- Tableau des cessions

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOU.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté Odysseum Est - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

L'opération Odysseum Est, située en entrée de ville, s'inscrit dans le prolongement du complexe ludico-commercial d'Odysseum, sur une superficie de 11,5 ha et proche du tramway. La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Odysseum Est a été créée par délibération en date du 26 mai 2009. Elle est aujourd'hui concédée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), par une concession d'aménagement signée le 23 mai 2011. L'urbaniste Bruno FORTIER a été désigné comme urbaniste coordonnateur. Il a en charge les études de développement de ce secteur mais aussi des secteurs Odysseum et Hippocrate.

Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2021 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2021, le cumul des dépenses réalisées est de 461 000 € HT, consistant essentiellement en études techniques et urbaines, en frais de redevance d'archéologie préventive, et en travaux pour l'installation temporaire d'un « *écocirque* ». L'opération n'a pas encore enregistré de recette.

L'ensemble du foncier est maîtrisé par la Métropole. Dans l'attente d'un engagement de la viabilisation et de la commercialisation, l'acquisition du foncier par le concessionnaire auprès du concédant a été prévue par une délibération du 30 juin 2011 mais a été reportée en 2023 afin de réduire les frais financiers correspondants.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 17 204 000 € HT. Il ne prévoit pas de participation d'équilibre du concédant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Odysseum Est établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204083-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CRAC_2021.pdf

- BILAN SYNTHESE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Commune de Saint Jean de Védas - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Marcel Dassault 2ème extension - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°11 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

Le parc d'activités économiques (PAE) Marcel-Dassault 2^{ème} extension est situé sur la commune de Saint Jean de Védas, dans le prolongement des parcs d'activités de la Lauze et de Marcel-Dassault. Ce projet vient renforcer le pôle d'activités rayonnant que constitue l'ensemble « Lauze – Dassault » et profite d'une situation stratégique en entrée de métropole le long d'axes routiers à forte fréquentation au contact immédiat du nouvel échangeur sur l'A709.

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération, le cabinet BOYER/PERCHERON pour la conception de ce nouveau parc d'activités économiques (PAE).

L'aménagement de ce parc d'activités a été confié à la SERM (Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine) par une concession d'aménagement signée le 13 février 2009. Le dossier de création de ZAC (Zone d'aménagement concerté) a été approuvé le 16 novembre 2007.

Cette ZAC couvre une superficie de 21 hectares dont seulement 10,5 hectares seront aménagés. Elle vient répondre à la très forte demande d'implantation des entreprises dans un secteur très bien desservi pour développer des activités productives (artisanat, négoce, petites industries, petite logistique).

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire de la ZAC Marcel Dassault 2^{ème} Extension, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 611 000 € HT, dont 43 000 € HT pour l'année 2021 correspondant à l'achèvement des études s'attachant à appliquer la démarche « ERC » (Eviter, Réduire, Compenser) et du dossier CNPN. Au 31 décembre 2021, les recettes perçues s'élevaient à 1 414 000 € HT, dont aucune recette en 2021.

Compte tenu de l'évolution du planning, un avenant n° 11 est aujourd'hui proposé précisant les dates de remboursement des rémunérations déjà perçues par l'aménageur.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 9 504 000 € HT. Il comprend un fond de concours à verser à Montpellier Méditerranée Métropole pour le financement d'une partie des mesures environnementales compensatoires ; un second fond de concours participera au financement d'une partie de la voie de liaison entre le récent giratoire de l'A709 et l'ensemble du secteur d'activités « Lauze-Dassault ». Le montant de la participation d'équilibre s'élevant à 3 410 k €, reste inchangé par rapport au bilan précédent.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Marcel-Dassault 2^{ème} extension établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ainsi que les tableaux des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n° 11 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Coralie MANTION, M. Jacques MARTINIER, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203678-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 01412 BILAN SYNTHESE.pdf

- 01412 CRAC 2021 - VD.pdf

- 01412 AVENANT 11 - VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Charles Martel Extension - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le parc d'activités Charles-Martel Extension est situé sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone dans le prolongement des parcs d'activités existants du Larzat et de Charles-Martel. Cette opération qui s'inscrit dans une polarité économique d'équilibre, bénéficie d'une très bonne connexion aux infrastructures de transports et vient compléter le pôle d'activités majeur constitué par les secteurs « Dassault – Lauze ».

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération, le cabinet FORMA 6 pour la conception de ce parc d'activités économiques (PAE).

L'aménagement de cette ZAC a été confié à la Société d'Équipement de la Région de Montpellier (SERM) par un traité de concession signé le 5 décembre 2016. Le dossier de création de la ZAC a été approuvé le 24 décembre 2014. Le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ont respectivement été approuvés le 18 décembre 2019 et le 17 décembre 2020.

Cette ZAC couvre une superficie d'environ 10,6 hectares et prévoit l'implantation, sur une surface cessible de 6,8 hectares, d'une vingtaine d'entreprises tournées vers les activités artisanales, la petite industrie, le négoce, la petite logistique urbaine, les activités tertiaires et les services aux entreprises. Elle vient répondre à la très forte demande émanant des entreprises dans un secteur bien desservi.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire de la ZAC Charles Martel Extension, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 1 226 000 € HT, dont 302 000 € HT en 2021 correspondant au rachat des terrains auprès de la Métropole ou de l'Etablissement Public Foncier (EPF) de la Région Occitanie et à l'engagement des premiers travaux de viabilisation du PAE. Au 31 décembre 2021, les recettes perçues s'élevaient à 1 422 000 € HT, dont 810 000 € HT en 2021 correspondant au versement d'une participation d'équilibre par la Métropole.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 9 653 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre est maintenu à 2 763 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté « Charles Martel Extension », établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ainsi que les tableaux des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203193-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1351 CRAC 2021 Synthèse.pdf

- 01351_CRAC_2021_VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Zones d'activités Parc 2000 et Parc 2000 Extension - Concession entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Les Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) Parc 2000 et Parc 2000 Extension sont situées au Nord-Ouest de la Commune de Montpellier. Elles sont destinées à accueillir de l'activité, des ateliers, des bureaux et un village d'entreprises. Cette opération a été initiée par délibération en date du 26 juillet 1999, le Conseil de District ayant décidé de la réalisation de la ZAC Parc 2000 dans la zone franche urbaine de Montpellier et concédé l'opération d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération la société N+B architectes, constituée des architectes E. NOURRIGAT, et J. BRION (désormais dénommé NBJ architectes), pour la conception de ce quartier.

L'aménagement de ce nouveau quartier a été confié à la SERM par une concession d'aménagement signée en 1999. Les dossiers de création des ZAC ont été approuvés successivement par le District de l'Agglomération de Montpellier le 29 mai 2000 et le Conseil d'Agglomération du 21 juillet 2006. Dans le cadre de la ZAC Parc 2000 et par délibération du 30 mars 2000, le District de l'Agglomération de Montpellier a demandé à la SERM de prendre en charge les études et la réalisation du VEAS (Village d'Entreprises d'Activités et de Services). Ces ZAC couvrent une surface de 20 hectares et le programme prévisionnel prévoyait la réalisation d'environ 70 000 m² cessibles. Elles sont regroupées sous une même concession d'aménagement regroupant également le bilan du VEAS.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire des Parc 2000 et Parc 2000 Extension, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 19 093 000 € HT, dont 326 000 € HT en 2021, et les recettes perçues à 18 398 000 € HT, dont 238 000 € HT en 2021.

Les dépenses de l'année 2021 correspondent principalement à des travaux d'éclairage public, aux frais d'exploitations du VEAS et à la rémunération de la SERM.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 19 832 000 € HT, en baisse de 67 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 1 050 000 €. S'ajoutent également une participation de la Métropole au programme d'équipement public de 228 000 € HT, ainsi qu'une subvention d'équipement du VEAS de 549 000 €. Ces participations, d'un montant de 1 827 000 € HT, ont déjà entièrement été versées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 des Zones d'Aménagement Concerté Parc 2000 et Parc 2000 Extension établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à

signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204071-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CRAC_2021_vd.pdf

- BILAN SYNTHESE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Zones d'activités Parc 2000 2ème extension - Concession entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n° 5 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

La ZAC Parc 2000 2^{ème} Extension est située au Nord-Ouest de la Commune de Montpellier. Elle est destinée à accueillir de l'activité, des ateliers, des bureaux et des logements. Cette opération a été initiée par délibération du Conseil d'Agglomération de Montpellier en date du 22 décembre 2009, qui en a alors approuvé les objectifs.

Un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération la société NBJ architectes, constituée des architectes E. NOURRIGAT, et J. BRION, pour la conception de ce quartier.

L'aménagement de ce nouveau quartier a été confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par une concession d'aménagement signée en 2011. Le dossier de création de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) a été approuvé par l'Agglomération de Montpellier par délibération du 21 avril 2011. Le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics (PEP) de la ZAC correspondants ont été approuvés par délibération du Conseil de Métropole du 30 septembre 2015. Cette ZAC couvre une surface de 5 hectares et le programme prévisionnel prévoyait la réalisation d'environ 22 000 m² cessibles et 220 logements.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire de la ZAC Parc 2000 2^{ème} extension, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 6 755 000 € HT, dont 1 105 000 € HT en 2021, et les recettes perçues à 2 815 000 € HT, dont 857 000 € HT en 2021.

En 2021, la Ville de Montpellier a émis le souhait d'implanter un groupe scolaire de 18 classes, pour les besoins de l'opération de renouvellement urbain de la Mosson. Après études, et en accord avec la Ville de Montpellier qui en assure la maîtrise d'ouvrage et le financement, cet équipement a été intégré dans le bilan prévisionnel de l'opération.

Par ailleurs, dans le cadre de ses compétences en terme de sécurité publique, la Ville de Montpellier souhaite réaliser un Hôtel des Protections, regroupant divers services municipaux en lien avec cette mission, notamment la Police Municipale. A l'issue d'une concertation entre Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, le site de Parc 2000 2^{ème} extension a été retenu.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre donc en recettes et en dépenses à 25 948 000 € HT, en augmentation de 18 396 000 €. Cette augmentation résulte de l'intégration du groupe scolaire au bilan de l'opération, ainsi qu'à des surcoûts liés à l'occupation des terrains jusqu'en mars 2022 et au retard pris en conséquence par l'opération.

Une participation de la Ville de Montpellier est attendue, à hauteur de 17 520 000 €, pour permettre la réalisation du groupe scolaire.

Le montant de la participation d'équilibre de la Métropole s'élève donc désormais 1 576 078 €, en augmentation de 987 000 € par rapport au dernier bilan. A fin 2021, 288 866 € ont été versés, 1 287 212 € sont à verser entre 2022 et 2024.

L'ajustement du programme de l'opération et l'occupation de certains terrains de l'opération nécessitent de prolonger la concession jusqu'au 31 décembre 2030. En conséquence, un avenant n°5 est proposé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Parc 2000 2^{ème} extension, établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°5 relatif à l'augmentation de la participation d'équilibre de la Métropole à l'opération, à la participation de la Ville et à la prolongation de la concession ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant n°5 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 29 voix

M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Julien MIRO, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204072-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CRAC_2021
- Synthèse bilan
- AVENANT N° 5 PARC 2000

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

ANIMATION DU TERRITOIRE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Max LEVITA, Véronique NEGRET, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie - Opéra Comédie - Convention d'occupation et d'utilisation du domaine public - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire de l'Opéra Comédie, situé boulevard Victor Hugo à Montpellier. Bâtiment emblématique du patrimoine culturel métropolitain, l'Opéra Comédie accueille actuellement la structure associative « Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée », qui y propose chaque année une importante programmation lyrique et symphonique.

L'occupation de l'Opéra Comédie est régie par une convention dont les termes ont été approuvés par délibération n°15137 du 20 décembre 2017, arrivée à échéance au 31 décembre 2021.

Considérant que le rayonnement culturel de l'Opéra Comédie ne peut être assuré qu'au travers des activités d'une association labellisée au niveau national, et porteuse de missions d'intérêt général dans les domaines de l'art lyrique et de la musique classique, il est proposé de conclure avec l'association « Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée » une nouvelle convention d'occupation temporaire de l'Opéra Comédie. Les biens mis à la disposition de l'association dans ce cadre lui permettront de développer son activité de production et de programmation d'activités artistiques, dans des conditions conformes aux besoins d'une structure bénéficiant d'un label national.

Cette convention prendra effet au titre de l'année 2022, pour un an et sera renouvelable trois fois par tacite reconduction. Elle définit l'ensemble des modalités techniques, financières et administratives inhérentes à sa mise en œuvre, en précisant notamment les conditions particulières d'utilisation des espaces, les conditions financières et fiscales applicables, ainsi que la répartition des responsabilités des parties et les prescriptions d'assurances indispensables.

Elle est conclue à titre onéreux : l'association « Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée » sera ainsi redevable à Montpellier Méditerranée Métropole d'un loyer annuel fixé à 245 000 €, et indexé sur l'évolution de l'indice du coût de la construction. Enfin, elle prévoit que l'occupant mette à disposition à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole la grande salle de l'Opéra Comédie 10 jours par an, ainsi que la salle Molière 20 jours par an.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole

- D'approuver les termes de la convention d'occupation et d'utilisation du domaine public avec l'Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée ;
- De dire que les recettes correspondantes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Coralie MANTION, M. Eric PENSO, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204542-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet Convention AOT Opera Comedie.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOU.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Max LEVITA, Véronique NEGRET, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - École Nationale Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD), État et Montpellier Méditerranée Métropole - Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La présente convention a pour objet d'établir le cadre contractuel entre l'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD) et les partenaires publics pour la mise œuvre du cursus de formation supérieure du comédien dans le cadre d'un projet artistique et pédagogique singulier inscrit dans les objectifs que se sont fixés les établissements signataires de la plateforme de l'enseignement supérieur pour la formation des comédiens, à savoir :

- La mise en réseau de ces établissements ;
- Le partage des principes et des modalités d'organisations communs dans le respect des spécificités de chacun ;
- La délivrance du diplôme national supérieur professionnel de comédien, conformément au décret n°2007-1678 du 27 novembre 2007 et de définir les modalités de son évaluation au travers des objectifs concrets.

L'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD), s'engage, pour sa part, à mettre en œuvre en cohérence avec les orientations des politiques publiques de la culture menées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Le développement d'une stratégie visant à structurer et renforcer ses différentes filières de spectacles vivant (Musique, Danse, Théâtre, Cirque et Arts de la Rue) de la formation jusqu'au rayonnement national en passant par le soutien à l'émergence et l'insertion professionnelle en s'appuyant sur ses équipements et ses partenaires tel que préconisé dans une étude interne réalisée en octobre 2017 ;
- L'inscription territoriale d'une offre culturelle et des propositions artistiques au plus près des habitants sur l'ensemble de son territoire. Cette ambition se décline également par une articulation et la construction conjointes de propositions fortes et novatrices avec l'ensemble de ses établissements et partenaires privilégiés afin de constituer une action construite qui engagent durablement les projets artistiques, pédagogiques et de médiations de chacun. A cet effet, la stratégie prioritaire de Montpellier Méditerranée Métropole s'inscrit dans le développement des partenariats avec les opérateurs du territoire des 31 communes mais au-delà. L'enjeu de la candidature de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour devenir, en 2028, capitale européenne de la Culture repose sur une collaboration étroite entre les partenaires et les institutions d'une zone géographique riche qui s'étend de Sète jusqu'à la Vallée de l'Hérault, c'est bien dans cet esprit de collaboration que se dessine l'axe de politique culturelle dans lequel les projets des établissements doivent s'inscrire

Cette convention fixe :

- Les objectifs pour les cinq années à venir :
 - Structurer la démarche qualité, en termes pédagogique et de soutenabilité ;
 - Renforcer le suivi de l'insertion professionnelle ;
 - Pérenniser la structuration de l'équipe permanente de l'école et de ses outils de travail ;
 - Pérenniser les nouveaux modes d'accompagnement de l'insertion professionnelle ;
 - Développer les partenariats avec des opérateurs du territoire ;
- Les modalités de financement et les relations avec ses partenaires institutionnels ;
- Les conditions de suivi et d'évaluation du projet.

Les partenaires institutionnels financiers de l'association sont : l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole. Ils s'engagent au travers de cette convention à apporter leur concours financier durant les quatre prochaines années pour un montant finalisé qu'après le vote des Assemblées délibérantes respectives, dans le respect du principe de l'annualité budgétaire.

Pour chaque exercice budgétaire, une convention financière annuelle bilatérale fixera le montant de la subvention allouée par Montpellier Méditerranée Métropole et précisera notamment les conditions de mandatement, les règles de caducité et les conditions de la restitution éventuelle de la subvention.

Outre sa contribution financière annuelle, Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition de l'association ENSAD, les biens immeubles et meubles dont elle est propriétaire et édifiés par elle sur deux sites : la Maison Louis Jouvét et le Hangar Théâtre. Cette mise à disposition fait l'objet d'une convention distincte entre Montpellier Méditerranée Métropole et de l'association.

Le projet d'établissement de l'ENSAD est en adéquation avec les modalités de soutien aux artistes du spectacle vivant prévues par la délibération n°M2021-52 votée par Montpellier Méditerranée Métropole le 1er février 2021 qui précise son souhait de développer un projet de politique culturelle solidaire et responsable contribuant à la régulation de l'écosystème artistique sur son territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens entre l'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique de Montpellier Languedoc Roussillon, l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'en 2025 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Mathilde BORNE, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-205104-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CPO ENSAD 21à 25.doc mentions Métro (004).doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Max LEVITA, Véronique NEGRET, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Maison Louis Juvet et Théâtre du Hangar - Conventions d'occupation du domaine public avec l'association École Nationale Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD) - Subventions en nature - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Dans le cadre de la convention de création du département d'art dramatique du Conservatoire à Rayonnement Régional entre l'Etat - Ministère de la culture et de la communication et Montpellier Méditerranée Métropole, et en vue de l'habilitation à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de comédien, a été constituée une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée : « *Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique de Montpellier Languedoc-Roussillon* » (ENSAD).

L'ENSAD a pour objet de mettre en œuvre le cursus de formation supérieure du comédien dans le cadre d'un projet artistique et pédagogique singulier inscrit dans les objectifs que se sont fixés les établissements signataires de la plate-forme de l'enseignement supérieur pour la formation des comédiens, à savoir :

- La mise en réseau de ces établissements ;
- Le partage des principes et de modalités d'organisations communs dans le respect des spécificités de chacun ;
- La délivrance du diplôme national supérieur professionnel de comédien, conformément au décret n°2007-1678 du 27 novembre 2007.

Les espaces occupés par l'association dans le cadre de ses activités étant propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, il y a lieu de renouveler les conventions d'occupation.

Ces conventions concernent la Maison Louis Juvet, siège historique de l'association, située rue Lallemand, à Montpellier, ainsi que le Théâtre du Hangar, situé au cœur du quartier Boutonnet, à Montpellier également, qui a été mis à disposition de l'ENSAD au terme d'un vaste programme de réhabilitation, en vue de la création d'un pôle d'enseignement de l'art dramatique d'envergure nationale, au sein d'un véritable théâtre en activité.

Ces conventions définissent les modalités techniques et financières de l'occupation des lieux, en précisant notamment les conditions d'utilisation des espaces, la répartition des responsabilités entre les parties et les prescriptions d'assurances indispensables.

L'occupation est consentie à titre gracieux et valorisée au titre de subvention en nature pour des montants respectifs de 148 250 € et 239 000 € pour la Maison Louis Juvet et le Théâtre du Hangar.

Ces conventions prendront effet au titre de l'année 2022 et jusqu'au 31 décembre 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des conventions d'occupation du domaine public avec l'association Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique de Montpellier Languedoc-Roussillon ;
- De porter au compte administratif de Montpellier Méditerranée Métropole le montant de ces subventions en nature ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Mathilde BORNE, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204534-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AOT ENSAD Maison Louis Juvet .pdf
- AOT ENSAD Theatre du Hangar .pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUŁ.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Max LEVITA, Véronique NEGRET, Yvan NOSBE, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Salle Victoire 2 - Convention d'occupation temporaire du domaine public entre l'association Stand'Art et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Inaugurée en 1987 par le District de Montpellier, Victoire 2 est un lieu dédié aux musiques actuelles, comprenant une salle de concert de 660 places debout et 6 studios de répétition, implanté en zone péri-urbaine sur la Commune de Saint Jean de Védas. Depuis son ouverture, cet équipement propose une programmation musicale régulière et accueille les musiciens en répétition. Des actions de repérage et d'accompagnement artistique, d'information et de sensibilisation des publics ont été développées en réponse à l'évolution des pratiques musicales.

L'exploitation de cet équipement est confiée à l'association Stand'Art par Montpellier Méditerranée Métropole, qui le met à disposition dans le cadre d'une convention d'occupation temporaire du domaine public, qui arrive à terme en 2022.

Considérant que l'association Stand'Art mène dans cet espace une activité relevant de l'intérêt général, qui contribue à développer la diffusion, la formation et les pratiques, et accompagner la création artistique dans le domaine des musiques actuelles, il est proposé d'établir au profit de celle-ci une nouvelle convention d'occupation temporaire de la salle Victoire 2, prévue à l'article 6 de la convention pluriannuelle d'objectifs conclue pour la période 2021-2024 approuvée par délibération M2021-253 du 7 juin 2021.

Cette convention, qui prendra fin au 31 décembre 2024, afin de correspondre à l'échéance de la convention d'objectifs, fixe toutes les modalités techniques, financières et juridiques de la mise à disposition ; elle fixe notamment une redevance annuelle dont la part fixe est établie à 6 600 € HT pour la première année, et la part variable à 1% du chiffre d'affaires HT identifié par les produits commerciaux rattachés au compte 70 - ventes de marchandises et prestations de l'Association, sous conditions que le résultat net de l'exercice et que les capitaux propres soient positifs et que le montant des ressources propres excèdent 70% des ressources de la structure (à volume de subvention constant par rapport à l'exercice de référence 2022).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention d'occupation temporaire de la salle Victoire 2 à intervenir avec l'association Stand Art ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204586-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Victoire 2- Convention AOT 2022 v4.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Max LEVITA, Véronique NEGRET, Yvan NOSBE, Bernard TRAVIER

Animation du territoire – Ancien Evêché - Fixation du montant de la redevance pour l'occupation temporaire du domaine public - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un certain nombre de locaux pouvant servir ponctuellement et temporairement à accueillir des associations qui en feraient la demande. L'Ancien Evêché, situé rue Lallemand, peut ainsi être mis à disposition d'associations dans le cadre de conventions d'occupation temporaires du domaine public. Certains espaces (pièces, bureaux, sanitaires) peuvent être dédiés à des activités associatives.

Pour établir une convention avec redevance d'occupation du domaine public en contrepartie de l'obtention d'un droit d'occuper temporairement à titre privatif le domaine public de la collectivité (article L. 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques), la valorisation des espaces de l'Ancien Evêché mis à disposition est fixée à 30 € le m² pour 12 mois. Le montant de la redevance est donc calculé au prorata de la durée de la convention et des surfaces occupées.

Il est fixé également une participation forfaitaire aux dépenses énergétiques prises en charge directement par la Collectivité. Ce forfait est calculé au regard des dépenses réelles de l'année N-1 de la convention et au prorata des surfaces occupées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la fixation des taux de redevance d'occupation du domaine public tel que défini ci-dessus ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-202311-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Max LEVITA, Véronique NEGRET, Yvan NOSBE, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Réseau des piscines - Opération Téléthon 2022 - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association Française contre les Myopathies (AFM) - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole contribue activement au développement de la pratique sportive sur son territoire. Pour ce faire, elle favorise notamment l'apprentissage de la natation et du patinage scolaire et permet aux clubs et associations sportives de la Métropole qui le souhaitent, de bénéficier de ses installations sportives (stades, piscines, etc.) à des tarifs préférentiels.

Consciente que l'amélioration du bien-être de ses habitants, en cohérence avec la définition de la Santé de l'Organisation Mondiale de la Santé, est directement liée à la recherche et au développement scientifiques, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite s'engager aux côtés d'associations mobilisées dans ce domaine.

Le Téléthon, créé depuis 1987 par l'Association Française contre les Myopathies (AFM), a pour but de financer des projets de recherche sur les maladies génétiques neuromusculaires, mais aussi sur d'autres maladies génétiques rares ou encore le cancer. L'argent collecté est également utilisé pour aider et accompagner les malades atteints de myopathie.

Pour soutenir cette cause, le Réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole souhaite se mobiliser sportivement et financièrement en faveur de cette cause le 3 décembre 2022.

Durant cette journée, de multiples animations seront organisées et mises en œuvre par les éducateurs sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole et les associations sportives dans les établissements aquatiques : cours d'aquabike, d'aquagym, baptêmes de plongée, défis sportifs, jeux aquatiques, etc.

Toutes les recettes d'entrées de cette journée – les tarifs habituels demeurant applicables – ainsi que les dons éventuels, seront intégralement reversés à l'AFM au titre de l'édition 2022 du Téléthon.

Il est proposé de signer un contrat d'engagement avec l'AFM, définissant les modalités du partenariat et les conditions de reversement total des recettes journalières du réseau des piscines au bénéfice de la recherche.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association Française contre les Myopathies à occasion de l'édition 2022 du Téléthon ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204133-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention AFM Téléthon.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

ATTRACTIVITE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence BRAU, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Bernard TRAVIER

Attractivité - Convention financière entre l'Association de Promotion des Flux Touristiques et Economiques (APFTE) et Montpellier Méditerranée Métropole - Remboursement des sommes reçues de Ryanair - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

L'Association de Promotion des Flux Touristiques et Economiques (APFTE) est une association loi 1901 créée en 2010 par la Chambre du commerce et de l'industrie de Montpellier avec plusieurs entreprises, collectivités territoriales et leurs groupements. L'association a pour objet *« la promotion et le développement du tourisme, y compris d'affaires sur le territoire par des marchés de promotion, l'achat de publicités sur internet et de prestations marketing ou tout autre support publicitaire tel que la participation à des foires et salons, pour attirer une clientèle internationale »*.

L'association a conduit entre 2010 et 2017 une politique publique de développement de la fréquentation touristique de son territoire Montpelliérain, basée sur diverses études révélant l'impact des flux touristiques européens, issus de nouvelles connexions de transports, sur les économies locales et régionales. Montpellier Méditerranée Métropole, au même titre que plusieurs autres collectivités publiques, a décidé d'accorder durant plusieurs années une subvention à cette association. Ces subventions ont permis à l'APFTE de passer des contrats de services de marketing territorial visant à promouvoir la destination Montpellier, avec plusieurs compagnies aériennes, dont la société irlandaise Ryanair.

Par décision du 2 août 2019 concernant l'aide d'Etat SA.47867 2018/C (ex 2017/FC) mise à exécution par la France en faveur de Ryanair et d'Airport Marketing Services, la Commission européenne a ordonné à la France de récupérer auprès de Ryanair les aides illégales et incompatibles accordées par l'APFTE dans le cadre des contrats de services de marketing conclus avec la compagnie aérienne Ryanair depuis 2010. En exécution de cette décision, Ryanair a remboursé à l'APFTE un montant de 9 206 324,40 €, ce montant correspondant aux aides à récupérer, augmentées d'intérêts.

Cette décision de la Commission a fait l'objet d'un recours en annulation le 3 février 2021 de la part de la Société RYANAIR devant le Tribunal de l'Union européenne, en vertu de l'article 263 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Ce recours qui n'est pas suspensif est toujours pendant. Un pourvoi sera ensuite possible devant la Cour de Justice de l'Union européenne.

La décision de la Commission européenne du 2 août 2019 n'étant pas définitive, les sommes versées par Ryanair ne sont donc pas définitivement acquises.

Montpellier Méditerranée Métropole a émis le souhait de récupérer la somme qui potentiellement pourrait lui revenir en cas d'issue favorable de la procédure. Cette somme est de 2 777 572,94 € (deux millions sept cent soixante-dix-sept mille cinq cent soixante-douze euros et quatre-vingt-quatorze centimes), pouvant être décomposée en 2 599 317,71 € de principal et 178 255,23 € d'intérêts.

Toutefois, consciente de l'absence de caractère définitif de la décision de la Commission européenne qui a entraîné le versement de la somme de 9 206 324,40 € par la Société Ryanair, et désireuse de garantir l'APFTE et ses dirigeants de toute demande en ce sens par la Société Ryanair, Montpellier Méditerranée Métropole entend pleinement garantir l'APFTE du remboursement immédiat des sommes reversées en cas d'annulation de la décision de la Commission par le Tribunal de l'Union européenne et éventuellement par la Cour de justice de l'Union européenne en cas de pourvoi.

La présente convention a ainsi pour objet :

- De définir le principe et les modalités de recouvrement, relatif à la quote-part de Montpellier Méditerranée Métropole (soit 2 777 572, 94 €) au titre du montant reversé par la Société Ryanair à l'APFTE (soit

9 206 324, 40 €) ;

- De garantir l'APFTE du remboursement immédiat des sommes reversées en cas d'annulation de la décision de la Commission du 2 août 2019 concernant l'aide d'Etat SA.47867 2018/C (ex 2017/FC) par le Tribunal de l'Union européenne et éventuellement par la Cour de justice de l'Union européenne en cas de pourvoi.

En conséquence il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention entre l'APFTE et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Christian ASSAF, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204065-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention bipartite APFTE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence BRAU, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Véronique NEGRET, Bernard TRAVIER

Attractivité - Contrat de destination marque internationale "Montpellier" entre Montpellier Méditerranée Métropole, Atout France, le Comité Régional de Tourisme et de Loisirs Occitanie, l'Agence Départementale de Développement Touristique de l'Hérault et l'Aéroport Montpellier Méditerranée - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Dans un contexte de forte concurrence et d'évolution des attentes des clientèles, la Région Occitanie a choisi de s'appuyer sur huit destinations touristiques de notoriété internationale : son littoral, le canal du Midi, les Pyrénées, la Vallée de la Dordogne, Lourdes, Montpellier, Toulouse, et le Sud Massif central. Cette logique de destination stratégique doit permettre de s'appuyer sur des marques touristiques de renommée internationale pour mutualiser les moyens des acteurs régionaux, favoriser une meilleure performance du marketing touristique, et développer et renforcer sa capacité de rayonnement en France et à l'international.

Chacune de ces destinations s'incarne à travers une marque forte, c'est-à-dire un ensemble touristique identitaire et cohérent, dépassant les logiques administratives. Facile à identifier, à partager, ces destinations constituent de véritables médias, porteurs de messages personnalisés pour les clientèles et vecteurs de liens entre les touristes, les socio-professionnels et les habitants.

A cet effet, la Région Occitanie et Atout France ont décidé de s'engager dans la création de destinations « marques internationales » à travers des Contrats de Destination ou Thématique, afin de contractualiser avec leurs partenaires publics et privés et s'entendre sur des objectifs communs, sur les axes stratégiques et les grands principes des plans d'actions de chacune des marques de destinations.

Le présent Contrat de Destination a pour objet de définir et contractualiser des objectifs communs répondant à des considérations d'intérêt général s'agissant de la destination Montpellier, ainsi que l'ambition et les actions réciproques entre le Comité Régional du Tourisme et des Loisirs d'Occitanie et ses cocontractants publics et privés engagés ou souhaitant s'engager dans la stratégie de la destination touristique.

Le présent Contrat de Destination Montpellier fédère les parties prenantes (la Métropole, Atout France, le Comité Régional de Tourisme et des Loisirs, l'Agence de développement touristique de l'Hérault et l'aéroport de Montpellier) sur les trois prochaines années et affirme la volonté des co-contractants de développer l'attractivité et l'économie de toutes les activités touristiques dans une approche de tourisme durable et responsable.

Ce contrat de destination souhaite proposer de nouveaux moments d'expériences disruptifs de l'offre *city break* habituelle en mêlant tourisme urbain, culture et patrimoine, saveurs, mer, nature et paysages, selon les objectifs suivants :

- Développer une offre additionnelle à l'expérience *city break* et donner la possibilité d'augmenter la durée du séjour (5 - 6 jours) par une complémentarité Ville – Vigne – Mer ;
- Amplifier le travail entrepris sur l'œnotourisme avec le label Vignobles et Découvertes ;
- Asseoir la destination dans une dynamique de tourisme durable en favorisant les expériences de mobilités douces pour venir et séjourner.

Pour la mise en œuvre de ces objectifs communs, les cocontractants s'engagent à mutualiser des moyens humains et techniques pendant 3 ans, à compter de la date de signature du présent Contrat de Destination, afin d'optimiser leurs actions et de contribuer au développement économique de la destination touristique sur les différents volets qui seront déployés simultanément.

Les cocontractants se sont entendus sur un principe de co-financement sur 3 ans du Contrat de Destination de 2023 à 2025. L'engagement financier de la Métropole s'élève à 60 000€ TTC par an ; des budgets

équivalents seront engagés par le GIE Atout France et le CRTL Occitanie.

Par ailleurs, dès 2023, d'autres partenaires institutionnels et privés sont également susceptibles de s'impliquer dans cette démarche.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes du Contrat de Destination Montpellier marque internationale ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 9 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, Mme Eliane LLORET, M. Cyril MEUNIER, M. Yvon PELLET, Mme Claudine VASSAS MEJRI, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-206118-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONTRAT DE DESTINATION MONTPELLIER.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Attractivité - Cité intelligente - Convention d'obtention de subvention être Montpellier Méditerranée Métropole et la Banque des Territoires pour l'appui à la mise en œuvre de solutions en faveur de l'inclusion numérique des Très Petites Entreprises (TPE) en Quartier Politique de la Ville (QPV) - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Selon une récente étude de la Banque des Territoires, plus de 2 Très Petites Entreprises (TPE) sur 3 seraient encore éloignées du numérique (2,5 millions de TPE), c'est à dire non autonomes sur des usages numériques professionnels essentiels au développement, voire au maintien, de leur activité. Exacerbées par les mesures de confinement des années 2020 et 2021, les inégalités en matière d'accès et d'usages du numérique parmi les TPE françaises s'illustrent désormais comme un enjeu économique, territorial et social de premier ordre. Ces petites structures représentent en effet 96% des entreprises françaises et contribuent à hauteur de 9% du PIB français. L'absence d'accompagnement pourrait créer de réelles ruptures au sein de la société.

Face à ce constat et dans le cadre du plan France Relance, la Banque des Territoires / Caisse des Dépôts et Consignations s'implique aux côtés des collectivités territoriales pour accompagner les TPE éloignées du numérique, et ainsi, renforcer l'attractivité des territoires par le biais d'un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI).

Montpellier Méditerranée Métropole est l'une des vingt collectivités lauréates de cet AMI qui bénéficient désormais d'un accompagnement méthodologique dans la mise en place de leur stratégie d'inclusion numérique des TPE et l'opérationnalisation de leurs actions s'inscrivant dans ce cadre à l'échelle de leur territoire. La Banque des Territoires a appuyé et animé cette communauté de collectivités et leurs partenaires afin qu'elles puissent solliciter un financement pour concrétiser ou accélérer leurs projets.

Cette action proposée est en lien avec le dispositif public « *Quartiers Productifs* » de la Banque des territoires, dont les 4 priorités sont :

- Le soutien à l'entrepreneuriat ;
- Le développement du commerce et de l'artisanat ;
- L'implantation d'activités productives ;
- La transition numérique.

Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée depuis plus de 10 ans dans l'intégration du numérique dans ses politiques publiques. La Cité intelligente constitue la stratégie d'innovation numérique, globale, partenariale et multisectorielle du territoire qui concilie les aspects sociaux, environnementaux et économiques. Soucieuse de favoriser la cohésion sociale, Montpellier Méditerranée Métropole, reconnue « *Territoires d'Actions pour un Numérique Inclusif* » (TANI), label du Programme Société Numérique de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, promeut un développement inclusif du numérique : les nouveaux services en ville doivent aussi s'adresser à tous les citoyens et contribuer à répondre aux enjeux sociétaux (autonomie, santé, mobilité, éducation, lien social).

Il s'agit d'élaborer un parcours en faveur de l'autonomie numérique des TPE en Quartier Politique de la Ville (QPV) qui s'inscrit dans la stratégie d'inclusion numérique pilotée par la Métropole et le Centre d'Expérimentation Sociale du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier, et qui répond aux objectifs de développement économique en levant les freins identifiés de ces dernières.

Les profils des entrepreneurs ciblés par l'action sont à la croisée des indices de fragilités numériques : ces publics, qui restent encore peu présents dans les lieux d'inclusion numérique du fait des horaires et des services pas suffisamment adaptés au milieu des entreprises, peuvent être considérés comme des publics en difficulté numérique. Encore peu visibles, il est donc nécessaire de les repérer pour les inscrire dans un

parcours visant leur autonomie numérique sur les outils nécessaires à la pérennité de leur entreprise.

Dans cette perspective, le parcours « *Inclusion numérique des TPE* » dédié, souple et agile, personnalisé dédié aux dirigeants de TPE s'appuiera sur :

- Les missions des conseillers numériques outillés d'un parcours PIX adapté à cette cible ;
- Le déploiement de l'action « *Animation numérique de l'entreprise* » de l'association Axents sur les 12 QPV pour accompagner les entreprises sur des besoins sectoriels liés à la transformation numérique du secteur (présence en ligne, création de site Internet, démarches...) ;
- La mobilisation du Tiers lieu Gisèle-Halimi de la Métropole comme un lieu ressources ;
- L'animation du Groupe de travail spécifique à l'inclusion numérique des TPE, qui associera l'association Axents, le GIP PIX, le HUB Rhinocc, l'Université de Montpellier (laboratoire Montpellier Recherche Economie et la Chaire Cit US), les acteurs du réseau d'inclusion numérique, la Banque des Territoires, les acteurs de l'entrepreneuriat (Boutique de gestion, CCI, Chambre de métiers, AIRDIE), les associations de l'inclusion numérique présentes en QPV (Anim'Aidants 34, ADDOC, AVEC, FACE Hérault, Centre Apaj, Solidarité domtom, Tin Hinan, BVA, CLCV, ADAGES, Jasmin d'Orient, l'Accorderie, Cité citoyenne) financées par la Métropole dans le cadre du Contrat de ville ;
- La mobilisation des acteurs universitaires dans leur rôle pédagogique pour évaluer l'efficacité de ce parcours et apporter un accompagnement sur mesure. Des actions comme « *le pair à pair* » ou la valorisation d'exemples d'entrepreneurs digitalisés sur un territoire, la construction et animation d'une communauté d'entrepreneurs nouvellement digitalisés seront organisées avec la collaboration des étudiants de la Chaire Cit'Us et du laboratoire Montpellier Recherche Economie.

La Caisse des Dépôts versera à la Métropole, une subvention d'un montant maximum total de 40 000 € pour la mise en place de ce parcours. La Convention prendra effet à compter de sa signature par l'ensemble des Parties et s'achèvera au bout d'une durée d'un an.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention entre la Caisse de Dépôts et Consignations et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-201596-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- INTPE_Banque des Territoires convention_Montpellier_vBDT.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Attractivité - Cité intelligente - Projet HUT - Observatoire de l'Habitat Urbain en Transition - Convention de partenariat - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la démarche Cité intelligente, est partenaire depuis 2017 du projet HUT « *HUMAN at home project* », plateforme de recherche-action innovante ciblée sur l'interaction d'habitants avec un logement connecté. Ce projet interdisciplinaire rassemble des chercheurs de 13 laboratoires montpelliérains, les deux Universités de Montpellier, l'IMT Mines d'Alès, l'ENSAM, le CNRS, la Maison des Sciences de l'Homme et 6 entreprises.

Ce projet d'envergure nationale a pour objectif d'étudier comment les espaces connectés peuvent contribuer au bien-être de leurs habitants afin d'anticiper les nouveaux usages, d'évaluer le rôle des interfaces homme-machine et d'étudier la gestion et la protection des lacs de données générés par ces espaces. L'essence du projet HUT revient à (ré)introduire une réflexion et une expérimentation pluridisciplinaires portées par les Sciences Humaines et Sociales (SHS) dans le développement technologique (IoT, capteurs, applis, etc., toujours plus performants, innovants et sinon « *intelligents* », à tout le moins connectés) : quels usages ? Quels sens et qualité de services sont donnés à ces objets connectés par les usagers ? Quelles dimensions éthique, comportementale, relationnelle et sociétale sont à penser et à diffuser de la conception de ces systèmes à leur application jusqu'à la collecte de données dans un logement connecté ?

Cette première phase du projet HUT va se terminer, un colloque international est prévu en novembre 2022 pour la restitution des travaux de recherche. Une exposition sur les résultats pour le grand public sera alors présentée dans le réseau des médiathèques de la Métropole.

Le projet HUT s'apprête désormais à écrire une nouvelle page, avec le CROUS et le campus de l'IUT de Montpellier avec pour ambition de devenir un observatoire de l'« *Habitat Urbain en Transition* », autour de trois axes de recherche centrés sur :

- Les transitions énergétique et écologique ;
- Les transitions sociale, solidaire et culturelle ;
- Les transitions en santé et qualité de vie.

Dès lors, HUT devient un démonstrateur de la ville durable à l'échelle d'un campus pour apporter des réponses aux enjeux sociaux et sociétaux de réduction de l'empreinte écologique et de garantie d'un niveau de bien-être dans le fait d'habiter (qui intègre au logement toutes les activités au quotidien). HUT est une composante du territoire métropolitain « *laboratoire* » qui expérimente en condition réelle et implique les citoyens.

Les étudiants seront mobilisés à plus grande échelle sur les nouveaux usages dans le logement connecté et sur la santé globale dans un environnement connecté. Ils formeront un panel à la fois « *observateur* » et « *observé* » avec une démarche plus expérimentale de mise en situation pour favoriser les changements de comportement pour s'adapter aux conditions de vie, contribuer à modifier et à engendrer des comportements plus responsables.

De nouveaux laboratoires tels que l'Institut Desbrest d'Épidémiologie et de Santé Publique (IDESP) - Unité Mixte de Recherche INSERM – Université de Montpellier qui accueille des chercheurs et des praticiens de l'INSERM, de l'INRIA, de l'Université de Montpellier, du CHU de Montpellier, de CHU de Nîmes, de l'Institut du Cancer de Montpellier et du Département Universitaire de Médecine Générale de Montpellier, le Laboratoire Physiologie et médecine expérimentale du cœur et des muscles (PhyMedExp), Unité mixte de recherche INSERM, CNRS, Université de Montpellier, le Pôle chimie Balard - CNRS, Université de Montpellier et ENSCM et l'Institut Européen des Membranes - UM, CNRS, Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier, participeront à ce projet.

Ce projet s'inscrit dès lors résolument dans les orientations de Med Vallée dont les objectifs sont de fédérer les acteurs des différents écosystèmes de la recherche, de l'enseignement supérieur et des entreprises, afin de créer une dynamique innovante, collective et partagée, de manière à faire de la Métropole de Montpellier, un pôle de classe européenne en matière de santé globale.

Tout comme la première phase, HUT sera accompagné par le Comité d'éthique de la recherche de l'université de Montpellier pour favoriser en particulier la prise de conscience de l'importance des principes éthiques et déontologiques face aux questionnements soulevés par les progrès de la science et leurs répercussions sociétales contemporaines.

Afin d'amorcer cette nouvelle phase de HUT, il est proposé de participer financièrement à ce projet à hauteur de 200 000 € sur un budget de 1 500 000 € avec des cofinancements de la Région Occitanie/FEDER, de l'Etat, des entreprises. Ce financement permettra la réalisation de thèses, post-docs et au moins 10 projets de recherche appliquée, le développement du HUT'Lab - espace conception, prototypage et tests-, d'enquêtes sur panel, focus group, etc.

Une convention de partenariat prévoit les modalités de versement du co-financement de la Métropole à hauteur de 200 000 € TTC pour 3 ans, en complément des apports des universités et/ou d'entreprises et du

financement sollicité par l'Université de Montpellier auprès de la Région Occitanie, de l'Europe et de l'Etat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 16 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, Mme Mathilde BORNE, M. Christophe BOURDIN, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Eliane LLORET, Mme Coralie MANTION, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY, Mme Célia SERRANO, Mme Claudine VASSAS MEJRI, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-201639-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention 3M UM HUT 2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOSSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Attractivité - Convention de financement entre la Métropole et Occitanie Place Financière - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

A ce jour existaient sur l'Occitanie deux associations regroupant les banques autour d'un objectif d'appui au développement économique des entreprises du territoire : Club Financier Occitanie, Toulouse Place Financière. Mi-2022, les deux associations fusionnent pour devenir Occitanie Place Financière.

La nouvelle structure vise à :

- Favoriser le développement et le rayonnement des activités financières et tertiaires exercées dans la Région Occitanie au profit des acteurs économiques en général, des entreprises en particulier, et plus spécialement des TPE/PME en phase d'essor, de croissance ou de développement ;
- Permettre et faciliter le financement des dites entreprises auprès des acteurs régionaux en s'appuyant sur l'écosystème de la région ;
- Contribuer à élever l'attractivité du territoire au niveau national et international ;
- Réunir les représentants de cette communauté financière et les mobiliser au service des entrepreneurs et investisseurs.

Elle s'ouvre à un profil de membre élargi : en sus des banques, elle mobilise tout acteur du financement proposant des solutions, privés (investisseurs, assureurs, experts...). D'autre part, elle s'ouvre aussi plus largement aux institutionnels participant au développement du territoire (Collectivités, Chambres Consulaires, organismes professionnels).

Sa démarche consistera à :

- Créer et animer un réseau d'experts ;
- Créer un site internet dédié ;
- Elaborer un annuaire régional des acteurs du financement ;
- Organiser des conférences, ateliers ou webinaires thématiques, sur les enjeux et solutions de financement d'une part et sur les sujets d'actualité économique et monétaire d'autre part.

Dans cette perspective, les responsables d'Occitanie Place Financière, Maelle COUVREUX (DAF Groupe GA Smart Building, future Présidente de l'association), Stéphane LETOUCHE (ex Président du Club Financier Occitanie) et Pierre D'AGRAIN (ex Président de Toulouse Place Financière), proposent à Montpellier Méditerranée Métropole de s'associer à la démarche. La Métropole serait membre de l'association et aura un siège au Conseil d'administration. Elle participera également à la construction du programme d'animation.

Un budget annuel de 15K€ de subvention est sollicité auprès de la Métropole pour soutenir l'action de la structure. L'association s'étant créée en milieu d'année, il est proposé de proratiser l'enveloppe et d'autoriser le versement de 7.5K€ pour 2022.

Pour la Métropole, ce projet présente l'opportunité de participer à une dynamique répondant à un triple enjeu

- ⇒ Politique : confirmer l'alliance stratégique avec la Région et équilibrer les forces en ancrant l'initiative sur Montpellier ;
- ⇒ Stratégique : action collective au service du territoire en se positionnant aux côtés des acteurs clés du financement ;
- ⇒ Economique : initiative en phase avec les besoins des entreprises de croissance. Offre en parfaite synergie avec les actions existantes (le salon Transition Invest, Montpellier Capital Risque, Formation Executive Finance 3M/Labex...).

Outre la Région, la Métropole s'engagerait également aux côtés de la Banque de France, Toulouse Métropole, et les Chambres Consulaires (CCIO, CCI31 et CCI34)

« THEMATIQUE »					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
7891	OCCITANIE PLACE FINANCIERE	001165	Fonctionnement	Convention de partenariat	7 500 €
TOTAL					7500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de financement 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et Occitanie Place Financière ;
- D'autoriser le versement d'une subvention de fonctionnement de 7 500 € à Occitanie Place Financière ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203820-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Financement OPF 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Attractivité - Convention de partenariat avec la French Tech Méditerranée - Avenant n°1 à la convention de partenariat - Mise à disposition de nouveaux locaux et actualisation du concours financier global - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole intègre au nombre de ses compétences obligatoires le développement économique. Dans ce cadre, elle mène depuis plusieurs années une politique de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises issues du secteur du numérique et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation. Elle soutient également l'action menée par des associations pour favoriser le développement des entreprises innovantes en subventionnant leurs plans d'actions.

La FRENCH TECH MÉDITERRANÉE est une structure associative, labellisée le 3 avril 2019 Capitale FRENCH TECH, qui s'adresse aux entreprises innovantes du territoire de la Métropole de Montpellier et des territoires voisins.

Conformément à la délibération n°M2022-51, résultant de la séance du 25 janvier 2022, le Conseil de Métropole a approuvé les termes d'une convention de partenariat pour soutenir le fonctionnement et les actions de l'association FRENCH TECH MÉDITERRANÉE pour l'année en cours.

En 2019, la candidature de l'association FRENCH TECH MÉDITERRANÉE pour la location, dans l'HÔTEL FRENCH TECH de Montpellier, du lot 1.3 de 31,36 m², a été agréée, pour une période de 28 mois, conformément à la décision MD2019-1055. Les effectifs de l'association étaient alors projetés à 2 personnes à horizon 3 ans.

En 2022, pour conforter ses actions et poursuivre leur développement sur le territoire élargi de Montpellier Méditerranée Métropole, l'association a porté ses effectifs à 6 personnes, et, a, dans le même temps, candidaté pour la mise à disposition de locaux supplémentaires. La candidature de l'association FRENCH TECH MÉDITERRANÉE pour la location, dans L'HÔTEL FRENCH TECH de Montpellier, du lot 3.2 de 57,12 m², a été agréée, pour une période de 7 mois et 11 jours, conformément à la décision MD2022-698.

Ce nouvel agrément de la candidature de la FRENCH TECH MÉDITERRANÉE dans l'HOTEL FRENCH TECH vient modifier le concours financier global apporté par Montpellier Méditerranée Métropole, en soutien à l'association FRENCH TECH MÉDITERRANÉE. En effet, en incluant la quote-part des communs (soit 57,12 m² au global), cette mise à disposition est valorisée à 4 251,55 € HT et HC pour l'année 2022. Il est convenu avec le bénéficiaire que seront facturées sur l'année 2022 uniquement les charges et taxes soit, un total 2 834,37€ HT.

En contrepartie de cette mise à disposition, le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre un programme d'animations dédié qui garantisse la bonne utilisation de l'espace numérique collaboratif selon le calendrier de mise à disposition. Cette mise à disposition se veut transitoire dans l'attente de la disponibilité de la halle de l'innovation où il sera demandé que l'association localise son siège social opérationnel et assure une animation en lien avec ses actions et la stratégie de la Métropole dans la structuration de la filière de l'innovation.

Le présent avenant a, ainsi, pour objet d'actualiser le montant du concours financier global de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2022, initialement inscrit dans la convention de partenariat. Ce concours financier s'élève désormais à 69 251,55€ (65 000€ correspondant à la subvention de fonctionnement versée au bénéficiaire au titre du partenariat 2022, auxquels viennent s'ajouter les 4 251,55 € de valorisation des locaux mis à disposition de l'association au sein de l'HÔTEL FRENCH TECH, sous

réserve de la signature d'une convention d'occupation temporaire établie par la SERM.) Le présent avenant prenant effet à la date de sa signature et s'achevant au 31 décembre 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention de partenariat établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association FRENCH TECH MÉDITERRANÉE pour l'année 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-202113-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant_convention_2022_FTMed_V30062022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Attractivité - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature

Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations d'envergure nationale ou internationale à Montpellier, s'appuyant notamment sur le potentiel de recherche local.

Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès 2022, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

1 - World Congress of the International Society for the Study of Hypertension in Pregnancy 2022

L'Association de Prévention et d'Etudes des Maladies Moléculaire (APEMM), sous l'autorité de sa Déléguée Générale, Madame Martine LEFEVRE, organise du 29 au 31 août 2022, au Corum, une manifestation intitulée « World Congress of the ISSHP 2022 ».

Ce congrès a pour but de rassembler les professionnels de santé autour de l'hypertension pendant la grossesse. Environ 600 participants dont des professionnels de santé spécialistes de l'hypertension.

Une subvention de 6 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

2 - Salon du Tourisme et du Voyage Durable

L'association AFIVAM, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Laure GELMINI, organise du 22 au 25 septembre 2022, sur la Place Royale du Peyrou, une manifestation intitulée « Salon du Tourisme et du Voyage Durable ».

Cette manifestation a pour but de favoriser et d'encourager la pratique du voyage afin de permettre une meilleure compréhension du monde, de sa valeur et des enjeux liés à sa préservation. Des conférences de professionnels du voyage sont prévues et le salon est ouvert au grand public.

Une subvention de 20 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

3 – International Symposium on Cacao Research

Le CIRAD, sous l'autorité de son Directeur Régional Montpellier Occitanie, Monsieur Vincent FABRE-ROUSSEAU, organise du 05 au 09 décembre 2022, au Corum, une manifestation intitulée « International Symposium on Cacao Research ».

Ce congrès favorise les approches multidisciplinaires autour des grands défis de la filière cacao.

Environ 500 participants dont des chercheurs, des producteurs de cacao et des entrepreneurs sont attendus.

Une subvention de 5 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

4 – Les enjeux des jeux

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président, Monsieur Jacques MERCIER, organise du 13 au 15 décembre 2022, au Corum, une manifestation intitulée « Les enjeux des jeux ».

Ce colloque a pour objectif de réunir pour la première fois les forces des six sociétés savantes qui, en France, regroupent les chercheurs en sciences humaines et sociales (SHS) qui travaillent sur le sport. Environ 700 participants dont des spécialistes de la santé orale et de représentants des différents états membres de l'OMS sont attendus.

Une subvention de 7 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Subventions congrès					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
7252	APEMM	001138	Congrès	World Congress of ISSHP	6 000 €
6669	AFIVAM	001164	Congrès	Salon du Tourisme et du Voyage Durable	20 000 €
6894	CIRAD	001160	Congrès	International Symposium on Cacao Research	5 000 €
6928	Université de Montpellier	001092	Congrès	Les enjeux des jeux	7 000 €
TOTAL					38 000€

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs ;
- D'approuver les termes des conventions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Coralie MANTION, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204033-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1 - Convention ISSHP - APEMM.docx
- 2 - Convention AFIVAM.docx
- 3 - Convention CIRAD.docx
- 4 - Convention Enjeux des jeux - UM.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

CYCLES DE L'EAU



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Régine ILLAIRE, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Guy LAURET, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Laurent NISON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - GEMAPI - Mise en place d'une gouvernance littorale à l'échelle du golfe d'Aigues Mortes (GAM) - Création d'une entente entre Pays de l'Or Agglomération, la Communauté de communes Terre de Camargue, Sète Agglopôle Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole - Convention cadre - Autorisation de signature

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Sète Agglopôle Méditerranée, Montpellier Méditerranée Métropole, Pays de l'Or Agglomération et la Communauté de Communes Terre de Camargue partagent 60 kilomètres de littoral au sein du Golfe d'Aigues Mortes (GAM), entre Frontignan et le Grau du Roi. Ce golfe a fait l'objet au fil des années de nombreuses actions environnementales et d'aménagement du territoire menées à des échelles différentes par plusieurs acteurs sans une véritable coordination qui aurait permis de couvrir ou de mettre en relation l'ensemble des problématiques et des enjeux propres au littoral et au milieu marin.

A la suite de ce constat, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, en lien avec l'Etat et la Région Occitanie, a souhaité initier la constitution d'une gouvernance littorale qui s'appuierait sur les intercommunalités à fiscalité propre du territoire. Les quatre intercommunalités concernées ont répondu favorablement et ont mené les démarches de concertation avec les acteurs locaux : communes, conservatoire du littoral, Etablissements Publics Territoriaux de Bassin (EPTB), scientifiques, associations environnementales et groupes socio-professionnels de la pêche, des activités portuaires et nautiques..., afin de proposer une gouvernance efficiente souple à la bonne échelle géographique.

La démarche de concertation a fait ressortir les besoins et les attentes suivantes :

- Une opportunité de coordination entre maîtres d'ouvrage « *gemapiens* » et d'appui technique pour les risques littoraux : stratégie à l'échelle du GAM, expertise, mutualisation d'acquisition des données nécessaires aux projets et à la stratégie sur le GAM ;
- Une opportunité d'agir plus amplement sur le compartiment biologique : animation/gestion de sites, portage de projets opérationnels, coordination/accompagnement d'acteurs associatifs, acquisition des données nécessaires à l'ajustement des plans de gestion ;
- Une action en termes de pollution portant principalement sur le bassin versant (donc par les structures terrestres) mais des interventions à prévoir en mer, notamment les macrodéchets qui s'y accumulent ;
- Un besoin d'approche globale des sujets pour éviter de traiter un objectif sans le mettre suffisamment en relation avec d'autres considérants ;
- Un besoin de régulation des usages en mer, avec un partage de l'espace source de conflits : sensibilisation, voire coordination des actions de police et appui aux plans de balisage ;
- Le souhait d'acteurs du territoire d'être entendus, voire de participer aux décisions, notamment les pêcheurs.

Les acteurs de la concertation ont confirmé l'opportunité de créer une gouvernance littorale et ont convenu du choix privilégié par les quatre Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre d'une gouvernance à travers une entente inter-EPCI, sur le fondement des articles L. 5221-1 et L. 5221-2 du Code général des collectivités territoriales, sur une durée de 6 ans.

Cette entente inter-EPCI sera une instance de concertation, de coordination et de décision pour les 3 enjeux prioritaires identifiés :

- Les risques littoraux ;
- La biodiversité et la qualité des milieux marins ;
- Les usages.

Lors des phases de concertation, les missions suivantes ont été retenues pour chacun de ces enjeux :

- Les risques littoraux :
 - o Élaboration d'une stratégie locale s'inscrivant dans le Plan Littoral 21 (ex. mise en place d'un observatoire du littoral à l'échelle du GAM, recherche de financement...) ;
 - o Mise à disposition d'une expertise pointue, intermédiaire d'étude, veille ;
 - o Coordination des actions locales entre EPCI et lien avec les enjeux environnementaux (ex. rechargement plage, dragage des ports...) ;
- La biodiversité et la qualité des milieux marins
 - o Animation et gestion commune des enjeux biodiversité dont les 2 sites N2000 en mer ;
 - o Représentation des enjeux marins au sein des syndicats de bassin, pour améliorer la qualité des eaux et des milieux ;
 - o Montage de projets opérationnels (ex. création de nouvelles aires de cantonnement de pêche, de mouillage, de récifs artificiels, restauration d'herbiers) ;
 - o Coordination et accompagnement des actions des associations environnementales exemples : sensibilisation, nettoyage en mer et sous-marin, voire des plages ;
 - o Suivi, acquisition de connaissances ;
- Les usages en mer
 - o Appui à la planification, définition de vocation, de plan d'accès à la mer pour réduire les conflits d'usage ;
 - o Coordination et appui des plans communaux de balisage ;
 - o Sensibilisation, réduction des pratiques portant atteinte au milieu ;
 - o Appui à la coordination du pouvoir de police des maires et des affaires maritimes.

Le projet de convention cadre de l'entente définit les modalités d'organisation générale de la gouvernance entre les 4 EPCI, à savoir :

- Une instance décisionnelle, à savoir la conférence de l'entente du GAM, composée d'un élu désigné, plus un suppléant, par chaque EPCI ;
- Un comité de concertation, composé des élus désignés et des acteurs institutionnels : Etat, Agence de l'eau, Région et Départements, ... ;
- Un comité multi-acteurs, associant les communes littorales et les structures concernées par le littoral et la mer : organisations professionnelles, associations environnementales et d'usagers, scientifiques, ... ;
- Une cellule technique qui prépare et met en œuvre les projets communs fixés par l'entente inter-EPCI

Le financement du fonctionnement de l'entente est défini par la clé de répartition suivante :

- 30% pour Pays de l'Or Agglomération ;
- 30% pour Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 20% pour Sète Agglopôle Méditerranée ;
- 20% pour Terre de Camargue.

Une convention subséquente désignera l'EPCI assurant le portage administratif et technique de l'entente, les moyens humains et matériels, le financement et les modalités de contrôle par l'ensemble des parties.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention cadre définissant les modalités de l'entente organisée entre Pays de l'Or Agglomération, la Communauté de communes Terre de Camargue, Sète Agglopôle Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion intégrée du littoral et de la mer sur les enjeux des risques littoraux, de la biodiversité et la qualité des milieux marins et des usages sur le périmètre du Golfe d'Aigues Mortes ;

- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-202857-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention-entente-v8.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Régine ILLAIRE, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Guy LAURET, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Laurent NISON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - GEMAPI - Mise en place d'une gouvernance littorale à l'échelle du golfe d'Aigues Mortes (GAM) - Création d'une entente entre Pays de l'Or Agglomération, la Communauté de communes Terre de Camargue, Sète Agglopôle Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole - Convention subséquente - Autorisation de signature

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Sète Agglopôle Méditerranée, Montpellier Méditerranée Métropole, Pays de l'Or Agglomération et la Communauté de communes Terre de Camargue partagent 60 km de littoral, de Frontignan au Grau du Roi, au sein du Golfe d'Aigues Mortes (GAM). Pour répondre aux enjeux relatifs aux risques littoraux, à la biodiversité et à la qualité des milieux marins, et aux usages liés à la mer, les 4 Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) ont proposé de formaliser cette gouvernance littorale par le biais d'une entente inter-EPCI, sur le fondement des articles L. 5221-1 et L. 5221-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), sur une durée de 6 ans.

Une convention cadre définit les modalités de l'entente organisée entre les 4 EPCI autour de la gestion intégrée du littoral et de la mer sur le territoire du GAM. Cette instance de concertation, de coordination et de décision inter-EPCI vise à travailler sur les 3 enjeux prioritaires identifiés :

- Les risques littoraux ;
- La biodiversité et la qualité des milieux marins ;
- Les usages.

Le projet de convention subséquente, conformément aux stipulations de la convention cadre, précisera le contenu des missions menées par l'entente et ses modalités de fonctionnement associées, en application des articles L. 5111-1 et L. 5111-1-1 du CGCT. Elle désigne l'EPCI assurant le portage administratif et technique de l'entente, les moyens humains et matériels, le financement et les modalités de contrôle par l'ensemble des parties.

Les parties conviennent d'engager les actions suivantes, par référence aux missions générales proposées dans la convention cadre, à savoir :

- Pour les risques littoraux :
 - o Élaboration d'une stratégie locale s'inscrivant dans le Plan Littoral 21 :
 - Élaboration d'une stratégie locale avec, si besoin, établissement des études générales (dérive sédimentaire...) si les données disponibles (Etat, Région, Département...) ne suffisent pas ;
 - Élaboration ou assistance à l'élaboration d'outils de contractualisation de type PAPI littoral selon la décision et pour le compte des parties ;
 - o Mise à disposition d'une expertise pointue, intermédiaire d'étude et de veille :
 - Développement de l'expertise en appui aux maîtres d'ouvrage ;
 - Contribution à un observatoire du littoral à l'échelle du GAM (en complément ou substitution d'observatoires existants) ;
 - Coordination des actions locales entre EPCI et lien avec les enjeux environnementaux (*Exemples : rechargement plage, dragage des ports...*) ;
- Pour la biodiversité et la qualité des milieux marins :
 - o Animation et gestion commune des enjeux de biodiversité dont les 2 sites Natura2000 en mer :
 - Diagnostic des besoins en animation et gestion des enjeux biodiversité dans le périmètre d'intervention ;
 - Animation du site Natura2000 FR9101413 « *Posidonies de la côte Palavasienne* » ;
 - Coordination avec l'animation du site Natura2000 FR9102014 « *Bancs sableux de l'Espiguette* » et à terme animation de ce site ;
 - Animation et gestion des espaces et enjeux de biodiversité orphelins dans le périmètre d'intervention ;
 - Établissement et révision des plans de gestion pour le compte des parties ;

- o Représentation des enjeux marins au sein des syndicats de bassin, pour renforcer les démarches liées à la qualité des eaux et des milieux :
 - Participation aux ateliers, Cotechs et Copils portant sur les masses d'eau de transition (lagunes) ;
 - o Montage de projets opérationnels :
 - Elaboration des projets au stade pré-opérationnel pour les maîtres d'ouvrage compétents ;
 - Assistance technique et suivi de ces projets selon la décision des parties (*Exemples de projets : création de nouvelles aires de cantonnement de pêche, de mouillage, de récifs artificiels, restauration d'herbiers...*) ;
 - o Coordination et accompagnement des actions des associations environnementales :
 - Sensibilisation ;
 - Coordination d'actions de nettoyage des plages, en mer et sous-marin ;
 - o Suivi et acquisition de connaissances ;
- Pour les usages :
- o Appui à la planification, définition de vocation, de plan d'accès à la mer pour réduire les conflits d'usage ;
 - o Coordination et appui des plans communaux de balisage ;
 - o Sensibilisation et réduction des pratiques portant atteinte au milieu ;
 - o Appui à la coordination du pouvoir de police des maires et des affaires maritimes.

Il est proposé que le portage administratif et technique de l'entente soit assuré par Pays de l'Or Agglomération (POA) pendant la durée de la convention. Une cellule technique et administrative sera créée pour assurer les missions précédemment citées, elle sera constituée de 3 agents, hébergés dans les locaux de POA.

Un programme d'action et un budget prévisionnel associé sera établi et validé chaque année à l'unanimité par les 4 EPCI. Les dépenses prévisionnelles de fonctionnement de la cellule administrative et technique sont évaluées à 165 000 €, en 2023. Conformément à la clef de répartition de la convention cadre, Montpellier Méditerranée Métropole contribuera à hauteur de 49 500 € par an au fonctionnement de l'entente.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention subséquente de l'entente sur le golfe d'aigues mortes entre Pays de l'Or Agglomération, la Communauté de communes Terre de Camargue, Sète Agglopôle Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'approuver la désignation du Pays de l'Or Agglomération comme porteur administratif et technique de l'entente ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-202875-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention subséquente GAM 7.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER, Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOU.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Mylène FOURCADE, Régine ILLAIRE, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Guy LAURET, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac - Autorisation d'un système d'endiguement en application des articles L. 214-3 et R. 214-1 du Code de l'environnement - Déclaration de projet - Approbation

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n° M2021 du 29 mars 2021, le Conseil de Métropole a approuvé le dossier de demande d'autorisation du système d'endiguement de la Mosson à Juvignac, ainsi que les dossiers d'enquête préalables à la déclaration d'utilité publique (DUP), à la déclaration d'intérêt général (DIG) et à l'enquête parcellaire. Le Conseil a également autorisé Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, en vue de l'ouverture de l'enquête publique conjointe nécessaire à l'obtention de l'arrêté d'autorisation du système d'endiguement ci-dessus désigné, de la DUP, de la DIG, des éventuelles procédures d'expropriation et à requérir, à l'issue des enquêtes, le prononcé des arrêtés correspondants.

Ce projet d'aménagement de protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac a ainsi fait l'objet d'une procédure d'enquête publique conjointe, préalable à l'autorisation environnementale, à la déclaration d'utilité publique, à la déclaration d'intérêt général et enquête parcellaire, du 20 juin 2022 au 22 juillet 2022.

Conformément aux dispositions de l'article L.126-1 du Code de l'environnement, il convient maintenant de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération. Cet article L.126-1 dispose : *« La déclaration de projet mentionne l'objet de l'opération tel qu'il figure dans le dossier soumis à l'enquête et comporte les motifs et considérations qui justifient son caractère d'intérêt général. La déclaration de projet prend en considération l'étude d'impact, les avis de l'autorité environnementale et des collectivités territoriales et de leurs groupements consultés en application du V de l'article L. 122-1 et le résultat de la consultation du public. Elle indique, le cas échéant, la nature et les motifs des principales modifications qui, sans altérer l'économie générale, sont apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique. En outre elle comporte les éléments mentionnés au I de l'article L. 122-1-1 du Code de l'environnement. ».*

1. Objet de l'opération

L'objectif de l'opération consiste à protéger le quartier de la Plaine à Juvignac qui fût en grande partie inondé par les débordements de la Mosson lors de la crue du 6 et 7 octobre 2014, avec 75 habitations inondées.

L'opération consiste à aménager une digue en remblais sur une longueur d'environ 460 mètres en bordure des zones habitées du quartier de la Plaine. Cet ouvrage sera complété par un dispositif de gestion des eaux de ruissellement entre la zone habitée et la digue. Un fossé de collecte sera aménagé en pied de digue pour acheminer les eaux de ruissellement vers un bassin de 3 300 m³ avant leur évacuation vers le ruisseau de la Plaine.

Dans le cadre de ces travaux, la digue existante située en bordure de la Mosson sera arasée pour reconnecter la Mosson avec son lit majeur et lui permettre déborder dans la Plaine en cas de crues de grande ampleur.

2. Justification de l'intérêt général

Au vu :

- Des bénéfices en termes de sécurité des habitants de Juvignac, plus particulièrement ceux du quartier de la Plaine, exposés actuellement aux débordements de la Mosson ;
- De l'équilibre des grandes masses financières entre le coût du projet et le coût des dégâts qu'il permettra d'éviter en cas de crues et qui seraient évités par la mise en œuvre du projet ;
- Du bilan écologique positif du projet.

Le projet peut être reconnu d'intérêt général car il répond de manière adaptée à un enjeu majeur de sécurité publique, tout en ne présentant aucun inconvénient significatif sur le plan environnemental ou social.

3. Avis de l'autorité environnementale

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de la région Occitanie a émis un avis sur le dossier présentant le présent projet le 17 février 2022. La synthèse de cet avis est la suivante :

« Au regard du processus d'inondation du quartier de la Plaine, qui provient à la fois du pluvial et des débordements de la Mosson, et du choix du type de digue du tronçon T2 semblant reposer uniquement sur la moindre emprise sur les parcelles privées, la MRAe recommande de compléter l'étude par :

- L'historique ayant conduit à la situation actuelle et le rappel contextuel de l'origine du projet,*
- Une description des démarches entreprises en parallèle pour l'amélioration du pluvial et les principaux effets attendus ou obtenus concernant le quartier de la Plaine,*
- Une justification étayée du choix du type de digue retenu pour le tronçon T2 au regard des trois autres variantes étudiées (coût total, aspects techniques et sécuritaires, etc..) (...)»*

Du point de vue de la sécurité de l'ouvrage, la MRAe recommande que la nature du raccordement à la digue soit précisée et que les modalités de suivi et d'entretien décrites dans l'étude de danger soient rappelées au sein de l'étude d'impact.

Au regard des effets attendus du changement climatique (augmentation en intensité des phénomènes extrêmes), la MRAe recommande également d'expliquer comment la conception de l'ouvrage prend en compte ces effets.

La MRAe note que l'enjeu de préservation lié à la présence de zones humides liées à la Mosson et sa ripisylve a été pris en compte par le maître d'ouvrage qui a fait le choix de positionner l'ouvrage de protection (tronçon T2) hors de la berge de la Mosson.

Concernant la phase travaux et les nuisances qu'elle va engendrer, et au regard de la proximité immédiate des habitations, la MRAe recommande que soient présentés le plan de circulation au-delà du quartier de la Plaine et les mesures de sécurisation qui seront mises en œuvre autour du chantier. Les lieux et modalités de traitement des matériaux (criblage, traitements à la bentonite et à la chaux) devront également être décrits afin d'en estimer les impacts potentiels ; un bilan carbone ainsi que, si nécessaire, l'identification de mesures d'atténuation devront être présentés. »

Les réponses à ces demandes de précisions et de compléments ont fait l'objet d'un dossier spécifique adressé à la MRAe le 9 mars 2022. Au regard de ces éléments le dossier de demande d'autorisation environnementale a été considéré comme recevable par la Direction Départemental des Territoires et de la Mer (DDTM) qui a demandé l'ouverture de l'enquête publique à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

4. Avis des collectivités territoriales

Comme demandé par Monsieur le Préfet de l'Hérault dans l'article 7 de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique, la Commune de Juvignac concernée par le projet est appelée à donner son avis sur la demande d'autorisation environnementale du porteur du projet dès l'ouverture de l'enquête publique. La Commune de Juvignac a émis un avis favorable au projet par courrier en date du 10 août 2022.

5. Résultat de la concertation du public

A l'issue de l'enquête publique, dans son courrier du 31 juillet 2022 le commissaire enquêteur a adressé le procès-verbal de synthèse de l'enquête avec le relevé des observations du public au Président de la Métropole.

15 observations ont été émises, elles abordent les thématiques suivantes :

- La conservation et préservation des arbres ;
- La protection de la biodiversité ;
- Le maintien du sentier piétonnier au bord de la Mosson ;
- La gestion des eaux pluviales ;
- Les nuisances occasionnées par les travaux ;
- L'exploitation des ouvrages.

Les réponses à ces observations ont été apportées au commissaire enquêteur par la direction de la Métropole

porteuse du projet dans un rapport spécifique qui lui a été adressé le 12 août 2022.

Le 26 août 2022, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable et sans réserve sur :

- La demande d'autorisation environnementale assorti de recommandations ;
- L'enquête parcellaire ;
- L'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) ;
- L'enquête préalable à la déclaration d'intérêt général (DIG) relative à l'opération d'aménagements de protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac.

6. Nature et motifs des principales modifications apportées au projet

A la suite du résultat de l'enquête publique et à l'avis du commissaire enquêteur, il n'y a pas eu de modifications apportées au projet soumis à l'enquête publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De déclarer d'intérêt général le projet d'aménagement de protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac ;
- De solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault le prononcé de l'arrêté d'autorisation du système d'endiguement décrit ci-dessus, de l'arrêté de déclaration d'utilité publique et le prononcé de l'arrêté de cessibilité, avec la procédure d'urgence, des parcelles concernées par les aménagements telles que définies dans l'enquête parcellaire ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203054-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Régine ILLAIRE, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Guy LAURET, Max LEVITA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Convention de participation financière aux investissements nécessaires à l'aménagement du gué du Lez entre le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Le domaine départemental de Restinclières, espace naturel sensible de 240 hectares, constitue un site attractif pour le public et accueille plus de 100 000 visiteurs par an. Situé dans le site Natura 2000 "Le Lez", le secteur du gué du Lez est stratégique tant sur le plan environnemental que pour l'accueil du public. Au droit du Lez, le Réseau Vert® traverse une portion du cours d'eau par un passage à gué constituant un lieu emblématique et sensible du site, point d'attraction d'un large public (plus de 40000 personnes par an) du fait de sa haute valeur paysagère et écologique.

Afin de concilier fréquentation par le grand public et préservation environnementale du site, le Département de l'Hérault propose la réalisation d'un aménagement dans ce secteur en déviant le Réseau Vert® existant et en réalisant une passerelle de franchissement du Lez prenant appui sur un seuil existant. Il s'agit d'améliorer les conditions d'accès pour les cycles et les piétons au domaine de Restinclières depuis la route des Matelles, de sécuriser le franchissement du cours d'eau qui selon les conditions peut être dangereux et de préserver cette zone sensible qui constitue aussi le principal site de reproduction du Chabot du Lez, espèce protégée endémique du Lez. Cet aménagement permettra ainsi d'assurer une véritable continuité piétonne et cyclable du Réseau Vert®, et de relier le domaine de Restinclières à la source du Lez et au domaine voisin de Saint Sauveur, tout au long de l'année et quelles que soient les conditions climatiques.

Ce projet sera réalisé par le Département de l'Hérault, en qualité de gestionnaire du Réseau Vert® départemental, sur les parcelles d'assiette de l'opération. Or, si certaines de ces parcelles relèvent du domaine public départemental, d'autres sont la propriété de la Ville de Montpellier qui en a délégué la gestion à Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de ses compétences ressources en eau et GEMAPI. Afin d'autoriser la réalisation du présent projet, une convention de superposition d'affectations a été signée le 02/05/2022 entre la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault avec intervention de la Métropole en qualité de mandataire de la ville de Montpellier.

Dans le cadre de sa compétence GEMAPI, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour soutenir financièrement ce projet. Les coûts prévisionnels du programme de réalisation des travaux d'aménagement du gué du Lez, sont estimés à 408 333,33 € HT, soit 490 000 € TTC. Les travaux d'une durée de 10 mois seront réalisés en 2022/2023. La convention a pour objet de déterminer les conditions financières dans lesquelles Montpellier Méditerranée Métropole soutient les travaux d'aménagement du gué du Lez réalisés par le Département de l'Hérault.

Au regard du montant prévisionnel de l'opération, la participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à la somme de 40 833,33 € HT (soit 49 000 € TTC), représentant 10 % du montant prévisionnel des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de participation financière aux investissements, entre le Département de l'Hérault, et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Yvan NOSBE.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-202902-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- GueLez_Participation3M_Convention3M 004V2.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Travaux de desserte et d'extension du réseau d'assainissement - Convention de participation pour la réalisation d'équipements publics exceptionnels entre l'entreprise Microphyt et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

L'entreprise Microphyt dispose d'un site industriel implanté au sud de Baillargues. La société prévoit d'étendre son activité et a, pour ce faire, déposé un permis de construire en 2021, suivi d'un permis de construire modificatif. L'extension de l'activité nécessite son raccordement au réseau public d'assainissement.

La Direction Déléguée des Cycles de l'Eau (DDCE) a validé le principe d'un raccordement du site au réseau public d'assainissement. Le financement de l'extension publique de réseau nécessaire (930 ml de canalisation en refoulement Ø 110 mm) sera assuré par une participation aux équipements publics exceptionnels à charge du pétitionnaire, en application de l'article L.332-8 du Code de l'urbanisme.

L'arrêté de permis modificatif délivré par la mairie de Baillargues le 28 juin 2022 (arrêté n°ARM-2022-358) prescrit, pour le raccordement du site au réseau public d'assainissement et selon l'avis de la DDCE, une participation aux équipements publics exceptionnels de 380 000 € HT, soit 456 000 € TTC.

La convention a pour objet de fixer les conditions de la participation à la réalisation des équipements publics exceptionnels ci-dessus énoncés. Le paiement de la participation de la société Microphyt est prévu en 2 échéances et sera ajusté au coût réel des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la participation aux équipements publics exceptionnels de la société Microphyt au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, pour le raccordement des eaux usées du site industriel au réseau public d'assainissement des eaux usées ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget annexe d'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-200551-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de délibération convention PEPE Microphyt VF1.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOU.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Eau potable - Service de Sussargues - Convention technique et financière d'achat d'eau potable en gros entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des eaux et le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Au 1^{er} janvier 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole a pris la compétence eau potable de plein droit, en lieu et place des communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009. Il s'agit des communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone, auxquelles il convient d'ajouter les communes de l'ex-syndicat du Salaison, Jacou, Le Crès et Vendargues, depuis l'arrêté préfectoral 2013-1-1192 du 19 juin 2013, qui a mis fin à l'exercice de la compétence eau potable du syndicat à compter du 1^{er} juillet 2013. Elle est substituée aux communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-les-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas et Saussan au sein du Syndicat du Bas Languedoc (SBL). Elle est également substituée aux communes de Baillargues, Beaulieu, Castries, Clapiers, Castelnau-le-Lez, Montaud, Restinclières, Saint-Drézéry et Saint Génès des Mourgues, au sein du Syndicat Mixte de Garrigues Campagne (SMGC).

Par délibération en date du 28 avril 2015, le Conseil Métropolitain a créé l'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, en charge du service public de l'eau potable sur les treize communes où la Métropole exerçait en direct sa compétence. La Métropole définit la politique de l'eau et en fixe les grands objectifs et la Régie est chargée de gérer le service public industriel et commercial de l'eau potable et celui de l'eau brute et rend compte à l'autorité organisatrice de l'accomplissement de ses missions.

Créé par arrêté préfectoral en date du 1^{er} décembre 1931, le Syndicat de Garrigues Campagne devenu mixte aux termes de l'arrêté préfectoral N° 2009-1-4210 en date du 28 décembre 2009 par le mécanisme de la représentation substitution, exerce la compétence eau potable ainsi qu'une compétence à la carte, celle de l'eau brute. Il est composé de, la Communauté de communes du Grand Pic Saint Loup (10 communes), Montpellier Méditerranée Métropole (9 communes), ainsi qu'en adhésion directe les Communes de Boisseron, Galargues, Garrigues, et Campagne adhérentes à la Communauté de Communes du Pays de Lunel.

Historiquement, la commune de Sussargues était alimentée en eau de manière unique par deux forages dits « *de Garrigues Basses* » qui présentaient des problèmes récurrents de qualité avec la détection de produits phytosanitaires ayant abouti à leur classement en captage prioritaire par la loi Grenelle I. En outre, la formation aquifère sollicitée par ces captages présente un déficit quantitatif qui nécessite une réduction des prélèvements en eau globaux. Ainsi, la Métropole, en concertation avec la Régie des Eaux, a décidé d'abandonner le captage « *de Garrigues Basses* » et de recourir pour la satisfaction des besoins en eau permanents de la commune de Sussargues à une interconnexion avec les réseaux du SMGC. Cette décision s'est traduite par une convention technique et financière entre les trois parties, approuvée par délibération du Conseil de Métropole en date du 28 juin 2017.

Le SMGC, poursuivant sa politique de préservation et diversification de ses ressources en eau, a mis en service fin 2021 une unité de potabilisation de l'eau en provenance majoritairement des canaux Bas-Rhône et du Languedoc (BRL). Cette opération entraîne un surcoût de production du mètre cube d'eau traitée valorisé à 0,1360 € HT. L'eau livrée sera ainsi facturée au prix de 0,4696 € (valeur 01/01/2022) hors taxes et hors redevances par mètre cube enregistré au point de livraison.

Le présent avenant actualise ainsi les conditions techniques et financières applicables aux volumes d'eau potable fournis par le SMGC à la Régie des Eaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention d'achat d'eau en gros entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte Garrigues Campagne ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-202782-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant1_Convention_Sussargues.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Eau potable - Service de Saint-Brès - Convention d'achat d'eau potable en gros et de participation financière aux travaux d'adduction entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des Eaux et le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Au 1^{er} janvier 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole a pris la compétence eau potable de plein droit, en lieu et place des communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009. Il s'agit des communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone, auxquelles il convient d'ajouter les communes de l'ex-syndicat du Salaison, Jacou, Le Crès et Vendargues, depuis l'arrêté préfectoral 2013-1-1192 du 19 juin 2013, qui a mis fin à l'exercice de la compétence eau potable du syndicat à compter du 1^{er} juillet 2013. Elle est substituée aux communes de Courmonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-les-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas et Saussan au sein du Syndicat du Bas Languedoc (SBL). Elle est également substituée aux communes de Baillargues, Beaulieu, Castries, Clapiers, Castelnau-le-Lez, Montaud, Restinclières, Saint-Drézéry et Saint Génès des Mourgues, au sein du Syndicat Mixte de Garrigues Campagne (SMGC).

Par délibération en date du 28 avril 2015, le Conseil Métropolitain a créé l'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, en charge du service public de l'eau potable sur les treize communes où la Métropole exerçait en direct sa compétence. La Métropole définit la politique de l'eau et en fixe les grands objectifs et la Régie est chargée de gérer le service public industriel et commercial de l'eau potable et celui de l'eau brute et rend compte à l'autorité organisatrice de l'accomplissement de ses missions.

Créé par arrêté préfectoral en date du 1^{er} décembre 1931, le Syndicat de Garrigues Campagne devenu mixte aux termes de l'arrêté préfectoral N° 2009-1-4210 en date du 28 décembre 2009 par le mécanisme de la représentation substitution, exerce la compétence eau potable ainsi qu'une compétence à la carte, celle de l'eau brute. Il est composé de, la Communauté de communes du Grand Pic Saint Loup (10 communes), Montpellier Méditerranée Métropole (9 communes), ainsi qu'en adhésion directe les Communes de Boisseron, Galargues, Garrigues, et Campagne adhérentes à la Communauté de Communes du Pays de Lunel.

Par convention en date du 16 décembre 2019, la Métropole, sa Régie des Eaux et le SMGC ont convenu des modalités techniques et financières de livraison d'eau potable en gros à partir des réseaux du SMGC pour le service d'eau potable de la commune de Saint-Brès. L'alimentation en eau potable du service de la Commune de Saint-Brès est ainsi assurée par le captage de l'Olivette à hauteur de son autorisation réglementaire actuelle (37 m³/h) et par l'appoint apporté par le SMGC (40 m³/h en période de pointe) via une adduction entre Castries et Baillargues réalisée en 2020 par ce dernier avec le concours financier de la Régie. En cas de problème sur le captage, l'ensemble des besoins pourra être sécurisé par le SMGC à hauteur de 100 m³/h.

Des modifications substantielles intervenues fin 2021 au niveau du système de production d'eau du SMGC rendent nécessaires la modification de la convention initiale, modalité prévue à l'article XII. Le SMGC, poursuivant sa politique de préservation et diversification de ses ressources en eau, a mis en service fin 2021 une unité de potabilisation de l'eau en provenance majoritairement des canaux BRL. Cette opération entraîne un surcoût de production du mètre cube d'eau traitée valorisé à 0,1360 € HT. L'eau livrée sera ainsi facturée au prix de 0,4696 € (valeur 01/01/2022) hors taxes et hors redevances par mètre cube enregistré au point de livraison.

Le présent avenant actualise ainsi les conditions techniques et financières applicables aux volumes d'eau potable fournis par le SMGC à la Régie des Eaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention d'achat d'eau en gros entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat mixte Garrigues Campagne ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-202783-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant1_Convention_ St Brès.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOU.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Projet de solidarité internationale - Projet "clés en main : les territoires face aux enjeux de la gestion durable de l'eau" - Convention de partenariat multipartite avec Occitanie Coopération - Convention d'attribution de subvention - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

La loi n° 2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des Agences de l'Eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement (dite « loi OUDIN-SANTINI ») offre la faculté à l'Agence de l'Eau et aux collectivités territoriales de mener des actions de coopération internationale, dans la limite de 1% de leurs ressources et avec le concours possible de leurs agents.

Montpellier Méditerranée Métropole développe des projets de solidarité internationale dans deux domaines :

- Politique de l'Eau (dispositions loi OUDIN-SANTINI - création du fonds Eau en 2015) : une dizaine de projets en Afrique / Inde / Haïti a été soutenue financièrement (180 000 €), ces financements de la Métropole activant d'autres financements conséquents de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée & Corse (RM&C) ;
- Politique Agroécologique et Alimentaire : un projet en cours (Rufisque).

Depuis 2020, la Direction pour l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales (DAECT) du ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères propose un appel à projets innovant, le « clés en main ». Il permet aux associations ou Groupements d'Intérêt Public ayant des collectivités membres de proposer des projets de coopération mutualisés, fédérant un minimum de cinq collectivités. Les réseaux régionaux multi-acteurs (RRMA), tels que Occitanie Coopération, se sont ainsi positionnés pour faire émerger ces initiatives communes à plusieurs collectivités.

Occitanie Coopération a proposé à plusieurs collectivités du territoire régional, dont la Montpellier Méditerranée Métropole un projet mutualisé « clés en main ». Le réseau a identifié une thématique (la gestion intégrée des ressources en eau) et une zone géographique (la Méditerranée, notamment le Maroc et la Palestine) qui pourrait susciter l'intérêt de plusieurs collectivités et de leurs partenaires.

Les objectifs du projet « Clés en Main » sont les suivants :

- Faciliter les échanges entre les collectivités d'Occitanie, du Maroc et de la Palestine, sur la thématique de la gestion durable de l'eau ;
- Favoriser l'émergence de nouvelles coopérations et consolider les coopérations existantes en cohérence avec les enjeux du territoire ;
- Assurer une gestion durable et intégrée des ressources en eaux sur les différents territoires et participer à l'atteinte des objectifs de développement durable des Nations Unies.

De par son format, le projet vise également à favoriser la dynamique de coopération internationale avec d'autres collectivités du territoire régional (Métropoles, Région, Départements, EPCI, Communes), autour d'un enjeu majeur en Méditerranée : la gestion de la ressource en eau, sur lequel la Région et les acteurs du territoire régional disposent d'une forte expertise (Pôle Aquavalley, BRL notamment).

Pour atteindre ces objectifs, le projet prévoit notamment, l'accueil de délégations en Occitanie et notamment à Montpellier, et réciproquement l'envoi de délégations françaises au Maroc et/ou en Palestine. Ces rencontres seront l'opportunité d'un partage d'expériences et d'expertises entre élus, agents des collectivités et experts issus du milieu universitaire, associatif ou économique.

Les autres collectivités partenaires de ce projet sont les suivantes : Région Occitanie, le Département de

l'Aude, Montpellier Méditerranée Métropole, la Commune de Colomiers et la Commune d'Argelès sur Mer.

La mise en œuvre opérationnelle de ce projet est confiée à Occitanie Coopération.

Afin d'entériner ces accords, il est proposé la signature de deux conventions :

- Une convention de partenariat multipartite, entre, d'une part, Occitanie Coopération, et, d'autre part, Montpellier Méditerranée Métropole et les autres collectivités partenaires engagées dans le projet. Cette convention précise les aspects opérationnels et financiers du projet ;
- Une convention de partenariat spécifique avec Occitanie Coopération qui précise les modalités d'octroi de la subvention estimée maximum à 8000 €.

Le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) contribue à la mise en œuvre du projet pour un montant de 90 000 €, soit un maximum de 50 % du budget total du projet. Le cofinancement est constitué de la contribution des collectivités parties prenantes, de la contribution d'Occitanie Coopération et de contributions valorisées représentant maximum 30% du budget total du projet. Le temps de travail des agents et élus passé sur le projet sera comptabilisé dans la partie des contributions volontaires du budget, grâce aux attestations fournies par les collectivités à Occitanie Coopération.

De ce fait, la contribution de Montpellier Méditerranée Métropole se fera, au même titre que les autres collectivités partenaires, à deux niveaux :

- Une subvention de 8 000 € maximum qui servira aux dépenses de coordination générale du projet et à la facilitation des échanges entre les partenaires d'Occitanie, palestiniens et marocains ;
- Une valorisation de ses dépenses de personnel et de leurs missions, pour une dépense totale estimée à 7 500 € maximum.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Occitanie Coopération, Région Occitanie, le Département de l'Aude, Montpellier Méditerranée Métropole, la Commune de Colomiers et la Commune d'Argelès sur Mer ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention entre Occitanie Coopération et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à ces affaires.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Clare HART, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Coralie MANTION, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-201667-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de partenariat multipartite_Les territoires face aux enjeux de la gestion durable de leau_Clés en main_170322 (002).pdf
- Convention de fonctionnement spécifique - Projet clés en Main M3M_OC (002).docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Service public de l'eau et de l'assainissement - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'eau potable et de l'eau brute - Exercice 2021

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

EAU POTABLE

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1^{er} janvier 2010 la compétence « Eau Potable » de plein droit en lieu et place des communes membres en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 22 juin 2009. La compétence eau potable est assurée selon le principe de représentation substitution sur 18 des 31 communes et en régie sur les 13 autres, soit 402 613 habitants (Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone).

L'article L. 2224-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose que le Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI, ici la Métropole) doit présenter un rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement à l'assemblée délibérante. Celui-ci doit être mis à la disposition du public à la Métropole et dans les communes. Parallèlement, un exemplaire doit être adressé par le Président au Préfet pour information (articles L.2225-5 et D.2224-5 du CGCT).

En terme d'organisation du service, par délibération en date du 7 mai 2014, la Métropole a adopté le principe d'une gestion en régie de son service public de l'eau potable sur les treize communes et de son service de l'eau brute pour l'ensemble du territoire métropolitain et ce à compter du 1^{er} janvier 2016. La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par délibération du 28 avril 2015 sous forme d'une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière. Son Conseil d'Administration est composé de 24 membres, 16 membres issus du Conseil de Métropole, 4 représentants d'associations de consommateurs ou de défense de l'environnement, 2 personnalités qualifiées et 2 représentants du personnel, tous à voix délibérative.

Les relations entre la Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ont été définies par une convention d'objectifs qui fixe les missions de chacune des parties, organise le suivi de l'activité de la Régie, définit les enjeux et les objectifs à atteindre par le service. Cette dernière a été renouvelée pour une durée de deux ans par délibération en date du 29 mars 2021, qui a permis d'ajuster les objectifs assignés à la Régie et redéfinir les indicateurs nécessaires.

L'eau potable de la Régie des Eaux provient de 7 captages en service dont le principal est la Source du Lez. La fourniture en eau potable est assurée par près de 1 356 kms de réseaux d'adduction et de distribution, 30 réservoirs d'une capacité totale de 113 800 m³, et une station de traitement d'eau potable en service d'une capacité de 2000 l/s, pour 82 456 abonnés.

La ressource principale est la source du Lez, pour un débit de prélèvement autorisé de 1700 l/s qui alimente l'usine de clarification et de traitement François-Arago à Montpellier. En complément de la source du Lez, lors de la période d'étiage, l'eau du canal BRL peut être distribuée après traitement sur la même station François-Arago, adaptée en conséquence.

Les Communes de Montpellier, Juvignac et Prades-le-Lez sont exclusivement alimentées par la source du Lez. Les Communes de Grabels, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone sont alimentées par la source du Lez pour partie et des captages pour le reste. Seuls des forages locaux alimentent les Communes de Saint-Brès et Sussargues. Pour les Communes de Lattes et Pérols, l'alimentation est assurée par l'eau du Bas-Rhône Languedoc traitée par l'usine de potabilisation de Vauguières, dont la gestion relève de Pays de l'Or Agglomération.

La tarification au 1^{er} janvier 2021 est identique à celle votée en décembre 2015 par la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à la convention d'objectifs la liant la Métropole, qui fixe la stabilité tarifaire sur cinq années. Le tarif fixé par la Régie se décompose comme suit :

- Une partie fixe semestrielle, fonction du diamètre du compteur, de 9 € HT pour un compteur de 20 mm ou moins ;

- Une partie proportionnelle dont le montant est fixé à 1 € HT pour la tranche inférieure ou égale à une consommation de 120 m³ par an et à 1,123 € HT pour la tranche supérieure à 120 m³ par an.

Au global, sur l'année 2021, 31,3 millions de m³ d'eau potable ont été produits, soit une diminution de 4,3% par rapport à 2020, 3,3 millions de m³ achetés (-15% par rapport à 2020). Les volumes consommés représentent 25,5 millions de m³ tout usage confondu (abonnés, eau de services tel que purges, nettoyage des réservoirs..., et volume consommés sans comptage notamment pour les bornes incendie, l'arrosage public...), soit une diminution de 2,3% par rapport à 2020.

Un appel à projets de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse lancé en 2015 a été une opportunité de s'associer à l'ALEC pour mettre en place un programme « économie d'eau ».

L'ensemble des actions menées dans ce cadre ont permis de contribuer auprès des particuliers, des écoles, et des communes à faire baisser les consommations en eau : 18 communes adhérentes qui ont baissé de près de 14% leurs consommations en eau.

Un budget de 18 millions € a été consacré aux travaux. Cela concerne principalement des travaux :

- Sur les réservoirs : 7 ont été réhabilités ces dernières années, 5 autres réhabilitations sont à l'étude et la construction de 3 nouveaux réservoirs est envisagée pour sécuriser les alimentations en eau potable de Prades Le Lez, Montferrier sur Lez et Le Crès ;
- Sur les réseaux et branchements : 5 901 ml ont été repris ainsi que 357 branchements contribuant ainsi à l'amélioration des rendements des réseaux ;
- Sur les ouvrages structurants, majeurs et essentiels, les travaux de renforcement prévues au schéma directeur se poursuivent et certains ont été menés à leur terme permettant d'améliorer de façon significative le service apporté :
 - o Le renforcement de l'étage 105, sécurisant l'alimentation de la commune de Grabels et du Nord de Montpellier, soit 6,7 M€ se sont achevés en février 2021 avec la mise en service de la une station de pompage sur le site de Montmaur de 640 l/s → 710 l/s (horizon 2040). Un bouclage complémentaire renforçant les réseaux du secteur sera réalisé en 2023 pour finaliser la sécurisation ;
 - o Une nouvelle unité de traitement d'eau potable de 750l/s à partir de l'eau brute de BRL sur le site de VALEDEAU à l'Est de Montpellier va venir secourir et renforcer l'usine F.ARAGO, rte de Mende. D'un coût de 27 M€, le marché de travaux a été notifié le 05/08/2021 à un groupement d'entreprises dont DEGREMONT est le mandataire. Les études de conception ont démarré en 2021 et s'achèveront en 2022 avec un démarrage des travaux prévu mi-2022. Les études réglementaires et environnementales ont été menées parallèlement sur l'année 2021. La mise en service prévisionnelle est programmée pour début 2024 ;
 - o Le renforcement et la sécurisation de l'alimentation en eau potable de la commune de St Brès, soit 1,7M€, est en cours avec la réalisation d'un piquage sur les réseaux d'alimentation en eau potable du SMGC, permettant le transfert d'eau depuis Baillargues vers les réservoirs existants de la commune de St Brès, avec la création d'une unité de surpression (de 150 à 200 m3/h) à l'emplacement des stockages existants et le renforcement d'un réseau de distribution en sortie de surpresseur ;
 - o Le renouvellement et renforcement des 2 plus gros feeders d'eau potable, route de Mende en diamètre 1300 et 1000 dans le cadre des travaux connexes au tramway ligne 5 permettant de rénover des canalisations majeures essentielles dans le système d'alimentation en eau potable de la commune de Montpellier.

Progressivement, la Régie des Eaux améliore sa connaissance de son patrimoine et conforte ses données sur les linéaires de réseaux, nombre et linéaire de branchement.

En 2021, le linéaire de réseaux inspectés au titre de la recherche de fuite est de 632 km, le nombre de réparations de fuite a été de 402 interventions. Le rendement s'améliore et passe à 84,7%.

EAU BRUTE

En application de l'arrêté préfectoral n°2008-1-3230 du 11 décembre 2008, Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence "Développement et gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône et du Languedoc" dite "Eau Brute" de plein droit en lieu et place des communes membres. Le patrimoine du service public de l'eau brute de la Métropole se situe sur quatre sites distincts, en milieu urbain. Ces réseaux ont pour objet l'arrosage d'espaces verts publics ou privés afin de préserver les ressources locales destinées à l'alimentation en eau potable locale.

Au global, sur l'année 2021, les volumes consommés représentent 251 059 m³ tout usage confondu (eau brute à usage divers, petits consommateurs, agricole, appoint incendie), soit une évolution de - 6,44 % par rapport à 2020.

L'accès à la ressource en eau brute représente un enjeu fort pour l'agriculture dans un contexte d'adaptation au changement climatique, de gestion économe des ressources en eau et de développement de l'agro-écologie.

Dans ce contexte, la Métropole a lancé fin novembre 2019 un nouveau schéma directeur de desserte en eau brute agricole pour réactualiser les besoins actuels et futurs et expertiser l'ensemble des solutions de desserte : renforcement et extension de réseaux hydrauliques, réutilisation d'eaux usées traitées, réutilisation de forages AEP abandonnés, retenues collinaires, etc.

Le rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau potable et de l'eau brute a été examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), présidée par Madame Michelle CASSAR, qui s'est réunie le 27 septembre 2022, conformément à l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le rapport annuel 2021 sur le prix et la qualité du service de l'eau potable et de l'eau brute ;
- D'autoriser sa transmission à toutes les communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204216-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RPQS eau potable et eau brute 2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Service public de l'eau et de l'assainissement - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'assainissement - Exercice 2021

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

En application de l'article L.2224-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), il doit être présenté au Conseil de Métropole, un Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'assainissement. Ce dernier doit par ailleurs, respecter les exigences fixées par la loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 et le décret du 2 mai 2007, notamment avec la mise en œuvre d'indicateurs de performance.

Le RPQS de l'assainissement a été examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), présidée par Madame Michelle CASSAR, qui s'est réunie le 27 septembre 2022, conformément à l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales.

Conformément à l'article L. 1411-3 du CGCT, les délégataires produisent avant le 1^{er} juin de chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public (DSP) et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, les rapports des délégataires relatifs aux DSP de l'assainissement citées ci-après portant sur l'année 2021 ont fait l'objet :

- D'une communication au Conseil de Métropole par délibération du 26 juillet 2022 ;
- D'une présentation et d'un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Madame Michelle CASSAR, en date du 27 septembre 2022 ;
- D'une présentation et d'un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Monsieur Jean-François AUDRIN, en date du 19 septembre 2022.

En 2021, le service public de l'assainissement concerne 1500 km de réseaux d'eaux usées, 223 postes de refoulement et 13 stations de traitement des eaux usées. La capacité de traitement cumulée de ces dernières est de 575 434 Equivalents-Habitants ; ce qui représente 34,8 millions de m³ traités. Le territoire compte près de 123 889 abonnés. Le réseau collectif d'assainissement dessert plus de 99,5% de la population de la Métropole.

Concernant les travaux conduits par la Métropole, ils portent sur le renouvellement du patrimoine, sur les extensions des réseaux nécessaires à l'évolution de l'urbanisation, mais aussi sur les ouvrages (stations et poste de refoulement).

Les travaux de reconstruction de la station de traitement de Murviel-les-Montpellier ont démarré en 2019 et se sont achevés en 2021 par la mise en service d'une 2ème file de traitement, la 1ère ayant été mise en service en 2020. D'une capacité de 3 000 EH, le nouvel ouvrage remplace l'ancienne STEU et s'implante en lieu et place des lagunes. Pour un montant d'investissement de 1,7 M€ HT, cet ouvrage s'organise autour d'une filière de traitement par lits plantés de roseaux et permet de traiter la pollution carbonée, azotée ainsi que le phosphore.

Les travaux d'amélioration du fonctionnement de la station de traitement des eaux usées de Pignan-Saussan-Fabrigues ont été réalisés en 2021 pour un montant de 1 000 000 € HT. Ces travaux concernaient différentes étapes de la filière de traitement (prétraitements, réception des matières extérieures, traitement tertiaire, traitement de l'air) et ont permis de fiabiliser le fonctionnement de la station et de limiter les nuisances olfactives.

Pour l'exercice 2021, le montant des travaux réalisés sur les réseaux s'élève à 9,2 M€ HT et les principales

opérations menées ont été des travaux de renouvellement de 6,4 kms de réseaux (8,2 M€ HT) et travaux de d'extension de réseau (1M€ HT).

Concernant la station d'épuration (STEP) MAERA, 1 L'arrêté préfectoral portant autorisation environnementale au titre du code de l'environnement concernant le projet de modernisation de la station de traitement des eaux usées Maera a été délivré le 14 avril 2020. Cet arrêté autorise Montpellier Méditerranée Métropole à poursuivre l'exploitation du système d'assainissement Maera et à réaliser les travaux de modernisation de la station de traitement des eaux usées.

La procédure de consultation relative au projet de modernisation a démarré en 2021 et se poursuivra en 2022. Elle vise, dans le cadre d'un Marché Global de Performances (MGP), à choisir un groupement d'entreprises qui sera en charge de la conception et de la réalisation des travaux ainsi que de l'exploitation de la station.

Globalement, les dépenses du budget annexe de l'assainissement se sont élevées en 2020 à 61,5 millions d'euros TTC, dont 42,4 millions d'euros de dépenses d'investissement et 19,1 millions d'euros de dépenses de fonctionnement.

En terme d'organisation du service, l'exploitation est déléguée depuis le 1^{er} janvier 2015, sur la totalité des 31 communs membres, dans le cadre de 3 contrats de délégation de service public d'une durée de 7 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2021 :

- Contrat d'affermage pour le traitement des eaux usées par la station de traitement des eaux usées MAERA (VEOLIA EAU) ;
- Contrat d'affermage pour la collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la station de traitement des eaux usées MAERA (VEOLIA EAU) ;
- Contrat d'affermage pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes des secteurs est et ouest (AQUALTER).

Les contrats d'affermage conclus avec VEOLIA EAU ont été prolongés jusqu'au 31/12/2022.

Concernant les comptes annuels de résultat d'exploitation (CARE) communiqués dans les rapports annuels des délégataires 2021, les principaux agrégats financiers sont les suivants :

- Contrat de traitement des eaux usées par la STEP MAERA (VEOLIA EAU) : l'exercice 2021 est bénéficiaire de 1 444 K€, avec une amélioration de 1 644 K€ du résultat d'exploitation par rapport à 2020. Les charges s'établissent donc à 10 167 K€ (+170 K€ par rapport à 2020, soit +2%), contre 11 612 K€ de produits (+ 1 814 K€ par rapport à 2020, soit +19%) ;
- Contrat de collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la STEP MAERA (VEOLIA EAU) : l'exercice 2021 se clôture avec un bénéfice de 1 167 K€, soit une augmentation de 384 K€ du résultat d'exploitation par rapport à 2020. Cette variation a pour origine la forte hausse des produits de 469 K€ (soit +7% par rapport à l'exercice 2020), pour s'établir à 7 430 K€. Les charges s'élèvent à 6 263 K€ (+85K€ par rapport à 2020, soit + 1%) ;
- Contrat de collecte et de traitement des eaux usées sur les communes des secteurs Est et Ouest (AQUALTER) : à nouveau en déficit de 110 K€ en 2021. Les produits d'exploitation de 4 481 K€ augmentent de 430 K€ par rapport à 2020 (soit +11%), contre des charges plus importantes s'établissant à 4 591 K€, soit +76K€ de charges par rapport à l'exercice 2020 (soit +2%).

Le prix de l'assainissement au 1er janvier 2021, comprenant les parts distributeur et intercommunale, a été fixé à 1,39 euros HT par m³.

Les délégataires ont réalisé en 2021 des travaux de renouvellement pour 1,4 M€ soit 6,9M€ en cumul depuis le début des contrats). Ils ont réalisé le curage préventif de 10,19% du linéaire et ils ont mené 741 interventions sur le réseau et 641 interventions sur les branchements.

Le déploiement du diagnostic permanent s'est poursuivi avec le suivi de sondes de mesure sur le système MAERA et 71 points de mesure sur le réseau est et ouest.

Par ailleurs, les efforts se poursuivent en matière de contrôle des effluents collectés. La Cellule des Rejets Industriels et des Déchets toxiques (CRIDt) enregistre 126 établissements disposant aujourd'hui d'un arrêté d'autorisation de déversement notifié. La cellule effectue des interventions sur le terrain, en contrôle de branchement, en collaboration avec les délégataires. Des enquêtes sur des pollutions ponctuelles sont réalisées. Toutes sont déclenchées à la suite des alertes des usagers ou des institutions. En 2021, 13 épisodes de pollutions ont été signalés à la CRIDt. Parmi eux les dépotages sauvages d'une entreprise de vidange.

Concernant le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), assuré en régie sur les 4 654 installations dénombrées sur le territoire métropolitain, un total de 196 contrôles a été effectué en 2021, dont 123 contrôles diagnostics de l'existant, 36 vérifications de la conception des travaux et 38 vérifications de la conception et de l'exécution des travaux.

Parmi les faits marquants de 2021, il est à noter que :

- Le Conseil de Métropole a acté le 23 mars 2021, le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023 ;
- La modification des statuts de Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole le 14 décembre 2021 pour étendre l'objet de l'établissement public local et y intégrer l'assainissement ;
- La fin du contrat de délégation de service public pour l'exploitation des systèmes d'assainissement des secteurs Est et Ouest de la Métropole de Montpellier au 31 décembre 2021 ;
- La Métropole, lauréate pour programme européen LIFE 2020 pour son projet LIFE REWA (Recycled Water).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le Rapport annuel 2021 sur le Prix et la Qualité du Service de l'assainissement ;
- D'autoriser sa transmission à toutes les communes de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De prendre acte de l'examen des rapports annuels des délégataires de service public relatifs à l'assainissement au titre de l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204115-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RPQS Assainissement 2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

ENVIRONNEMENT



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence BRAU, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Clara GIMENEZ, Max LEVITA, Hervé MARTIN, Bernard TRAVIER

Environnement - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Suez pour le projet d'écologie industrielle et territoriale "Hub de l'Économie Circulaire et Solidaire" - Autorisation de signature

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Par délibération du 22 mars 2022, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans une politique ambitieuse zéro déchet de prévention, de sensibilisation et d'incitation visant à réduire au maximum les déchets et à modifier les comportements. Cette stratégie repose notamment sur le développement de l'économie circulaire comme moyen d'atteindre cet objectif avec 6 grandes axes :

1. Définir la stratégie globale de la politique économie circulaire dans la Métropole et bâtir des coopérations intercommunales ;
2. Identifier et développer les filières à enjeux 5R (Refuser, Réduire, Réutiliser, Recycler, Redonner) ;
3. Réaliser les achats responsables en vue de limiter la production de matières et de déchets ;
4. Soutenir et accompagner la consommation responsable et la sobriété des acteurs du territoire ;
5. Soutenir et accompagner les projets d'économie de la fonctionnalité et du partage ;
6. Soutenir et accompagner la recherche, l'innovation et les expérimentations.

Pour déployer cette stratégie, un service prévention des déchets et économie circulaire a été créé au sein du Pôle Déchets et Cycles de l'Eau, doté d'effectifs conséquents, marquant l'ambition de la Métropole.

SUEZ en tant qu'entreprise engagée dans la protection de l'environnement cherche à développer, avec les territoires où elle est implantée, des solutions innovantes et inclusives pour préserver les ressources et l'environnement. SUEZ est à ce jour présente sur le territoire de la Métropole, notamment en qualité de propriétaire d'un site sur la Commune de Vendargues. SUEZ dispose ainsi d'un foncier disponible sur lequel différents flux de déchets (métaux, bois...) sont d'ores et déjà valorisés. Au-delà, SUEZ souhaite s'engager concrètement en faveur de la transition écologique et solidaire du territoire, notamment en déployant une démarche concertée d'innovation sociale.

La Métropole et SUEZ partageant à la fois une vision commune de certaines priorités en matière de transition écologique et solidaire et des intérêts convergents en termes de développement durable et social, se sont rapprochées afin de discuter d'une expérimentation pionnière pour la transition écologique et l'inclusion sociale sur le territoire, à savoir le projet d'un « Hub de l'Economie Circulaire et Solidaire », désigné le « HECS ».

L'objectif est de faire émerger sur le site de Vendargues cinq types d'actions ou propositions de valeur pour des tiers :

- Proposer aux acteurs locaux de l'économie circulaire la mise à disposition de foncier pour leur permettre de se développer ;
- Faire émerger de nouvelles activités de valorisation à partir des flux de matières qui transitent déjà sur le site de Vendargues ;
- Accompagner en priorité de petites entreprises et start-up dans leur développement via un Programme d'Economie Circulaire (développé et mis œuvre par la direction de l'Innovation Sociale de Suez) et le développement de synergies avec les activités locales de SUEZ ;
- Créer un lieu de sensibilisation à l'économie circulaire et d'accueil d'événements (showroom, espace pédagogique...) ;
- Promouvoir activement l'écologie industrielle avec les entreprises de cette zone d'activité.

Le service Prévention et Economie Circulaire du Pôle Déchets et Cycles de l'Eau apportera son soutien au projet HECS : appui à la structuration de filières, identification des porteurs de projet dans le domaine de l'économie circulaire, recherche de financement.

La convention ne présente aucun caractère exclusif. A ce titre, la Métropole est et reste libre de mettre en place toute convention similaire avec les opérateurs de son choix. De la même façon, Suez est et reste libre de conclure des partenariats similaires avec les collectivités de son choix.

Afin de structurer le projet HECS à Vendargues, Suez et Montpellier Méditerranée Métropole sollicitent l'appui de l'ADEME et de la Région dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt (AMI) « *Accompagnement au développement de démarches d'écologie industrielle et territoriale (EIT) en*

Occitanie ». Cet AMI vise à favoriser l'émergence et le développement de nouvelles démarches d'EIT au niveau des territoires et des filières en reposant sur des dynamiques collaboratives et structurantes, dans le but d'aboutir à des actions concrètes, partagées et multi-acteurs. Les projets retenus seront accompagnés dans la structuration de leur démarche EIT, ainsi que l'identification des filières et la mobilisation des acteurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de coopération en faveur de la transition écologique et solidaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et Suez ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à répondre à l'Appel à Manifestation d'Intérêt « *Accompagnement au développement de démarches d'écologie industrielle et territoriale (EIT) en Occitanie* » ;
- De dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-196441-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Engagement 3M-SUEZ 26 juillet 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARDILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Eliane LLORET, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI

Environnement - Appel à projets France-Sénégal 2022 - Coopération Décentralisée entre Montpellier Méditerranée Métropole, le Conseil Départemental de Rufisque, la Ville de Montpellier, le CIRAD, le GRDR Migration-Citoyenneté-Développement, la SOMIMON (MIN Mercadis) et l'ASH - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Forte d'une première dynamique de coopération engagée et entretenue depuis 2017 avec le Conseil Départemental de Rufisque avec l'appui de l'ONG Migration-Citoyenneté-Développement (GRDR) et du Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD), Montpellier Méditerranée Métropole et ses partenaires ont souhaité répondre ensemble à l'appel à projets du *Fonds Conjoint France-Sénégal 2022* du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE), faisant suite au succès du projet *Fonds Conjoint France-Sénégal 2020*.

Dans le cadre de leurs politiques agro écologie et alimentation durable, en partenariat avec la Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, la SOMIMON opérateur de la délégation de service publique du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier, et l'Association des Sénégalais de l'Hérault, l'Organisation Non Gouvernementale (ONG) Grdr et le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), les collectivités ont été lauréates de l'appel à projets et bénéficient ainsi de 70 % de financement du MEAE et de son partenaire sénégalais le Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires (MCDAT) pour mener à bien la deuxième phase de coopération.

Cette nouvelle phase va permettre de renforcer la visibilité et le plaidoyer en faveur des Plans Alimentaires Territoriaux (PAT) de Rufisque et des Ville et Métropole de Montpellier. Il est également proposé de renforcer les capacités du nouvel élu et de l'agent en charge des questions de l'agriculture et de l'alimentation du Conseil Départemental de Rufisque en vue de poursuivre la politique alimentaire du département de Rufisque et poursuivre l'animation multi-acteurs du PAT. Enfin, afin de parvenir à développer et péreniser le réseau des cantines scolaires, instrument du PAT du département de Rufisque, l'objectif sera à travers ce projet de diversifier ses partenaires financiers.

Ces objectifs seront structurés en plusieurs actions :

- Une action de communication et de plaidoyer autour des PAT des trois collectivités partenaires ;
- Le renforcement des compétences d'un élu et d'une technicienne point focal du PAT du Conseil Départemental de Rufisque ;
- La conduite d'une étude en vue de la création d'une cuisine centrale alimentant les cantines scolaires de Bargny (dans le cadre d'un maillage progressif du département de Rufisque en cuisines centrales et cantines scolaires) ;
- L'animation du comité de gouvernance départemental du PAT du Département de Rufisque.

La convention de partenariat qu'il est proposé d'approuver ce jour rappelle les engagements financiers et responsabilités des différentes parties prenantes, à savoir :

En France :

- Montpellier Méditerranée Métropole ;
- La Ville de Montpellier, qui apportera son expertise en matière de politique alimentaire durable dans les restaurants scolaires ;
- La SOMIMON, société gestionnaire du MIN de Montpellier Méditerranée Métropole, qui apportera son expertise auprès du projet de MIN sur le territoire de Rufisque ;
- Le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), qui effectuera l'évaluation du projet ;
- L'Association des Sénégalais de l'Hérault, qui contribuera à mobiliser la diaspora sénégalaise de l'Hérault sur le projet.

Au Sénégal :

- Le Conseil Départemental de Rufisque ;
- L'ONG GRDR Migration-Citoyenneté-Développement, qui participera à la mise en œuvre et la

coordination opérationnelle du projet à Rufisque.

Pour l'exercice 2022, le concours financier de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 5 000 € de subvention accordée à l'opérateur Grdr Migration-Citoyenneté-Développement.

Pour l'exercice 2023, le concours financier de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 16 300 € de financement direct des actions du projet et 12 500 € de subvention accordées aux opérateurs CIRAD et Grdr versé selon les modalités suivantes :

- Versement d'une subvention de 5 700 € au CIRAD ;
- Versement d'une subvention de 6 800 € au Grdr.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat ;
- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution avec les bénéficiaires ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- D'autoriser la recherche et la perception de recettes externes permettant de financer le projet ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Guy LAURET, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204448-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2022.09.07 Projet de Convention 3M-CDR - Fond conjoint 2022.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

HORS COMMISSION



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Max LEVITA, Bernard TRAVIER

Hors commission - Plan de sobriété et accélération de la transition énergétique du patrimoine métropolitain - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Depuis deux ans, la Métropole porte résolument les enjeux majeurs du changement climatique et de la qualité de l'air qui exigent la mise en œuvre concrète d'une transition écologique et sociale résolue. Le Plan Climat Air Energie Territorial Solidaire (PCAET solidaire), arrêté en mars 2022, en est une composante majeure par les réductions des émissions de gaz à effet de serre ainsi que des polluants atmosphériques et par l'adaptation du territoire au changement climatique qu'il porte. L'ambition est d'atteindre la neutralité carbone en 2050 avec un plan d'actions 2021-2026 qui permet de tenir la trajectoire grâce à une programmation pluriannuelle d'investissement volontariste.

Aujourd'hui, la Métropole, comme l'ensemble des collectivités et acteurs économiques du territoire national, subit, de surcroît, l'explosion du coût des énergies. La Collectivité fait ainsi face à des hausses considérables : +175% pour l'électricité, +250% pour le gaz, +75% pour l'éclairage public. Dès l'exercice 2023, cela engendre un surcoût d'une dizaine de millions d'euros pour le strict périmètre de la Métropole qui va peser lourdement sur le budget de fonctionnement. L'impact pour le délégataire TaM étant estimé à près de 8 M€, c'est au total une facture de 18 M€ supplémentaire qui se dessine en 2023.

Malgré le choc budgétaire sans précédent que représente cette évolution, la Métropole fait le choix affirmé d'éviter d'éroder le service public proposé à la population. Des marges de manœuvre immédiates sont identifiées en complément d'une stratégie de moyen et long termes et des investissements qui doivent être portés ensemble, par les collectivités, l'Etat et le secteur privé.

Partie 1 – La transition énergétique déjà au cœur des actions de la Métropole

Dans une démarche d'éco-responsabilité, la Métropole a, de longue date, déployé une série de mesures permettant de réduire les consommations d'énergie de son patrimoine via des actions de rénovation des bâtiments, de l'éclairage public, du pilotage des équipements de génie climatique ou encore de l'optimisation de la flotte de véhicules. Le respect des températures réglementaires, 19°C l'hiver et 26°C l'été, est aussi déjà ancré dans les habitudes de la Collectivité.

Des mesures sur la maîtrise des consommations d'eau ont également été engagées par la collectivité depuis plusieurs années au niveau des bâtiments ainsi que des espaces verts. A l'échelle de la Métropole, l'ensemble des actions menées sont à poursuivre, elles seront prochainement renforcées par les actions de sensibilisation visant à réduire encore nos dépenses en la matière.

Concernant le parc automobile, la collectivité s'est engagée à augmenter la proportion de véhicules électriques pour sa flotte de moins de 3,5 tonnes, avec pour objectif de passer de 8 % à 49 % entre 2019 et 2025. Il convient de rappeler que cette démarche contribue tant à la réduction des émissions des gaz à effet de serre qu'à la maîtrise des dépenses énergétiques. En effet, le coût d'un plein d'essence demeure nettement supérieur au coût de charge des véhicules électriques.

Sur la thématique des éco-gestes, la Métropole soutient l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC) qui porte un service neutre de conseil en économies d'eau et d'énergie à la fois pour les particuliers et les communes du territoire. De plus, la Métropole s'est engagée dans la démarche EcoWatt développée par Réseau Transport d'Electricité en partenariat avec l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME), désormais Agence de la Transition Ecologique, qui permet de sensibiliser aux éco-gestes et alerter sur les pointes de consommations électriques.

Si la sobriété énergétique est un volet indispensable de la transition énergétique, le recours aux énergies renouvelables (ENR) y contribue également, c'est pourquoi la Métropole est également engagée dans cette voie. Pour chaque bâtiment, il est étudié la typologie d'ENR la plus adaptée. Une douzaine de bâtiments métropolitains sont ainsi équipés de panneaux solaires photovoltaïques, dont trois en autoconsommation totale, permettant des économies financières annuelles évaluées à 75 k€. Six sites sont raccordés au réseau public de chaleur à plus de 69 % basé sur des énergies renouvelables et donc moins soumis à l'envolée du prix des énergies fossiles. A noter aussi, la piscine Héraclès à Saint-Brès alimentée via une chaufferie bois et le musée archéologique de Lattes qui bénéficie d'une ressource de géothermie sur nappe. Cela permet de combiner maîtrise des dépenses énergétiques et diminution des gaz à effet de serre.

Partie 2 – La nécessité d’accélérer et d’amplifier les mesures de sobriété énergétique

Les mesures déployées de longue date par la Métropole dans une démarche d’éco-responsabilité s’inscrivent en cohérence avec les pistes aujourd’hui mises en avant par les acteurs de l’énergie, cependant, compte tenu de la crise climatique et énergétique, il devient nécessaire d’accélérer plus encore les actions de sobriété énergétique en allant chercher chaque possibilité d’économie.

Bâtiments administratifs

En ce qui concerne le patrimoine de la Collectivité, les saisons de chauffe et de climatisation seront réduites et la consigne de rafraîchissement actif positionnée à 27°C, puis progressivement à 28°C selon les spécificités des bâtiments.

Une attention particulière sera accordée au respect des températures de consigne. Dans cette optique, une référente sensibilisation aux économies d’énergie et d’eau sera dédiée à l’accompagnement en continu des agents dans l’usage des bureaux et des différents types d’équipement de la collectivité. Elle prendra appui dans ses missions sur plusieurs jeunes en services civiques au sein de la collectivité et s’attachera notamment à la résolution des sensations d’inconforts évitant le recours aux chauffages et climatiseurs d’appoints.

Les équipes et moyens dédiés aux visites de contrôles et à la surveillance des consommations seront confortés afin de renforcer la détection immédiate des dysfonctionnements et leur rapide résorption.

Par ailleurs, une optimisation des consommations des ventilations mécaniques et des autres équipements techniques sera progressivement mise en œuvre en autorisant leurs fonctionnements seulement lorsque cela est nécessaire et en les mettant à l’arrêt dans le cas contraire.

L’ensemble de ces mesures devrait permettre d’atteindre dès 2023 près de 200 k€ par an d’économie.

Équipements publics

Les équipements publics sportifs sont parmi les plus énergivores au sein du patrimoine bâti de la Métropole, c’est pourquoi ils font l’objet d’une attention particulière dans le cadre du plan de sobriété énergétique déployé.

Pour autant, et contrairement à d’autres territoires, les piscines resteront complètement ouvertes afin de garantir l’accès à ce service public essentiel pour l’apprentissage et la pratique de la nage. Plusieurs mesures seront mises en œuvre pour assurer une diminution des dépenses d’énergies de ces équipements :

- La réduction uniforme de la température de l’eau des bassins sportifs, pour passer de 28°C à 27°C ;
- La fermeture des bassins extérieurs de Neptune et Caron de novembre à février ;
- L’extinction des lumières dans les bassins les jours de grand soleil et en pleine journée.

Une campagne de sensibilisation des agents et usagers de l’ensemble des équipements sportifs métropolitains sera lancée pour informer sur les éco-gestes, accompagner les changements dans les piscines, et rappeler l’importance du respect des horaires et des températures dans chaque établissement.

Ces mesures viennent compléter des dispositifs d’économies d’énergies déjà mis en œuvre notamment le plan d’équipement en éclairage LED de l’ensemble des installations sportives ou encore la mise en place d’un outil d’optimisation du pilotage des équipements de génie climatique faisant appel à l’intelligence artificielle dans les piscines métropolitaines.

L’ensemble de ces mesures devrait permettre d’atteindre dès 2023 près de 500 k€ par an d’économie.

Espace public

Il est primordial de rappeler, à titre liminaire, que la sobriété énergétique doit être désormais impérativement prise en compte pour tous les projets neufs et les projets de rénovation au sein de l’espace public.

En matière d’éclairage public, la Métropole s’engage à :

- Accélérer la rénovation des installations avec abaissement des puissances en milieu de nuit sur certains secteurs. Le budget correspondant sera augmenté de 1 à 3 millions d'euros dès 2023 afin d'atteindre un investissement d'environ 8-10 millions d'euros par an ;
- Poursuivre le déploiement d'une commande centralisée photoélectrique à l'échelle de la Métropole afin d'affiner la durée d'allumage de l'éclairage en fonction des conditions météo ;
- Poursuivre l'expérimentation d'extinction sur les grands axes de la métropole ;
- Poursuivre la politique d'extinction de l'éclairage public sur le territoire de la Métropole ;
- Poursuivre l'expérimentation de mats photovoltaïques, ou autres équipements qui permettraient de réduire la consommation énergétique.

Par ailleurs, certaines fontaines de la Métropole seront arrêtées et la période d'hivernage sera allongée.

L'ensemble de ces mesures devrait permettre d'atteindre à minima 250 k€ d'économie avec les prix 2023.

Délégataires et partenaires

En vue de réduire les impacts financiers supportés par certains délégataires et/ou partenaires porteurs de services publics, la Métropole rattache leurs abonnements électriques et gaz dans son périmètre contractuel, permettant ainsi de substantielles économies sur les dépenses d'énergie et une aide à la préservation de leurs propres équilibres budgétaires.

C'est ainsi que la Patinoire Vegapolis est restée ouverte alors que la plupart des autres établissements gérés par son opérateur Vert Marine ont été fermés sans préavis début septembre.

Les principaux autres opérateurs de la Métropole, tels que la société publique locale TaM, préparent voire mettent d'ores et déjà en œuvre leur propre plan de sobriété.

Ainsi, ACM Habitat (Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole), la SERM (société d'équipement de la Région Montpellieraine) et la SA3M (société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole), qui se rapprochent pour former le groupe Altémed, s'engagent également à travers le Plan d'Urgence Logement Energie. Ce plan retient des mesures dans trois champs d'intervention qui se combinent : la sobriété avec la sensibilisation des locataires aux éco-gestes, l'efficacité avec des travaux d'urgence et l'adaptation du patrimoine ainsi que l'accélération du déploiement des énergies renouvelables.

Afin de conforter cette logique de sobriété énergétique sur l'ensemble de son territoire et de son périmètre d'intervention directe ou indirecte, il sera demandé à toutes les structures bénéficiant de la part de la Métropole d'une subvention supérieure à 500 k€ euros de se doter d'un plan de sobriété énergétique. Les grands équipements culturels seront particulièrement concernés par cette mesure.

Dans le même sens, l'ensemble des lots fonciers des ZAC métropolitaines seront attribués selon des critères environnementaux et de maîtrise énergétique. Les opérateurs retenus (promoteurs et/ou investisseurs) devront porter une démarche RSEE exemplaire et dans le contexte actuel une sobriété énergétique radicale.

De manière générale toutes les opérations immobilières réalisées sur le territoire de Montpellier devront afficher une ambition énergétique forte et tendre vers la neutralité.

Partie 3 – Un plan de sobriété qui s'inscrit dans une stratégie structurelle de transition énergétique de la collectivité

Pour atteindre les objectifs fixés d'une part, par le Gouvernement, d'abaissement des consommations d'énergie de 10 % dès cet hiver et, d'autre part, par la mise en œuvre du Décret Tertiaire, lequel impose aux collectivités de réduire leurs consommations de -40 % dès 2030 puis -50 % en 2040 et -60 % en 2050, la Métropole s'inscrit dans une stratégie d'efficacité énergétique contenant des mesures structurelles visant à moins consommer, à produire soi-même et à favoriser les énergies renouvelables dans les achats d'énergies.

Avec une surface bâtiminaire de 150 000 m², la Métropole a une programmation pluriannuelle d'investissement dédiée à la rénovation de son patrimoine sur le volet génie climatique. Le montant est de 900 k€ annuel permettant la réalisation d'un plan de remplacement des chaudières de plus de 15 ans par des chaudières plus performantes avec un potentiel d'économie de près de 20 à 25 % de consommation d'énergie mais également un plan de rénovation des systèmes de régulation permettant de mieux consommer l'énergie et d'apporter un meilleur confort aux usagers des bâtiments.

En parallèle, un plan fraîcheur est en préparation pour déployer systématiquement des solutions passives de rafraîchissement des locaux comme la mise en place de brise-soleil, de films réfléchissants, de ventilateurs plafonniers. Ce plan a vocation à améliorer le confort thermique d'été des bâtiments et équipements métropolitains tout en modérant au maximum le recours aux modes actifs de rafraîchissement.

Et de la même manière, un plan lumière est aussi en préparation, avec certaines actions déjà mises en œuvre.

Les enveloppes PPI dédiées à l'ensemble de ces plans seront ajustées au fur et à mesure de la programmation opérationnelle des travaux afin d'assurer leur plein déploiement d'ici à l'échéance du mandat.

La Métropole poursuit sa stratégie d'évolution de sa flotte de véhicules qui a pour objectif la transition et le mix énergétique du parc, sa rationalisation, ainsi que le report modal, tout en répondant aux besoins des services. Cette ambition s'est traduite par l'adoption d'un plan pluriannuel de près de 13,5 M€ de 2020 à 2025, avec un phasage des achats en lien avec le calendrier de la zone à faibles émissions. Enfin, face à la hausse des coûts de l'énergie, la Métropole va proposer à ses agents des formations à l'écoconduite et à la pratique du vélo en ville, et augmenter sa flotte de vélos.

Sur le volet des énergies renouvelables, jusqu'à présent, une enveloppe de 300 k€ annuel est fléchée pour le développement du solaire, comme par exemple avec les ombrières en autoconsommation sur le parking de la piscine Alex Jany à Jacou. L'objectif est d'accélérer le déploiement du photovoltaïque sur le patrimoine métropolitain. Ainsi, une quinzaine de sites ont été identifiés pour lesquels les études de faisabilité vont être avancées afin de connaître les conditions technico-économiques de réalisation de ces installations en toiture ou en ombrières de parking. Une attention particulière, tant technique que juridique, sera portée à la nouvelle possibilité de réaliser de l'autoconsommation collective, pour le patrimoine de la Métropole ainsi que ses communes membres, permettant de combiner transition énergétique et baisse des dépenses de fonctionnement. En effet, au regard du prix des énergies, dès 2023, chaque projet d'autoconsommation permettra de réduire la facture énergétique de l'ordre de 20 à 25%. Il sera alors proposé une évolution de la programmation pluriannuelle d'investissement de 1 M€ par an afin d'être en mesure de faire aboutir une dizaine de projets d'ici 2026.

De plus, dans le but d'encourager le développement de la filière sur le territoire, la Métropole va mettre à disposition, d'ici la fin de l'année, un cadastre solaire. Cet outil permet d'informer les habitants du potentiel solaire de leurs toits et ainsi encourager l'étude des projets photovoltaïques.

En complément, le territoire bénéficie de plusieurs réseaux de chaleur dont le principal est situé sur la ville de Montpellier. En effet ce réseau dessert 1,8 millions de m² répartis au sein de dix quartiers. Il est alimenté en majorité par des énergies renouvelables basées sur la biomasse locale, le biogaz, la géothermie, la récupération de chaleur fatale sur des groupes froids ou serveurs ou encore le solaire. Cela permet de bénéficier d'une TVA à taux réduit pour la vente de chaleur et d'un tarif moins soumis aux aléas géopolitiques. Un nouveau réseau est en cours de construction avec une centrale bois située à la cité créative qui desservira également le quartier croix d'argent. D'autres projets sont à l'étude afin d'étendre le réseau de chaleur renouvelable sur le territoire avec en ligne de mire une augmentation de 60% de la desserte actuelle en 2026 et un triplement à l'horizon 2030.

Enfin, face au développement de la filière hydrogène, la Métropole s'attachera à explorer cette nouvelle source d'énergie en s'appuyant sur les résultats des expérimentations et des projets que certaines collectivités ou entreprises locales d'énergie commencent à mettre en œuvre.

Sur le plan du cycle de l'eau, la modernisation de la station d'épuration Maera apportera sa contribution à la transition énergétique. En effet, elle permettra d'aboutir à une station à énergie positive en alliant efficacité énergétique et production d'énergie renouvelable et de récupération.

Partie 4 – Une demande d'évolution de normes nécessaire pour aller plus loin dans la recherche d'économies

Les contrats d'achat d'énergie renouvelable (ENR) à long terme, appelés *Power purchase agreement* (PPA), sont un outil efficient permettant à la fois de sécuriser les approvisionnements dans la durée et de développer les ENR au niveau local. En l'état actuel, les règles de la commande publique, en particulier celles relatives à la durée, rendent le recours au PPA difficile pour les acteurs publics. La Métropole soutient France Urbaine et la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) dans leur démarche pour faire

évoluer la législation sur ce sujet.

La Métropole soutiendra également les initiatives visant la réduction de l'éclairage des stades et gymnases lors de compétitions sportives. Un dialogue doit être ouvert avec les diffuseurs pour faire évoluer les pratiques et éviter l'éclairage en plein jour qui techniquement se justifie moins aujourd'hui.

Enfin, la Métropole sollicite une clarification des normes admises en matière de température de conservation des œuvres, ainsi qu'une analyse de leurs mises en œuvre à l'échelle du territoire national, afin de pouvoir ajuster les consignes de températures des musées au plus près des besoins réels.

La sobriété énergétique de l'ensemble du patrimoine de la collectivité et l'évolution des comportements doit devenir une ambition pour tout le territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le plan de sobriété et accélération de la transition énergétique du patrimoine de la Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-205542-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Bernard MODOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI

Hors commission - Patinoire Végapolis - Délégation de service public - Avenant n°1 - Adaptation des conditions financières du contrat en raison de l'augmentation du coût de l'électricité - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Idéalement située au coeur d'Odysseum, la patinoire Végapolis offre depuis plus de vingt ans un service public sportif plébiscité par les utilisateurs (plus de 300 000 visiteurs par an) en mettant à la disposition du public une piste ludique de 1 330 m² couplée à une piste sportive de 1 800 m². Outre l'ouverture au public, cette patinoire accueille chaque année les élèves de l'enseignement élémentaire du ressort de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que les entraînements et les compétitions de trois clubs sportifs d'intérêts métropolitain.

Par délibération n°14404 en date du 25 janvier 2017, le Conseil de Métropole a approuvé le contrat de délégation de service public (DSP) pour la gestion et l'exploitation de la Patinoire Végapolis de Montpellier, ainsi que le choix du délégataire, la SARL VM34000, filiale à 100% de la SAS Vert Marine, pour une durée de 6 ans à compter du 1er mars 2017.

Depuis le début du dernier trimestre de l'année 2021, dans le prolongement de la crise sanitaire liée à la Covid-19, un contexte de très forte volatilité des coûts des fluides s'est installé en France et plus largement en Europe. Cet état s'est aggravé avec la crise provoquée par le conflit politico-militaire en cours en Ukraine dont les incertitudes, tant sur le plan géopolitique qu'économique, nourrissent une hausse presque inédite des prix des matières premières.

La société VM34000 connaît une augmentation importante de ses factures d'électricité, mettant en difficulté son équilibre financier.

Cette évolution imprévisible et irrésistible constitue un évènement, extérieur aux parties, de nature à bouleverser significativement l'équilibre du contrat de délégation de service public, justifiant le recours aux dispositions des articles L. 3135-1, R. 3135-1 et R 3135-5 du Code de la commande publique.

Aussi, afin d'assurer la continuité du service public et permettre aux usagers de pouvoir continuer à bénéficier des installations de la patinoire dans le cadre de ces circonstances exceptionnelles, il est proposé la signature d'un avenant n° 1 au contrat, portant sur la fourniture d'électricité.

Cet avenant a pour objet d'adapter les conditions financières du contrat afin d'éviter une fermeture de la patinoire aux publics (grand public, scolaires, associations sportives) et de répondre aux besoins des usagers sur une période de forte fréquentation de ce type d'équipement et de reprise des activités scolaires et associatives.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole assumera financièrement le coût de la fourniture de l'équipement délégué en électricité dans les conditions tarifaires de son propre contrat et émettra mensuellement un titre de recettes au Déléguataire correspondant à l'ensemble des charges et taxes réellement liées à l'exploitation de l'équipement par le Déléguataire et facturées à la Métropole par son fournisseur d'électricité.

Au sein de cet avenant les parties conviennent de se rapprocher dans les plus brefs délais en cas d'évolution de la réglementation, qu'elle soit d'initiative nationale ou européenne.

L'avenant n° 1 au contrat de délégation de service public vise à modifier le contrat en ce sens.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n° 1 au contrat de délégation de service public pour l'exploitation et la gestion de la patinoire Végapolis ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-206941-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Max LEVITA, Véronique NEGRET, Yvan NOSBE, Bernard TRAVIER

Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique Sports - Exercice 2022 - Conventions d'attribution - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année, la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer des subventions conformément au tableau ci-dessous :

CODE	STRUCTURE	NUMÉRO DE DOSSIER	TYPE	MONTANT ATTRIBUÉ
7571	KANI'S FIGHT	000913	PROJET	25 000 €
5223	MONTPELLIER ATHLETIC MEDITERRANEE METROPOLE (MA2M)	000914	PROJET	10 000 €
4176	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE NATATION ARTISTIQUE (3MNA)	000915	FONCTIONNEMENT	7 500 €
5792	MONTPELLIER JUDO OLYMPIC	000912	FONCTIONNEMENT	10 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204136-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION KANI FIGHT.doc
- BP 2022 CONVENTION RENELLE LAMOTTE.doc
- BP 2022 CONVENTION 3MNA.doc
- BP 2022 CONVENTION - MONTPELLIER JUDO OLYMPIC.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique Sports - Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole - Conventions d'attribution - Exercice 2022 - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de sa politique sportive, Montpellier Méditerranée Métropole participe à la promotion des sports traditionnels de son territoire. Afin que la course camarguaise reste un sport attractif, spectaculaire et accessible, Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place en 2015, en partenariat avec la Fédération Française de la course camarguaise, le « *Trophée Taurin* » de Montpellier Méditerranée Métropole.

La course camarguaise, très implantée sur le territoire de la Métropole, rayonne également au-delà de ses frontières. Les spectateurs, les sportifs, les manadiers assistent et participent également aux manifestations de course camarguaise sur les communes limitrophes à la Métropole. C'est dans cet esprit que le Trophée taurin et la Métropole justifient d'un lien particulier avec les communes limitrophes disposant d'arènes permettant d'accueillir des courses camarguaises de qualité comme Lansargues, Mauguio et Lunel.

Dans ce contexte, le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de renouveler, lors de l'assemblée délibérante du 22 mars 2022, le « *Trophée Taurin* » de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2022, dans les arènes de villages de tradition du territoire métropolitain ainsi que sur trois communes de culture taurine limitrophes : Saint Geniès des Mourgues, Castries, Baillargues, Villeneuve-lès-Maguelone, Pérols, Lattes, Saint Georges d'Orques, Mauguio, Lansargues et Lunel.

L'ensemble des courses s'inscrivent dans le calendrier annuel des trophées de l'Avenir et des As de la Fédération Française de la course camarguaise et doivent respecter le règlement et les modalités d'organisation des courses définies dans le cahier des charges du Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce cadre, et compte tenu de l'intérêt métropolitain de cette manifestation, il est proposé d'affecter aux clubs et associations de la Métropole une subvention permettant d'une part aux clubs d'organiser les courses et d'autre part d'attribuer les prix aux vainqueurs : raseteurs, manadiers, clubs.

CODE	STRUCTURE	NUMÉRO DE DOSSIER	TYPE	MONTANT ATTRIBUÉ
7899	CLUB TAURIN LOU RAZET DE PÉROLS	000874	PROJET	9 800 €
7178	CLUB TAURIN « LE SANGLIER » DE BAILLARGUES	000917	PROJET	3 000 €
7292	CLUB TAURIN « LOU TAU » DE LATTES	000918	PROJET	5 500 €
7192	CLUB TAURIN « LE TRIDENT » DE CASTRIES	000916	PROJET	6 500 €
7223	CLUB TAURIN « LE TRIDENT » DE SAINT-GEORGES D'ORQUES	000919	PROJET	3 300 €
7232	SECTION TAURINE PAUL RICARD DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE	000920	PROJET	2 300 €
7225	CLUB TAURIN « LE TRIDENT » DE SAINT-GENIÈS-DES-MOURGUES	000921	PROJET	2 500 €
TOTAL				32 900 €

Des conventions d'attribution seront formalisées avec chacun de ces clubs pour déterminer les conditions d'attribution de cette aide.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'affectation des subventions aux clubs et associations susvisés pour l'organisation des courses du Trophée Taurin 2022, sous réserve de signature des conventions d'attribution afférentes ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution de subvention ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 10 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203319-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- TROPHEE TAURIN 3M 2022 CONVENTION CLUB TAURIN LE SANGLIER - 2eme ACOMPTE.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Eliane LLORET, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Développement économique et emploi" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de ses compétences de développement économique et politique de la Ville, Montpellier Méditerranée Métropole a la volonté de soutenir des associations qui participent au dynamisme économique du territoire de manière durable et inclusive. A ce titre, elle souhaite apporter son soutien aux associations suivantes qui œuvrent sur le territoire de la Métropole pour favoriser la découverte des métiers et de l'entrepreneuriat, l'insertion par l'activité économique et la Responsabilité Sociale des Entreprises.

Pour aider les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer les subventions suivantes :

1- SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT

a) Dans le cadre de la Cité Educative :

ORGANISME	OBJET DE LA SUBVENTION	SUBVENTION
BGE Sud-Ouest	Sensibilisation à l'entrepreneuriat en milieu scolaire.	3 000 €
Les Petits Débrouillards Occitanie	Explorateurs des sciences.	5 000 €
SCIC Tropisme	Découverte des ICC.	3 000 €

b) Dans le cadre de l'insertion professionnelle

ORGANISME	OBJET DE LA SUBVENTION	SUBVENTION
60 000 REBONDS	Fonctionnement	5 000 €
PROFESSION SPORT ET LOISIRS 34	Bourse d'emplois des jeunes	3 000 €
RECYCL' ET VOUS	Fonctionnement	15 000 €

c) Dans le cadre de l'accompagnement des entreprises à la Responsabilité Sociale des Entreprises :

ORGANISME	OBJET DE LA SUBVENTION	SUBVENTION
FRANCE ACTIVE AIRDIE OCCITANIE	Les cafés engagés	20 000 €
FACE HERAULT	Accompagnement collectif des TPE/PME à la RSE	4 000 €

2- SUBVENTION D'INVESTISSEMENT

ORGANISME	OBJET DE LA SUBVENTION	SUBVENTION
LES JARDINS DE COCAGNE MIRABEAU	Investissement	15 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Hind EMAD, Mme Clare HART, M. Sophiane MANSOURIA, M. Eric PENSO, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-205435-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention hors AAP CDV 10 000_MISE A JOUR mai22.docx
- Convention type AAP CDV EMPLOI DEV ECO_MISE A JOUR mai 22.docx
- Convention hors AAP CDV -10 000_MISE A JOUR mai22.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOU.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Eliane LLORET, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A)" - Exercice 2022 - Approbation

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis 2015, Montpellier Méditerranée Métropole conduit une Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A) volontariste. Le 25 janvier 2022, le Conseil de Métropole a adopté par délibération la révision de la P2A, et ainsi défini un nouvel élan pour développer la résilience agricole et la souveraineté alimentaire du territoire de la Métropole.

La P2A vise cinq finalités transversales :

- Proposer une alimentation saine et locale au plus grand nombre et assurer la continuité des approvisionnements ;
- Soutenir localement l'emploi et les revenus agricoles et agroalimentaires ;
- Préserver les ressources naturelles (biodiversité, quantité et qualité des eaux, des sols et de l'air) et le patrimoine paysager ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre, s'adapter aux évolutions climatiques ;
- Contribuer à la cohésion sociale, au sein de la ville, et entre l'urbain et le rural.

Elle se décline en 5 orientations opérationnelles :

- Façonner un territoire agroécologique ;
- Structurer un approvisionnement durable et résilient ;
- Permettre à tous d'accéder à une alimentation de qualité et choisie ;
- Diffuser les savoirs et promouvoir l'innovation ;
- Construire une gouvernance territoriale agroécologique et alimentaire.

Pour relever ces défis « *de la fourche à la fourchette* », Montpellier Méditerranée Métropole souhaite soutenir la vitalité des acteurs territoriaux. En effet, le dynamisme des acteurs est un moteur essentiel du développement économique, écologique et social et de la transition du système alimentaire territorial. Chaque année, la Métropole soutient ainsi l'action de nombreuses structures qui participent au développement d'un système alimentaire durable :

- Des partenariats structurants ont été construits depuis plusieurs années avec la communauté scientifique de renommée internationale sur ces thématiques, les organisations professionnelles et les têtes de réseaux. Ils continuent à se déployer sur le moyen terme sont généralement reconduits d'une année sur l'autre, parfois avec un cadrage triennal. La Métropole soutient ces acteurs dont l'action vient en appui à la mise en œuvre de la P2A. La convention de partenariat matérialise des objectifs de moyen terme définis en commun ainsi qu'une déclinaison opérationnelle annuelle ;
- Le soutien à des projets opérationnels structurants pour le territoire, qui contribuent à la mise en œuvre des orientations de la P2A, portés par des acteurs inscrits dans un cadre d'échange régulier ou occasionnel ;
- La mobilisation citoyenne autour de l'agroécologie et du développement durable, avec, dès que c'est possible, une harmonisation du calendrier événementiel avec les 4 saisons de l'agroécologie et de l'alimentation durable.

Pour aider ces partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets en 2022, il y a lieu de leur allouer des subventions suivant le tableau ci-dessous :

Subventions de projets évènementiels et de mobilisation citoyenne					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Projet	Montant attribué
6151	PIC'ASSIETTE	METRODEV 001166	Projet	Dans le cadre du projet Croquons la Garrigue , l'association met en exergue des solutions pour une alimentation locale saine et de saison accessible à tous, par l'organisation de rencontres et visites thématiques, et en particulier une journée de rencontre sur le territoire de la Métropole sur la thématique de la transformation des produits des garrigues.	1 500 €
Total					1 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution avec les bénéficiaires ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204611-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet_Convention_PICASSIETTE.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique Transition Énergétique et Écologique - Exercice 2022 - Approbation

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives rejoignent pleinement les objectifs du Plan Climat Air Energie Territorial solidaire (PCAETs), dont le projet et les orientations, arrêtés au Conseil de Métropole du 22 mars 2022, ambitionnent notamment une importante sensibilisation des habitants aux enjeux de préservation de la biodiversité et de lutte face aux évolutions climatiques.

Ligue de Protection des Oiseaux

Depuis plusieurs années, Montpellier Méditerranée Métropole est engagée auprès de l'association Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) de l'Hérault, poursuivant des objectifs communs de préservation de la biodiversité, et d'observation de l'évolution de son comportement face aux changements climatiques, notamment au travers d'un accompagnement au fonctionnement du Centre de soins de la faune sauvage. La réponse à l'urgence climatique est identifiée en tant qu'enjeu majeur, de l'échelle internationale et l'échelon local, sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, qui vise l'atteinte de la neutralité carbone à l'horizon 2050 au travers de son PCAETs.

Parallèlement à cet engagement de la Métropole, la LPO offre un service de médiation au titre des interactions de cohabitations avec les humains et/ou le bâti. A titre d'exemple, elle reçoit plus de 7 000 appels par an au titre de cette action. Dans ce cadre, la LPO propose à la Métropole de contribuer au service de médiation sur son territoire, pour l'année 2022. La Métropole souhaite y faire droit, pour un montant de 2 500 €.

ARTIO

L'association ARTIO est une association étudiante, dont l'un des objectifs est d'assurer un soutien aux initiatives étudiantes pour une meilleure compréhension et sensibilisation à la biodiversité. Dans ce cadre, l'association sollicite la Métropole dans le cadre de l'organisation de l'événement Festi'versité, dont l'objectif est de sensibiliser petits et grands aux enjeux de l'écologie à travers différentes animations telles que des jeux ateliers, balades et des expositions. Il s'agit d'un événement gratuit, ouvert à toutes et tous, et organisé les 30 et 31 octobre au Zoo de Lunaret. L'association propose à la Métropole de contribuer à l'organisation de cet événement, pour l'année 2022. La Métropole souhaite y faire droit, pour un montant de 2 500 €.

Université de Montpellier

L'Université de Montpellier sollicite ici la Métropole dans le cadre de la construction d'une exposition organisée dans le cadre de l'élaboration d'un projet pédagogique autour de la biodiversité, intitulé « *Coup de projecteur sur la biodiversité (in)visible* ». La construction de cette exposition sera réalisée durant l'année 2022 et a vocation à être présentée au grand public, en itinérance, durant l'année 2023. Ce projet entre pleinement dans les objectifs de sensibilisation et de développement de la connaissance, au regard des enjeux de biodiversité sur le territoire métropolitain. L'Université propose à la Métropole de contribuer à l'organisation de cette exposition, pour l'année 2022. La Métropole souhaite y faire droit, pour un montant de 10 000 €.

Salon de l'Ecologie

L'Association du Salon de l'Ecologie est une association qui a pour but l'organisation de l'édition 2022 du Salon du même nom, autrement appelé *Ad Natura*. La première édition de cette formule ambitieuse du salon se tiendra du 27 au 29 octobre 2022, au parc des expositions, à Pérols. Il s'agit d'un événement, à visée nationale, sous parrainage de l'Office Français de la Biodiversité (OFB), en collaboration avec la Région Occitanie, l'Agence Régionale de la Biodiversité Occitanie (ARB Occitanie), l'Union Professionnelle du Génie Écologique (UPGE) et l'Université de Montpellier, et avec le soutien de nombreux partenaires. *Ad Natura* permet de réunir, connaître et valoriser tous les acteurs de la filière professionnelle travaillant dans le domaine et sur les métiers et formations à l'écologie, autour de la mobilisation, en particulier de 4 filières professionnelles : la Recherche, la Gestion d'espaces, l'Education, et l'Ingénierie. L'Association propose à la Métropole de contribuer à l'organisation de cet événement, pour l'année 2022. La Métropole souhaite y faire droit, pour un montant de 30 000 €, et bénéficier d'un espace dans la zone d'exposition, partagé avec la Ville de Montpellier, pour promouvoir ses missions et activités, ainsi que d'un temps de parole lors des différentes journées du colloque.

Pour accompagner les associations et partenaires à mener à bien leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

TRANSITION ENERGETIQUE ET ECOLOGIQUE				
Code	Structure	N° de dossier	Type	Montant attribué
4431	Ligue de Protection des Oiseaux	METRO TE-000056	Projet	2 500,00 €
5290	ARTIO	METRO TE-000054	Projet	2 500,00 €
6928	Université de Montpellier	METRO TE-000057	Projet	10 000,00 €
5417	Salon de l'Ecologie	METRO TE-000061	Projet	30 000,00 €
TOTAL				45 000,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions attributives afférentes ;
- D'approuver les termes des conventions attributives à intervenir avec chacune des associations ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Roger CAIZERGUES, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Régine ILLAIRE, Mme Coralie MANTION, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204338-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2022_LPO_Convention_Projet_es.doc
- 2022_ARTIO_Convention_Projet_es.doc
- 2022_UM_Convention_Projet_es.doc
- 2022_ADNATURA_Convention_Projet_es.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Hors commission - Commune de Fabrègues - Site Hélios - Industries culturelles et créatives - Protocole d'accord - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La Métropole a initié sur l'ensemble de son territoire un projet d'accueil et de développement ambitieux de la filière des industries culturelles et créatives (ICC). L'écosystème s'est construit et enrichi au fil des années. L'ambition de la Métropole est faire de Montpellier la terre de référence de l'innovation créative et culturelle, révélatrice de talents et porteuse d'expertises de renommée mondiale.

Le secteur du cinéma et de l'audiovisuel représente l'un des segments phares de la filière ICC à l'échelle du territoire. Les synergies croisées avec les spécialistes des autres secteurs sont fortes, en particulier ceux des effets spéciaux et de l'audio. Les studios actuels, toujours en quête d'optimisation des temps de post-production, doivent être à la pointe de la technologie et déploient des plateaux techniques ultra-performants en lien avec les professionnels locaux qui peuvent déjà bénéficier de sites d'exploitation uniques. La présence de France TV Studio à Vendargues, qui opère un site pour ses propres besoins mais également pour d'autres productions, est un atout considérable.

La Métropole est particulièrement attachée à renforcer l'attractivité du territoire en fédérant les acteurs ICC autour d'une dynamique collaborative et en consolidant son offre. Sa feuille de route stratégique se traduit autour de quatre axes prioritaires :

- L'accompagnement de la filière ;
- La valorisation des talents et des projets ;
- La co-crédation d'une marque de territoire ;
- Le développement d'une offre d'accueil dédiée.

Dès 2019, le Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) a pointé la nécessité pour la France de développer des studios de production intégrant des équipements industriels, une offre de backlot et de services associés, pour attirer les productions nationales et internationales sur le territoire. L'ambition pour la Métropole est de répondre à ces enjeux et à une demande industrielle croissante, synonyme de créations d'emplois et de coopérations.

La société PICS STUDIO envisage pour sa part la réalisation de studios cinématographiques sur une dizaine d'hectares dans le périmètre de la ZAC des Vautes à Saint-Gély-du-Fesc (34).

L'opération recouvre un projet industriel induisant la construction de 30 000 m² de bâtiments dont 10 000 m² de plateaux de tournage, et tout l'écosystème associé (loges, bureaux, post production, stockage ...).

Il est envisagé par la société PICS STUDIO de mettre en synergie ce projet, à horizon 2025, avec deux sites identifiés sur le territoire de la Métropole, l'un dévolu à l'hébergement des personnels extérieurs appelés à résider temporairement à proximité des lieux de tournages, l'autre destiné à compléter l'offre au titre de lieux de tournage. Un site de tournage permanent en extérieur, avec les contraintes que cela implique notamment en termes de surfaces, accès PL, ambiance sonore, confidentialité s'avère indispensable. Ce besoin est globalement corroboré par les professionnels du cinéma et de l'audiovisuel.

La Métropole s'est portée acquéreur en mars 2020 d'un site situé sur la commune de Fabrègues dénommé HELIOS, afin de répondre à deux besoins.

Un premier besoin de regroupement du centre technique métropolitain dit « *de la Plaine Ouest* », regroupant les équipes du pôle territorial Voirie exerçant sur les communes de Fabrègues, Cournonsec, Cournonterral, Saussan, Lavérune et Saint Jean de Védas, à la suite des transferts de compétences des communes sur ce sous-secteur du territoire. A ce jour, les services métropolitains sont installés sur le site en exploitation.

Un besoin également de disposer de foncier disponible pour l'accueil et le développement d'activités économiques sur le territoire de la Métropole, fortement carencé, et permettant la maîtrise foncière préalable à un aménagement d'ensemble, de cette zone classée en AU0 du Plan Local d'Urbanisme (PLU). Le Schéma de Cohérence Territoriale et le PLU ont inscrit ce foncier et les parcelles voisines de part et d'autre de la route départementale 114 en secteur à urbaniser dans la perspective de répondre aux besoins du territoire, par la création d'une offre conséquente en termes notamment de création d'emplois à l'Ouest de la Métropole.

Montpellier Méditerranée Métropole, engagée depuis plusieurs années dans le déploiement d'une offre à destination de la cible des industries culturelles et créatives, souhaite impulser la création d'un backlot (site dédié aux tournages multiples en intérieur et en extérieur par la mise en place de décors semi-permanents) sur son territoire. Le site d'HELIOS, dans sa configuration actuelle, est d'ores et déjà devenu un lieu de préparation de tournages, sur lequel l'ensemble des prestataires techniques et artistiques impliqués peuvent être présent, en complémentarité avec l'occupation des services métropolitains.

Ayant connaissance du potentiel de ce site, le porteur de projet, société PICS STUDIO a saisi la Métropole de ce projet, privé, mais qui n'est pas dénué de potentialités économiques pour le territoire.

Le territoire ayant une réelle opportunité de devenir un leader Sud-Européen dans l'accueil des tournages cinéma et audiovisuel, Métropole et PICS Studio ont donc un intérêt concordant, entre elles et avec les professionnels du cinéma et de l'audiovisuel. Les filières professionnelles manifestent en outre une urgence relative de déploiement. Le constat est partagé sur la nécessité d'identifier un porteur de projet, une locomotive, un déclencheur, professionnel, pour la filière.

Dans ce contexte, la question du maillage est importante, l'offre d'accueil du territoire régional ne devant pas se limiter au périmètre géographique de Saint-Gély-du-Fesc, mais bien s'étendre à l'Arc Méditerranéen.

Seule une démarche coopérative et partenariale rend possible le déploiement de la filière.

Cette démarche est en pleine adéquation avec les attentes du CNC, établissement public administratif sous tutelle de l'Etat, créé en 1946 et réformé par ordonnance du 24 juillet 2009, qui est en phase de lancement d'un appel à projet Grande Fabrique de l'Image France 2030.

Ses missions de service public, autour du soutien et du développement des filières économiques et industrielles cinématographiques et audiovisuelles, de promotion, de diffusion, de réglementation et de contrôle de l'audiovisuel, l'ont conduit à un vaste projet visant à moderniser et structurer l'appareil productif français dans le cadre de la compétition internationale.

L'objectif du programme « *Grande Fabrique de l'Image France 2030* » est un appariement entre investissements dans les moyens techniques de fabrication et besoins de formation. L'Arc Méditerranéen fait partie des trois territoires ciblés et prioritaires pour l'attribution des subventions dans le cadre de cet appel à projet. La candidature doit être déposée au plus tard le 30 octobre 2022.

PICS STUDIO souhaite concourir pour le compte du territoire sur la base d'une offre complète, concurrentielle et attractive pour les acteurs nationaux et internationaux de cette filière.

La Métropole, en conformité avec son intention lors de l'acquisition du site et en conformité avec ses attentes en matière de dynamisation économique de son territoire, accompagnée par la Région Occitanie, n'est pas opposée à une affectation, à terme, du site immobilier d'Hélios à destination des ICC (Industries Culturelles et Créatives), sachant toutefois que l'acquisition de cet ensemble immobilier fait l'objet d'un contentieux en cours d'instance en appel.

Dans ce contexte, la société PICS STUDIO doit travailler avec l'ensemble des partenaires potentiels du territoire, dans une démarche coopérative de développement de la filière et étudier les synergies possibles entre les sites de Saint-Gély-du-Fesc, d'Hélios et avec le groupe France TV, basé à Vendargues dans la zone d'activités du Salaison.

Afin de promouvoir ce projet structurant pour le territoire, il est proposé la signature d'un protocole partenarial *sui generis*, d'une durée de deux ans, permettant à la société PICS Studio de réaliser, ou faire réaliser sous sa responsabilité, toutes les études et investigations préalables et nécessaires à la définition d'un projet, afin de s'assurer de sa faisabilité technique, juridique et économique sur le site Helios. Au terme de ces études, sous maîtrise d'ouvrage privée et sans aucune contrepartie de la Métropole, dès lors que le projet sera affiné et serait retenu dans le cadre de l'appel à projets France 2030 conduit par le Centre National du Cinéma et de l'Image Animée, la Métropole, sous réserve d'un éventuel déclassement et du sort du contentieux pendant devant la juridiction administrative sous le numéro 22TL21608, sera engagée à lui proposer l'acquisition d'une partie du tènement foncier Hélios, constitué des parcelles CA15 et CA13 situées sur la commune de Fabrègues.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes du protocole entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société PICS STUDIO pour la réalisation des études préalables nécessaires à la définition d'un projet d'implantation d'un site de tournage sur les parcelles cadastrées CA 13 et 15 sur la commune de Fabrègues ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-206911-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PROTOCOLE PICS STUDIOS - protocole.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Publique Locale TaM - Cession de titres de participation au bénéfice de la Ville de Pérols - Approbation - Modification d'un représentant

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier sont actionnaires de la Société Publique Locale (SPL) TaM au capital de 4 286 000 € composé de 34 288 actions soit 125 € par action. Elles détiennent respectivement 68.92 % et 31.08 % du capital, et occupent respectivement 5 et 2 postes (dont la Présidence) sur 7 au sein du conseil d'administration de la société.

La SPL TaM exerce plusieurs activités : gestion des transports urbains, gestion des stationnements en ouvrages et du stationnement sur voirie, réalisation de mandats de maîtrise d'ouvrage pour les infrastructures de mobilité, activités en propre et gestion d'un CFA.

Une SPL dispose d'un actionnariat exclusivement public, dont au moins deux collectivités locales ou groupements de collectivités territoriales ; elle ne peut exercer ses activités qu'au seul bénéfice de ses actionnaires, selon leurs propres compétences et sur leur unique territoire.

La Ville de Pérols a émis le souhait d'entrer au capital de la SPL TAM ; par ailleurs elle projette de lui confier prochainement un contrat de stationnement.

Les actions de la société ne peuvent être cédées qu'à des collectivités territoriales ou à des établissements publics de coopération intercommunale ayant un intérêt direct à la réalisation de l'objet social de la société.

Dans ce cadre, il est proposé au conseil de procéder à la cession de 100 actions au prix de 125€ par action (valeur nominale), pour une valeur globale de 12 500€, au profit de la Ville de Pérols. En effet compte tenu de la situation économique actualisée de la société, la transaction à la valeur nominale peut être opérée.

Cette disposition est également soumise à l'approbation du Conseil municipal de Pérols en date du 29 septembre 2022, ainsi qu'à l'agrément du prochain Conseil d'Administration de la SPL TaM.

Ces mouvements de titres n'impactent pas le montant du capital social qui s'élève toujours à 4 286 000 €, soit 34 288 actions d'une valeur nominale de 125€. Par ailleurs il n'y a pas lieu de modifier les statuts de la société.

La nouvelle répartition des sièges proportionnelle au capital détenu est opérée comme suit :

Actionnaire représenté au sein du Conseil d'Administration	Nombre de titres	Valeur en €	% détenu par les actionnaires en AG	Nombre de sièges au CA
Montpellier Métropole	23 532	2 941 500	68.63%	5
Ville de Montpellier	10 656	1 332 000	31.08%	2
Ville de Pérols	100	12 500	0.29%	1
TOTAL	34 288	4 286 000	100%	8

Cette nouvelle répartition des sièges au sein du Conseil d'administration de la société, nécessite la désignation d'un nouveau représentant de Montpellier Méditerranée Métropole, en remplacement de Monsieur Jean-Pierre RICO.

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Jean-Luc SAVY. Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, Monsieur le Président propose à l'Assemblée, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la cession des 100 actions à 125 € chacune soit 12 500 € ;
- De porter le nombre de parts détenu par Montpellier Méditerranée Métropole dans la SPL TaM, à hauteur de 23 532 actions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De désigner un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil d'administration de la SPL TaM en remplacement de Monsieur Jean-Pierre RICO et de l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- De décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

Mme Mathilde BORNE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Coralie MANTION, M. Julien MIRO, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-205597-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération, il convient de désigner les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Organismes	Représentations
Conférence de l'entente du golfe d'Aigues Mortes	Serge DESSEIGNE (titulaire) Véronique NEGRET (suppléante)
Transports de l'agglomération de Montpellier (TaM)	Jean-Luc SAVY (AG) Sébastien COTE (CA) En remplacement de Julie FRÊCHE (CA et AG)

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'approuver les désignations des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des instances internes et d'organismes extérieurs, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Sébastien COTE, M. Serge DESSEIGNE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Véronique NEGRET, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204749-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARDILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Bernadette CONTE-ARRANZ, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Yvon PELLET, Bernard TRAVIER

Hors commission - Approbation des procès-verbaux des Conseils de Métropole du 31 mai 2022 et du 26 juillet 2022

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Les procès-verbaux des séances du 31 mai et du 26 juillet 2022 sont annexés à la présente délibération, accompagné de la synthèse des décisions présentée lors de ce Conseil.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les procès-verbaux des Conseils de Montpellier Méditerranée Métropole du 31 mai et du 26 juillet 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-207637-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PV 31_05 SYNTHESE.pdf

- PV_C3M_26.07.22.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RESSOURCES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOSSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Règlement du temps de travail au sein de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°M2021-385 du 28 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la mise en place d'une nouvelle organisation à un temps de travail annuel de 1607 heures à compter du 1^{er} janvier 2022. Afin de poser un cadre commun et d'harmoniser les règles existantes applicables aux agents de la Ville et de la Métropole, l'organisation du temps de travail a été formalisée dans un règlement.

Le présent règlement définit les règles communes du temps de travail, en application des principes fixés par la réglementation en vigueur :

- Il rappelle les dispositions générales qui s'appliquent conformément au cadre légal ;
- Il précise les modalités d'organisation du temps de travail des personnels de la Ville et de la Métropole visant à assurer le bon fonctionnement des services, tout en garantissant l'équité entre les agents.

L'intégralité des dispositions du présent règlement est applicable de droit aux fonctionnaires et personnels de droit public quel que soit leur temps de travail (temps complet ou non-complet, temps plein ou temps partiel).

Les règles fixées s'appliquent sans préjudice des évolutions législatives et réglementaires applicables à la Fonction Publique Territoriale.

Le présent règlement a été soumis à l'avis du Comité Technique du 23 septembre 2022.

Il pourra être complété par des notes de service internes et modifié, autant que de besoin pour suivre l'évolution réglementaire ainsi que les nécessités de service.

Toute modification ultérieure ou tout retrait sera soumis à l'accord préalable et à la validation du Comité Technique et de l'assemblée délibérante.

Pour certains métiers et/ou cycles de travail spécifiques, il pourra être décliné dans des règlements internes selon les besoins de chaque pôle, notamment en ce qui concerne le travail en équipe, les horaires décalés, les modalités de départ en congés ou toute autre modalité jugée utile pour assurer la continuité du service public.

Par ailleurs, le présent règlement vient modifier la délibération n° M2020-486 portant réforme des congés bonifiés. Pour bénéficier de congés bonifiés, l'agent devra remplir cinq critères cumulatifs dont deux principaux (au lieu de trois) dans la liste des critères énoncés du présent règlement et la délibération susvisée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'adopter le règlement du temps de travail commun aux agents de la Ville et de la Métropole ;
- D'approuver la modification de la délibération n° M2020-486 portant réforme des congés bonifiés telle que décrite ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-205326-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Règlement mutualisé du temps de travail Ville et Métropole.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Relations institutionnelles entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Modifications des conventions de services communs - Autorisation de signature

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A la suite de cette création la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée.

Les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. Depuis 2015, un certain nombre de services communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont ainsi été créés.

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, des services communs correspondant aux différents pôles qui comprennent des directions à la fois de la Ville et de la Métropole ont été créés par délibération des assemblées délibérantes de la Métropole et de la Ville de Montpellier en date respectivement du 14 et 16 décembre 2021.

Aux côtés du Directeur Général des Services et des Directeurs Généraux Délégués, les pôles seront les garants de la mise en œuvre des politiques publiques, des objectifs et du délai de réalisation.

Afin de porter de façon transversale les enjeux d'égalités, de cohésion sociale, il convient de créer un service commun de direction du Pôle des solidarités auquel il est proposé d'associer le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier. Dans ce service commun tripartite entre la Ville, le CCAS et la Métropole, il est proposé que le directeur du Pôle solidarité exerce également la fonction de directeur général du CCAS

La convention de services communs précise les modalités de cette mise en commun et notamment les postes concernés ainsi que les clés de répartition financière entre la Ville la Métropole et le CCAS. Cette convention a fait l'objet d'un avis des comités techniques en date du 23 septembre 2022 pour la Ville et du 22 septembre 2022 pour la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la création d'un service commun de direction du Pôle des solidarités entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204745-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Pôle Solidarité V CCAS 3M.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Projet d'animation sociale et culturelle - Convention de collaboration volontaire - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité améliorer l'environnement du village de transition par la conduite d'un projet socioculturel réunissant les familles accueillies, ainsi que les riverains. L'ambition est de « *mettre en art* », le Pont de la Rauze (situé à proximité) dans le cadre d'ateliers participatifs sur la période allant du 4 octobre au 17 décembre 2022.

La mise en œuvre de ce projet a été confiée au Pôle culture et patrimoine de la Métropole en liaison avec le Service Communal d'Hygiène et de Santé, ainsi que l'association gestionnaire du site. Il s'appuiera, notamment, sur la conduite d'ateliers d'initiation au *street art* en direction des enfants, des jeunes et des adultes.

L'intégration bénévole d'un artiste volontaire a été programmée sur la période allant du 12 novembre au 17 décembre 2022. Celui-ci apportera sa contribution au projet dans le prolongement de son déploiement dans le cadre d'une mesure de Travail d'intérêt général (TIG) accompagné par les Services pénitentiaire d'insertion et de probation de l'Hérault.

Cette inclusion suppose la signature d'une convention de collaboration volontaire et s'intègre dans la stratégie locale prévention de la délinquance et de la récidive.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le principe de l'intégration de ce volontaire souhaitant apporter une contribution au projet artistique mis en place sur le Pont de La Rauze ;
- D'approuver les termes de la convention de collaboration volontaire ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-206212-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Collaboration Volontaire.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Modifications du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de modifier le tableau des emplois et des effectifs de la manière suivante :

1. Créations de poste : 19 postes permanents et 2 non permanents (CDD Projet)

Il est nécessaire, de créer au tableau des emplois et des effectifs les 21 postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe :

- 1 poste qui relève de projets engagés et liés à la nouvelle mandature : Responsable de l'unité économie circulaire, référent éco-consommation et réemploi ;
- 4 postes financées ou qui génèrent des recettes : 1 poste subventionné par l'Etat, 1 payé par la Régie des Eaux et 2 postes réservés pour des agents déjà dans la Collectivité ;
- 1 poste permettant de doter les directions de moyens supplémentaires : un poste d'infirmier pour un agent qui était déjà en renfort ;
- 8 postes qui découlent de la réorganisation du pôle solidarités et 4 de la réorganisation du pôle sports (transfert de la Ville).
- 2 postes en CDD Projet de gestionnaire technique du patrimoine pour répondre au besoin d'installer et de changer un volume plus important de mobilier de collecte des déchets et de propreté urbaine nettoiement constituant un pic d'activité pour les deux prochaines années.
- 1 poste de chargé de projets Espaces publics

2. Réajustements de poste pour mise en conformité grade/emploi : 6

Les 6 emplois permanents pour lesquels il est nécessaire d'ajuster le ou les cadres d'emplois d'accès aux postes sont mentionnés dans l'**annexe 2** ci-jointe.

3. Transformations de postes : 18

Les 18 emplois permanents qui connaissent une évolution substantielle, sont mentionnés dans l'**annexe 3** ci-jointe.

4. Suppressions de poste : 2

Les 2 emplois supprimés, après avis du Comité Technique du 23 septembre 2022, sont mentionnés dans l'**annexe 4** ci-jointe :

- 1 contrat de projet qui évolue en poste permanent ;
- 1 suppression d'un poste mis à disposition suite à un départ à la retraite.

5. Ouvertures de postes aux agents non titulaires : 1

Il s'agit de confirmer la possibilité de recruter un agent non titulaire sur un poste permanent, sur le fondement de l'article 3-3 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984. Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans l'**annexe 5** ci-jointe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De modifier le tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité, des transformations et des suppressions de postes citées en annexes ;
- De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204517-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ANNEXE1 V4 créations Conseil 221004.pdf
- ANNEXE 2 Mise en conformité Conseil 221004.pdf
- ANNEXE 3 V2 transformation Conseil 221004.pdf
- ANNEXE 4 Suppressions Conseil 221004.pdf
- ANNEXE 5 Confirmation Conseil 221004.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Recours au dispositif d'apprentissage - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole fait régulièrement appel à des centres de formation afin de pouvoir accueillir des apprentis au sein de ses services.

L'apprentissage constitue un axe fort de la politique d'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Il présente un intérêt certain pour les jeunes accueillis et notamment ceux en situation de handicap en leur proposant un mode d'insertion professionnelle durable grâce à l'obtention d'un niveau de qualification et une expérience adaptée.

Il permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans (sans limite d'âge concernant les travailleurs handicapés) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans la collectivité. Cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre. D'autre part, il permet de tisser des liens durables avec les centres de formation sur des métiers et compétences recherchées par la collectivité. L'apprentissage est ainsi un formidable levier pour anticiper des besoins de recrutement ou des apports réguliers d'innovation, tout en répondant à un objectif de mission de service public par le soutien à l'emploi et à la qualification des jeunes. Enfin, il permet d'envisager au terme de leur formation, une intégration dans les effectifs de la Métropole, et contribue ainsi à la formation professionnelle de ces jeunes au sein du bassin d'emplois.

Il est proposé en complément des délibérations du 31 mai 2022 et du 26 juillet 2022 de créer deux postes supplémentaires pour obtenir un total de 26 nouveaux contrats d'apprentissage, afin d'accueillir d'une part, un nouvel apprenti doté de qualifications en ingénierie sociale pour le Conseil de Développement et d'autre part, un apprenti préparant une formation d'éducateur spécialisé pour le service de gestion des aires d'accueil.

Il est également proposé d'augmenter d'un an la durée de 4 contrats d'apprentissage déjà créés, pour répondre aux organismes de formation qui demandent une durée de contrat identique à la durée de la formation. Ces 4 apprentis vont préparer une formation qui durent 2 ans.

Le choix des apprentis sera réalisé par la collectivité. Ce dispositif pourra être reconduit d'une année supplémentaire en cas de redoublement d'un apprenti.

Le maître d'apprentissage sera inscrit à la formation dispensée par le CNFPT et bénéficiera de la Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) de 20 points d'indice supplémentaire permettant ainsi la reconnaissance de leur investissement et de leur responsabilité. Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault et le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique accompagnent sur les plans financier, administratif et technique, les collectivités territoriales dans l'intégration d'apprentis bénéficiant de la reconnaissance travailleur handicapé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le recours au contrat d'apprentissage ;
- D'approuver les termes des contrats d'apprentissage correspondant ;
- D'approuver les modifications des contrats d'apprentissage déjà créés ;
- D'approuver les termes des conventions avec les centres de formation d'apprentis ;
- D'approuver les modifications proposées au tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204538-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CERFA_APPRENTISSAGE_2022.pdf

- convention vierge.pdf

- ANNEXE VF2 Apprentis Conseil 221004.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Extension des astreintes d'exploitation dans le cadre de la mutualisation de la Direction des Relations institutionnelles et de l'Événementiel - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Conformément aux dispositions du Code général de la fonction publique et du décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale « *L'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement détermine, après avis du comité technique compétent, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés* ».

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier a instauré un dispositif d'astreinte d'exploitation pour les chauffeurs par délibération n°2016/269 du 22/06/2016, pour les maîtres d'hôtel, par délibération n°V2017/240 du 20/07/2017 et pour les agents du service production, par délibération n°V2017/241 du 20/07/2017. De même, la Métropole a prévu la possibilité d'avoir recours à des astreintes pour les agents du service du protocole, par délibération n°M2018-239 du 31/05/2018.

Au regard de la mutualisation de la Direction des Relations Institutionnelles et de l'Événementiel (DRIEV), il est proposé d'étendre ces astreintes aux agents mutualisés de Montpellier Méditerranée Métropole qui seront affectés au sein de cette direction et amenés à intervenir à la fois pour la Ville de Montpellier et la Métropole.

- Concernant les chauffeurs : l'organisation de travail du service prévoit que les agents seront amenés à effectuer des astreintes dans le cadre de leur mission. Les agents sont mobilisables lors de déplacements justifiés par l'exercice de leurs fonctions des élus de la Ville de Montpellier et de la Métropole et de personnalités accueillies, la semaine et les week-end. Les cadres d'emplois concernés sont les adjoints techniques, les agents de maîtrise et les techniciens. Cette astreinte est organisée du lundi 8h00 au lundi suivant 8h00 et en dehors des heures d'ouverture du service.
- Concernant les maîtres d'hôtel et les cuisiniers : l'astreinte sera organisée de façon hebdomadaire en couvrant la semaine et le week-end du lundi au lundi. Les cadres d'emplois concernés sont les adjoints techniques et administratifs et agents de maîtrise. Cette astreinte est organisée du lundi 8h00 au lundi suivant 8h00 et en dehors des heures d'ouverture du service.
- Concernant le service Manifestations et Coordination événementielle : il s'agit des interventions faisant suite à des événements non programmés dans le planning d'activités sur demande du Cabinet du Maire ou d'événements de sécurité civile qui entraînent une activation du plan communal de sauvegarde (PCS). Elles seront organisées de façon hebdomadaire en couvrant la semaine et le week-end, du lundi 8h00 au lundi suivant 8h00. Les cadres d'emploi concernés sont les adjoints administratifs, adjoints techniques, les agents de maîtrises et les techniciens du service Manifestations & Coordination événementielle.
- La délibération n°M2018-239 du Conseil de Métropole du 31 mai 2018 a instauré un dispositif d'astreintes pour le service du Protocole. Dans le cadre de la mutualisation précitée, ce dispositif est étendu à l'ensemble des agents mutualisés du service Accueil, Réceptions et Domaines de la DRIEV, toutes fonctions confondues. Cette astreinte est organisée du lundi 8h00 au lundi suivant 8h00 et en dehors des heures d'ouverture du service, en soutien d'événements programmés ou dans le cadre de sollicitations non programmées, liées à des événements contextuels.

Les périodes d'astreinte couvriront les événements pour lesquels ce personnel doit être mobilisable en semaine et week-end et se limiteront à la période nécessaire en dehors des heures d'ouvertures du service pour gérer ces événements.

Les modalités d'indemnisation et de compensation de ces astreintes d'exploitation et d'éventuelles interventions afférentes ont été fixées par la délibération n°13520 du 16 décembre 2015 relative au régime des astreintes applicables aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole. Les montants seront automatiquement réévalués en fonction des textes réglementaires en vigueur.

Les flux financiers entre la Ville de Montpellier et la Métropole sont régis par les conventions de service communs.

Le Comité technique a été saisi pour avis.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les modalités de mise en œuvre des astreintes d'exploitation telles que définies ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-206299-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Attribution de fonds d'équipement aux Communes - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La pratique des fonds de concours prévue à l'article L.5216-5 VI du Code général des collectivités territoriales (CGCT) pour les communautés d'agglomération (et par extension pour les Métropoles), permettant de déroger au principe de spécialité et d'exclusivité budgétaire régissant les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), a été renforcée par l'article 186 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités.

Dès lors, des fonds de concours peuvent être versés entre un EPCI à fiscalité propre et ses communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils communaux concernés, afin de financer la réalisation d'un équipement. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

C'est à ce titre que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner les communes dans la réalisation de leurs projets, résultant de la forte croissance démographique, en matière culturelle, sportive, éducative, économique ou d'accessibilité ainsi que les opérations directement en lien avec les enjeux de la transition écologique et du développement durable.

La capacité collective à investir pour le territoire est d'autant plus importante alors qu'est traversée une crise historique qui nécessite un soutien accru aux acteurs économiques.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil de Métropole de retenir les projets suivants :

COMMUNES	PROJETS	FONDS D'EQUIPEMENT RETENUS
MONTPELLIER	Déploiement de bornes de recharge pour véhicules électriques	200 000 €
PRADES-LE-LEZ	Construction d'un relais petite enfance	150 000 €
VILLENEUVE-LES-MAGUELONE	Rénovation et réhabilitation de l'école Jean-Jacques Rousseau	200 000 €
TOTAL		550 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le versement des fonds de concours relatifs aux projets présentés ci-dessus, sous réserve de signature d'une convention de versement ;
- D'approuver les termes des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes membres de la Métropole concernées ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204892-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- FEC CONVENTION.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Fonds National de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communes (FPIC) - Répartition 2022 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes (FPIC) a été mis en place en 2012. Il institue le principe d'une péréquation horizontale entre collectivités et groupements d'une même catégorie et s'appuie sur la notion d'ensemble intercommunal, composé d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale à fiscalité propre (EPCI) et de ses communes membres.

D'un montant national de 150 M€ en 2012, ce fonds a été porté à 360 M€ en 2013, 570 M€ en 2014, 780 M€ en 2015 et à 1 milliard d'euros en 2016 et 2017. La loi de finances pour 2018 entérine définitivement ce niveau qui n'atteindra donc pas les 2 % des recettes fiscales du bloc local initialement prévus. Ses ressources sont prélevées sur les collectivités et groupements dont le potentiel financier agrégé par habitant dépasse un certain seuil. Elles sont redistribuées entre les ensembles intercommunaux selon des critères de richesse (potentiel financier agrégé et revenu moyen par habitant) et d'effort fiscal.

Au vu de ces éléments, l'ensemble intercommunal de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses communes membres est bénéficiaire de ce fonds. Le montant qui lui est alloué en 2022 s'élève à 14 190 549 €, en augmentation de 3,6 % par rapport à 2021.

Dans le cadre du droit commun, la répartition est effectuée d'une part, entre l'EPCI et les communes membres en fonction du Coefficient d'Intégration Fiscale (CIF), et d'autre part, entre les communes membres en fonction de l'insuffisance de potentiel financier par habitant et de la population de chaque commune.

Total FPIC 2022	14 190 549 €
Part Métropole	8 019 562 €
Part des Communes	6 170 987 €
<i>Baillargues</i>	<i>100 735 €</i>
<i>Beaulieu</i>	<i>30 763 €</i>
<i>Castelnau-le-Lez</i>	<i>271 484 €</i>
<i>Castries</i>	<i>76 702 €</i>
<i>Clapiers</i>	<i>67 352 €</i>
<i>Cournonsec</i>	<i>45 745 €</i>
<i>Cournonterral</i>	<i>86 278 €</i>
<i>Le Crès</i>	<i>113 775 €</i>
<i>Fabrègues</i>	<i>85 716 €</i>
<i>Grabels</i>	<i>111 934 €</i>
<i>Jacou</i>	<i>91 636 €</i>
<i>Juvignac</i>	<i>145 379 €</i>
<i>Lattes</i>	<i>195 673 €</i>
<i>Lavérune</i>	<i>33 020 €</i>
<i>Montaud</i>	<i>14 302 €</i>
<i>Montferrier-sur-Lez</i>	<i>46 085 €</i>
<i>Montpellier</i>	<i>3 769 911 €</i>
<i>Murviel-lès-Montpellier</i>	<i>25 161 €</i>
<i>Pérols</i>	<i>103 398 €</i>

<i>Pignan</i>	<i>103 505 €</i>
<i>Prades-le-Lez</i>	<i>75 407 €</i>
<i>Restinclières</i>	<i>31 874 €</i>
<i>Saint-Brès</i>	<i>43 598 €</i>
<i>Saint-Drézéry</i>	<i>35 653 €</i>
<i>Saint Geniès des Mourgues</i>	<i>26 441 €</i>
<i>Saint Georges d'Orques</i>	<i>67 021 €</i>
<i>Saint Jean de Védas</i>	<i>116 451 €</i>
<i>Saussan</i>	<i>22 044 €</i>
<i>Sussargues</i>	<i>37 706 €</i>
<i>Vendargues</i>	<i>57 700 €</i>
<i>Villeneuve-lès-Maguelone</i>	<i>138 538 €</i>

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la répartition de droit commun du Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes (FPIC) pour 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-195232-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUÏ.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Apurement des régies 2022 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Chaque opération menée par les régisseurs de Montpellier Méditerranée Métropole fait l'objet d'une vérification quotidienne et de vérifications ponctuelles par les services du Comptable public.

Au cours de l'année 2022, les régies des Aires d'Accueil des Gens du Voyage et des Terrains Familiaux de Pignan ont fait l'objet d'un vol dans les locaux de la Métropole. Dès lors qu'un déficit est causé par un vol, le régisseur doit déposer plainte. Le régisseur des deux régies concernées a suivi cette procédure.

Un accord de sursis de paiement a été notifié au régisseur, conformément à l'instruction codificatrice du 21 avril 2006 qui précise qu'« à compter de la notification de l'ordre de reversement le régisseur peut, dans un délai de quinze jours, solliciter un sursis de versement auprès de l'ordonnateur ».

Par la suite, Montpellier Méditerranée Métropole a été destinataire de la demande de décharge de responsabilité et de remise gracieuse formulées par le régisseur. La décharge de responsabilité est accordée en cas de circonstances de force majeure, ce qui implique qu'aucune faute ou négligence n'ait été commise par le régisseur et une remise gracieuse des sommes mises à la charge du régisseur peut être envisagée, celle-ci visant à prendre en compte les circonstances d'apparition du déficit et la situation personnelle des régisseurs.

Conformément à l'instruction codificatrice sur les régies du 21 avril 2006, le Conseil de Métropole est appelé à délibérer sur les demandes des régisseurs. La Direction Départementale des Finances Publiques statuera ensuite sur celles-ci.

A la suite de la réunion relative à l'apurement des régies du 7 juillet dernier, en présence des services du Comptable Public, il est proposé de bien vouloir donner un avis favorable aux demandes de remise totale détaillées ci-dessous :

Régie	Régisseur	Montant du déficit	Date du constat du déficit par le Comptable Public	Avis du Comptable Public
Aires d'Accueil et de Grands Passages des Gens du Voyage	M. GUTIERREZ	8 161.83 €	11 mars 2022	Avis favorable à une remise gracieuse totale
Terrains familiaux de Pignan	M. GUTIERREZ	1 473.50 €	11 mars 2022	Avis favorable à une remise gracieuse totale

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'accorder au régisseur cité ci-dessus la remise gracieuse totale ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-201721-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

SOLIDARITES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOU.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence BRAU, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Max LEVITA, Bernard TRAVIER

Solidarités - Rapport annuel politique de la ville 2021 - Approbation

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

L'objectif de la politique de la ville, traduit par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, est d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants. Montpellier Méditerranée Métropole est devenue compétente en matière de politique de la ville et a signé le 10 juillet 2015 son Contrat de Ville, en étroite collaboration avec la Ville de Montpellier et l'Etat.

La Métropole comporte 12 quartiers inscrits dans la géographie politique de la Ville, ils sont tous situés sur la ville de Montpellier regroupant 53 200 habitants (soit 11% des habitants de Montpellier Méditerranée Métropole et 19% de la Ville de Montpellier). Ces quartiers ont des réalités sociales, humaines et économiques différentes de celles des autres quartiers de la ville et surtout de celles des territoires englobants.

Conformément au décret du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole sont tenues de rédiger un rapport annuel détaillant les actions qu'elles mènent à destination des habitants des quartiers prioritaires, ainsi que les orientations et les programmes de nature à améliorer la situation.

Le rapport annuel sur la Politique de la Ville 2021 permet de présenter les actions en regard des besoins sociaux exprimés et des enjeux révélés par la crise sanitaire qui, bien que moins importante qu'en 2020, a malgré tout profondément impacté les quartiers populaires. Il permet également d'observer les dynamiques de ces territoires et d'en saisir les enjeux.

Ce rapport a été préalablement soumis pour avis, au Conseil citoyen de chaque quartier prioritaire.

Organisé en 3 parties, le rapport présente un bilan 2021 des actions menées pour chacune des thématiques du Contrat de Ville (rénovation urbaine et cadre de vie, développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle, accès à la santé, à la culture et aux pratiques sportives, prévention de la délinquance, réussite éducative, soutien à la jeunesse, accès aux droits et au numérique, égalité femmes/hommes, lutte contre les discriminations), un bilan des actions menées sur chacun des 12 quartiers prioritaires (Aiguelongue, Celleneuve, Cévennes, Figuerolles, Gély, Mosson, Lemasson, Pas du Loup / Val de Croze, Petit-Bard Pergola, Pompignane, Prés d'Arènes, Vert-Bois), ainsi qu'un bilan financier du Contrat de Ville et des dispositifs associés.

Il ne présente pas l'exhaustivité des actions développées, mais propose de donner les principales caractéristiques et faits marquants de l'année 2021.

Le bilan financier fait état d'un engagement financier (crédits spécifiques et de droit commun) de l'ensemble des partenaires de près de 4,85M€ sur la totalité des enjeux du Contrat de Ville et pour l'ensemble des projets déposés dans le cadre de l'appel à projets annuel. Ces crédits ne constituent pas l'exhaustivité des moyens déployés par les institutions sur les quartiers, notamment pour la Ville et la Métropole qui accordent également des subventions de fonctionnement aux associations dans le cadre de leur appel à projets annuel.

De plus, au-delà de l'appel à projets, d'autres dispositifs sont mis en œuvre par les partenaires, avec des moyens complémentaires, à destination des quartiers prioritaires et de leurs habitants (la Cité éducative, le Programme de réussite éducative, les Quartiers d'été, Cité de l'Emploi...). Deux quartiers politique de la ville font aussi l'objet d'un projet de rénovation urbaine : la Mosson et les Cévennes et de très importants moyens financiers sont engagés, principalement par la Métropole, les bailleurs et l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le rapport annuel politique de la ville 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204080-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport PdV 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Solidarités - Fonds métropolitain d'aide aux jeunes - Aides collectives - Attribution de subventions 2022

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes (FAJ3M) est un dispositif visant à favoriser l'insertion sociale et/ou professionnelle des jeunes en grande difficulté et en situation de précarité âgés de 18 à 25 ans. Il répond à l'enjeu de lutte contre la précarité croissante des jeunes sur le territoire de la Métropole. Le FAJ3M vise à financer à la fois des aides individuelles dont ont bénéficié 874 jeunes en 2021 et également des actions collectives. Le FAJ3M collectif permet d'accorder un soutien financier à des associations intervenant dans le domaine de l'insertion sociale et proposant des actions d'accompagnement spécifiques et ciblées pour des jeunes en difficulté.

Depuis 2019, Montpellier Méditerranée Métropole lance un appel à projets annuel afin de retenir les associations bénéficiaires du FAJ collectif. L'appel à projet 2022, approuvé par le Conseil Métropolitain par délibération M2022-175, porte sur les axes suivants :

- L'accompagnement social et l'insertion sociale des jeunes en facilitant l'accès aux droits des jeunes en précarité ou en situation d'urgence sociale ;
- L'insertion professionnelle des jeunes dans le cadre d'accompagnements renforcés vers l'emploi ;
- L'accès à l'hébergement d'insertion ou au logement afin de rompre avec la spirale de la précarité et permettre aux jeunes de se consacrer à leur projet professionnel ;
- L'accès à la santé et notamment la santé mentale.

Pour 2022, il est proposé de retenir les projets suivants et d'octroyer les subventions ci-dessous :

- **40 000 €** à l'association **ISSUE – CORUS** pour l'accompagnement social d'urgence de jeunes sans hébergement et en situation de grande précarité. L'association propose des solutions d'hébergement, l'accès aux droits et à la santé pour 60 jeunes de 18 à 25 ans qui seront ainsi accompagnés pour des durées de 1 à 3 mois. Certains de ces jeunes bénéficient également de secours d'urgence ponctuels dans le cadre du FAJ3M individuels. Pour information, 120 mesures d'accompagnement ont été réalisées en 2020 ;
- **13 000 €** à l'association **DEFI** qui intervient sur le quartier de la Mosson avec le dispositif Passerelles vers l'Emploi. L'association propose à 20 jeunes, sur une durée de 6 mois, des actions linguistiques intensives (acquisition des savoirs de base en français et mathématiques), un projet numérique et une formation citoyenne et civique. Cet accompagnement doit permettre aux jeunes les plus éloignés de l'emploi de lever les freins pour accéder ultérieurement à une formation qualifiante ou un emploi ;
- **8 500 €** à l'association **PEPA (Point d'Ecoute Parents Adolescents) du Groupe SOS** qui anime sur ses antennes de Montpellier (centre et Près d'Arènes depuis peu), Castries et Le Crès des permanences d'écoute et d'accompagnement pour lever les freins psycho-sociaux rencontrés par les jeunes et leurs parents. L'association propose un accueil inconditionnel, une évaluation des besoins, un accompagnement individuel et une orientation vers les services spécialisés si nécessaire ;
- **6 000 €** pour la **MLJ3M** qui anime un Point d'Accueil et d'Ecoute Jeunes (PAEJ) sur ses différentes antennes. Elle propose un accompagnement renforcé des jeunes autour des questions de la gestion des émotions et de la revalorisation de soi et une orientation vers l'accès aux soins. Des ateliers individuels et collectifs sont proposés pour faciliter la prise de confiance des jeunes en situation de recherche d'emploi ;
- **8 000 €** pour l'association **UNI'SONS**, située sur le quartier des Hauts de Massane qui développe des parcours citoyens pour 20 jeunes les plus éloignés de l'emploi. L'action consiste à établir un parcours de 10 à 20 jours autour d'événements portés par Uni'sons ou ses partenaires (Arabesques, Détours du Monde...). Chaque jeune y découvrira un métier différent (logistique, accueil public...) et recevra en contrepartie une rémunération pour financer une partie de son permis de conduire ou son BAFA. Repérés au sein du quartier, les jeunes sont accompagnés par un travailleur social pendant toute la durée du parcours ;

- **4 000 €** pour l'association **OCTOPUS EXPRESSION** qui organisera 2 à 3 chantiers d'expression avec 6 jeunes par chantier destinés à améliorer la communication verbale et non verbale et les préparer à d'éventuels entretiens d'embauche. Ces chantiers de 2 semaines chacun leur permettront d'acquérir des techniques d'expression orale, de découvrir le travail en équipe et de mettre en œuvre une action citoyenne ;
- **6 000 €** pour l'association **AMICALE DU NID** qui accompagne des jeunes femmes et hommes de 18 à 25 ans victimes de prostitution ou en risque prostitutionnel. Elle propose un suivi renforcé et global visant l'insertion par le travail, le logement, l'accès aux soins ;
- **4 000 €** pour l'association **GENERATION SOLIDAIRE CITOYENNE** dans le cadre de son action Paillad'Inclusion. Ce nouveau projet vise les jeunes de la Mosson en situation de décrochage. L'association propose un coaching individualisé pour les démarches administratives, la recherche de formation et d'emploi et la remise dans un parcours de vie. L'association intervient ainsi dans la lutte contre la délinquance (notamment en pied d'immeubles) et l'isolement des jeunes éloignés du droit commun.

« Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes »				
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Montant attribué
3090	ISSUE - CORUS	000061	PROJET	40 000 €
4773	DEFI	000062	PROJET	13 000 €
3794	PEPA (Point d'Ecoute Parents Adolescents) du Groupe SOS	000071	PROJET	8 500 €
1553	MLJ3M	000065	PROJET	6 000 €
3746	UNI'SONS	000069	PROJET	8 000 €
1783	OCTOPUS EXPRESSION	000068	PROJET	4 000 €
4703	AMICALE DU NID	000060	PROJET	6 000 €
6404	GENERATION SOLIDAIRE CITOYENNE	000070	PROJET	4 000 €
TOTAL				89 500 €

Le montant total des subventions allouées s'élève à **89 500 €** pour 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'attribuer les subventions aux associations telles que précisées ci-dessus, sous réserve de signature des conventions de financement ;
- D'approuver les termes des conventions de financement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, Mme Hind EMAD, M. Joël RAYMOND, M. François RIO.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203469-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention type FAJ 2022.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOU.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Participation de TotalEnergies pour l'année 2022 - Convention - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) s'adresse aux ménages qui éprouvent des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de leurs ressources ou de leurs conditions d'existence, pour accéder à un logement ou s'y maintenir et pour y disposer de la fourniture d'eau et d'énergie.

Depuis 2018, le Fonds métropolitain de Solidarité pour le Logement (FSL 3M) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce qui relève de son territoire, avec comme objectif d'accorder, dans les conditions définies par un règlement intérieur, des aides au titre des dettes de loyer et de factures d'énergie, d'eau, de téléphone et d'accès internet à des personnes en difficultés, mais également de prendre en charge des mesures d'accompagnement social, individuelles ou collectives, liées au logement.

En tant que fournisseur d'énergie, TotalEnergies souhaite contribuer au FSL au titre de ses missions de service public et de sa politique de solidarité. Cette contribution vise à soutenir les personnes dans le paiement de leurs factures de consommation d'énergie mais aussi de leur permettre une meilleure maîtrise de l'énergie limitant ainsi le montant de ces mêmes factures. Le financement du FSL est assuré de droit par la Métropole sur son territoire d'intervention et de manière facultative par des partenaires volontaires, tels que les fournisseurs d'énergie, dont TotalEnergies.

Afin de mettre en œuvre cette contribution, il est prévu la signature d'une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le représentant du distributeur d'énergie. La convention, soumise à l'approbation du Conseil, a pour objet de préciser :

- Les modalités de versement de la contribution de TotalEnergies au FSL métropolitain, et la nature des aides destinées aux personnes en situation de précarité se trouvant dans l'impossibilité de régulariser seuls leur impayé d'énergie. Pour 2022, TotalEnergies a fait connaître le montant de sa participation volontaire, à hauteur de 16 000 € ;
- Les engagements respectifs des parties dans la prise en charge des impayés de factures d'énergie des ménages défavorisés et dans la mise en œuvre d'actions préventives.

En conséquence, il est proposé au Conseil de métropole :

- D'approuver les termes de la convention relative à la participation de TotalEnergies au FSL pour l'année 2022 ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-200617-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION TYPE TOTAL ENERGIES 2022-2024.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Participation de Mint Energie pour 2022 - Convention - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) s'adresse aux ménages qui éprouvent des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de leurs ressources ou de leurs conditions d'existence, pour accéder à un logement ou s'y maintenir et pour y disposer de la fourniture d'eau et d'énergie.

Depuis l'année 2018, le Fonds métropolitain de Solidarité pour le Logement (FSL 3M) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce qui relève de son territoire, avec comme objectif d'accorder, dans les conditions définies par un règlement intérieur, des aides au titre des dettes de loyer et de factures d'énergie, d'eau, de téléphone et d'accès internet à des personnes en difficultés, mais également de prendre en charge des mesures d'accompagnement social, individuelles ou collectives, liées au logement.

Le financement du FSL est assuré de droit par la Métropole sur son territoire d'intervention et de manière facultative par des partenaires volontaires dont les fournisseurs d'énergie. En tant que tel, PLANETE OUI a contribué en 2021 au FSL à hauteur de 500 €. Au 1^{er} mars 2022 la société MINT ENERGIE a racheté PLANETE OUI et se propose de continuer de contribuer de façon volontaire au FSL au titre de ses missions de service public et de sa politique de solidarité. Cette contribution vise à soutenir les personnes dans le paiement de leurs factures de consommation d'énergie mais aussi de leur permettre une meilleure maîtrise de l'énergie limitant ainsi le montant de ces mêmes factures.

Afin de mettre en œuvre cette contribution, il est prévu la signature d'une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le représentant du distributeur d'énergie.

La convention, soumise à l'approbation du Conseil, a pour objet de préciser :

- Les modalités de versement de la contribution de MINT ENERGIE au FSL métropolitain, et la nature des aides destinées aux personnes en situation de précarité se trouvant dans l'impossibilité de régulariser seuls leur impayé d'énergie. Pour 2022, MINT ENERGIE fera connaître le montant de sa participation volontaire par courrier ;
- Les engagements respectifs des parties dans la prise en charge des impayés de factures d'énergie des ménages défavorisés et dans la mise en œuvre d'actions préventives.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention relative à la participation de MINT ENERGIE au FSL pour l'année 2022 ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203473-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION MINT ENERGIE 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Solidarités - Construction de 70 logements sociaux dans les Communes de Baillargues, Lattes, Montpellier et Saint-Brès - Attribution de subventions à la SA d'HLM FDI Habitat - Conventions - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la réalisation de cinq opérations de construction neuve prenant place dans les communes de Baillargues, Lattes, Montpellier et Saint-Brès, totalisant 70 logements sociaux.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 2 000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 2 du financement du logement social et de 5 000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 3, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des cinq opérations projetées sont détaillés dans les tableaux suivant :

Opération	« L'Ombrelle » Impasse Goya Baillargues Zone 3/B1	« La Roselière » 6 rue des Coustouliès Baillargues Zone 3/B1	« Mira » Chemin de l'Estanel ZAC Ode Mer, lot 25F Lattes Zone 3/A
Caractéristiques : Promoteur VEFA Architecte Collectif/Individuel Surface habitable Nombre de logement Catégorie de financement Typologie	Amétis Archigroup Grand Sud à St-Jean-de-Védas Collectifs 496,96 m² 7 LLS 4 PLUS / 3 PLAI 1 T2 – 4 T3 – 1 T4 – 1 T5	Envol ADA à Lattes Collectifs 345,83 m² 14 LLS 9 PLUS / 5 PLAI 14 T1	SCCV Hauts de Lattes J-Baptiste MIRRALLES à Montpellier Collectifs 740 m² 14 LLS 9 PLUS / 5 PLAI 8 T2 – 6 T3
Plan de financement : Coût total de l'opération Subvention Etat déléguée Subvention Région Subvention commune Subvention Action logement Prêt CDC Prêt Action logement Fonds propres Participation Montpellier Méditerranée Métropole	1 087 381 € 25 800 € 13 000 € 5 000 € - 973 582 € 12 000 € 34 999 € 35 000 €	777 939 € 43 000 € 24 000 € - - 514 147 € 36 000 € 57 292 € 70 000 €	1 645 484 € 43 000 € 24 000 € 35 000 € 50 000 € 1 368 485 € 36 000 € 18 999 € 70 000 €
Opération	« Pinville » Rue Dora Schaul - ZAC Hauts de Jausserand, lot D1B Montpellier Zone 2/A	« Proésa » ZAC de Cantausseil lot D2 Saint-Brès Zone 3/B1	

Caractéristiques :		
Promoteur VEFA	-	-
Architecte	Thomas LANDEMAINE à Montpellier	CARDIN & GABRIEL au Crès
Collectif/Individuel	Collectifs	Collectifs
Surface habitable	813,90 m²	1 303,87 m²
Nombre de logement	14 LLS	21 LLS
Catégorie de financement	14 PLUS	13 PLUS / 8 PLAI
Typologie	5 T2 – 8 T3 – 1 T4	8 T2 – 7 T3 – 6 T4
Plan de financement :		
Coût total de l'opération	1 860 848 €	2 622 519 €
Subvention Etat déléguée	0 €	68 800 €
Subvention Région	28 000 €	47 500 €
Prêt CDC	1 636 218 €	2 012 219 €
Prêt Action logement	-	88 000 €
Fonds propres	168 630 €	252 000 €
Participation Montpellier Méditerranée Métropole	28 000 €	105 000 €

Les subventions accordées ouvrent un droit à réservation portant sur 5 % à 10 % des logements de ces opérations au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature de conventions.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par le bailleur.

FDI Habitat s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'apporter les subventions suivantes à la SA d'HLM FDI Habitat :
 - 35 000 € pour la réalisation de 7 logements locatifs sociaux, résidence « L'Ombrelle », impasse Goya à Baillargues ;
 - 70 000 € pour la construction de 14 logements locatifs sociaux, résidence « La Roselière », 6 rue des Coustouliès à Baillargues ;
 - 70 000 € pour la construction de 14 logements locatifs sociaux, résidence « Mira », Chemin de l'Estanel, ZAC Ode Mer, lot 25F à Lattes ;
 - 28 000 € pour la réalisation de 14 logements locatifs sociaux, résidence « Pinville », rue Dora Schaul, ZAC les Hauts de Jausserand, lot D1B à Montpellier ;
 - 105 000 € pour la réalisation de 21 logements locatifs sociaux, résidence « Proésa », ZAC de Cantausse lot D2 à Saint-Brès ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole
- De dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- D'approuver les termes des conventions afférentes ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer ces conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, M. Michaël DELAFOSSE, M. Frédéric LAFFORGUE, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Cyril MEUNIER, M. Yvon PELLET.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-198694-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Localisation_Ombrelle_BAILLARGUES.pdf
- Localisation_Roseliere.pdf
- Localisation_MIRA_Lattes.pdf
- LOC_Pinville_Mtp.pdf
- Localisation_Proesa_St-Bres.pdf
- Conv Subv FDI_Ombrelle_Baillargues_PLUSPLAI .pdf
- Conv Subv FDI_Roseliere_Baillargues_PLUSPLAI.pdf
- Conv Subv FDI_Mira_Lattes_PLUSPLAI.pdf
- Conv Subv FDI_Pinville_Mtp_PLUS.pdf
- Conv Subv FDI_Proesa_St-Bres_PLUSPLAI.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Solidarités - Intervention de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur de la rénovation de l'habitat privé - Règlement attributif - Modification de la délibération n°14553 du 29 mars 2017 - Approbation

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole apporte son concours financier aux propriétaires privés pour leurs projets de travaux de rénovation, sous certaines conditions. Elle intervient par délégation de l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat (ANAH) et sur ses fonds propres, à destination des propriétaires occupants, des propriétaires bailleurs, et des syndicats de copropriété, dans le cadre de 4 dispositifs opérationnels :

- Programme d'Intérêt Général (PIG) « Rénover pour un habitat durable et solidaire » (2019-2024) qui couvre la totalité du territoire de la Métropole, hors Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) et Plan de Sauvegarde ;
- OPAH Copropriétés Dégradées Mosson (2019-2024), site national prioritaire du Plan Initiative Copropriété (PIC) lancé par l'Etat et l'ANAH ;
- Plan de sauvegarde des Cévennes (2019-2026) qui entre en phase opérationnelle et figure également parmi les sites du Plan Initiative Copropriété (PIC) ;
- Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain Grand-Cœur 2022-2027 (Courreau, Figuerolles, Nord-Ecusson, Carnot), qui entrera en vigueur fin 2022.

Pour accompagner les propriétaires dans leur projet, la Métropole mandate un opérateur qui propose un conseil technique, ainsi qu'une assistance au montage financier de l'opération et au dépôt du dossier de demande d'aides.

Le champ d'intervention de Montpellier Méditerranée Métropole se définit autour des thématiques prioritaires suivantes :

- Lutte contre l'habitat indigne et dégradé ;
- Mise aux normes des copropriétés dégradées ;
- Redressement des copropriétés en difficulté et prévention pour les copropriétés fragiles ;
- Lutte contre la précarité énergétique ;
- Lutte contre la vacance ;
- Maintien à domicile des propriétaires occupants aux revenus modestes ;
- Développement d'un parc privé à vocation sociale pour contribuer à loger les ménages aux revenus modestes.

Les critères et conditions d'attribution du concours financier de Montpellier Méditerranée Métropole pour la réhabilitation du parc privé figurent dans un règlement attributif, adopté par délibération n°14553 du Conseil de Métropole du 29 mars 2017, qu'il est proposé d'actualiser pour constituer un support de référence à destination des opérateurs et de leurs partenaires, ainsi que pour le service de Montpellier Méditerranée Métropole en charge de l'instruction et du paiement.

Le règlement métropolitain est modifié pour tenir compte de l'entrée en phase opérationnelle prochainement du Plan de Sauvegarde des Cévennes, de la mise en place de la nouvelle OPAH-RU Grand Cœur, ainsi que de l'entrée en vigueur du dispositif national Loc'Avantage en faveur du conventionnement des logements locatifs privés.

Le règlement modifié acte notamment l'extension au Plan de Sauvegarde des Cévennes de la participation de la Métropole à hauteur de 10 % du montant global HT des travaux au bénéfice des syndicats de copropriétés afin de déclencher la bonification ANAH au même niveau (+ 10 % en sus du taux de base appliqué). Celle-ci était initialement circonscrite à l'OPAH Copropriétés Dégradées Mosson.

Il intègre également des aides spécifiques à la nouvelle OPAH Grand Cœur, à savoir :

- Une prime de 5 000 € au regroupement de logements afin de favoriser la création de grands logements en cœur de ville ;
- Une aide aux syndicats des copropriétaires de 30 % des travaux HT liés à la sécurité et la salubrité plafonnée à 4000 €, et de 15 % plafonnée à 10 000 € en cas de gain énergétique supérieur à 20 %.

Enfin, il tient compte des nouvelles dispositions du programme Loc'Avantage et adapte le régime d'aides en faveur du conventionnement à loyer modéré des logements privés, en prévoyant :

- Une aide de 15 % du montant HT des travaux aux propriétaires bailleurs qui s'engagent à pratiquer un loyer social (« Loc 2 ») ou très social (« Loc 3 »), majorée de 5 % en cas de remise sur le marché d'un logement vacant depuis plus de 12 mois ;
- Une prime de réduction de loyer modulée en fonction du niveau de loyer modéré recherché, à savoir 100 €/m² de surface habitable, pour les loyers conventionnés sociaux (« Loc 2 ») et 150 €/m² de surface habitable, pour les loyers conventionnés très sociaux (« Loc 3 »), plafonnée à 6 000 €.
- Une prime de 1000 € aux propriétaires bailleurs qui s'engagent à confier leur logement conventionné à loyer social (Loc2) ou très social (Loc3) à une association dans le cadre de l'intermédiation locative à destination d'un public précaire ;

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole sur fonds propres est plafonné 10 000 € par logement hors primes, soit jusqu'à 17 000 € pour les propriétaires bailleurs qui bénéficieraient de la prime de compensation de loyer à son maximum et de la prime intermédiation locative. Le non-respect des conditions propres à l'attribution des subventions entraînera leur retrait ou le reversement des sommes indûment perçues.

Le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole pourra être modifié ultérieurement, si nécessaire, par délibération du Conseil de Métropole.

Il entre en vigueur à la date de prise d'effet de la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes du nouveau règlement attributif de subvention de Montpellier Méditerranée Métropole pour la rénovation de l'habitat privé modifié ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-202977-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Règlement attributif de subventions 3M PROJET DELIB V2.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.